Digitized by Google

MÉMOIRES

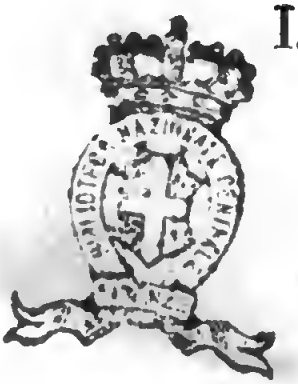
HISTORIQUES ET CRITIQUES

SUR

LES PLUS CÉLÈBRES PERSONNAGES VIVANS

DE L'ANGLETERRE.

I.



B 23. 1. 78

MEMOIRES

HISTORIQUES ET CRITIQUES

SUR

LES PLUS CÉLÈBRES PERSONNAGES VIVANS

DE L'ANGLETERRE.

OUVRAGE qui renferme les détails les plus étendus sur l'état présent de ce Royaume, relativement à la Littérature, à la Politique, aux Sciences et aux Arts.

TRADUIT DE L'ANGLAIS SUR LA 3e. ÉDITION.

TOME PREMIER.

DE L'IMPRIMERIE D'A. EGRON.

A PARIS,

Chez L. DUPRAT, LETELLIER, et compagnie,
rue Saint-André-des-Arcs, nº. 46.

M. DCCC. III.

PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

Ce n'est que lentement et par degrés que nous avons observé sous ses divers points de vue un peuple célèbre, que sa position fait notre rival, et qui ne doit pas nous inspirer un simple intérêt de curiosité. Ces vers de la *Henriade*,

> Aux murs de Westminster, on voit paroître ensemble
> Trois pouvoirs étonnés du nœud qui les rassemble,

révélèrent à la masse de la nation la forme du gouvernement anglais, qui n'étoit encore connue que des littérateurs et des hommes d'état.

Avant que la traduction du bel ouvrage de Blackstone eût paru, nos publicistes, nos juris-

consultes ne connoissoient que par Montesquieu la législation des Anglais.

Que dirai-je de leur littérature, de cette mine féconde qui, même aujourd'hui, n'est qu'imparfaitement exploitée ? C'est encore Voltaire qui le premier a dirigé de ce côté l'attention de ses compatriotes. Alors ont paru les versions de Laplace, de l'abbé Prévost, qui en ont fait éclore une foule d'autres. De la traduction des chefs-d'œuvres, on a passé à celle d'ouvrages moins intéressans ; de ceux-ci on est descendu à des productions médiocres, et de là on est tombé dans le mauvais. L'engouement ne permettoit plus le choix, et à l'aurore de la révolution, l'anglomanie étoit devenue si générale, que Thalie crut pouvoir la ranger au nombre des ridicules dont il lui appartenoit de se moquer.

Ce ne sont point les leçons toujours inefficaces du théâtre, c'est la leçon bien autrement forte de l'expérience, qui nous a corrigés de ce

travers. Nous avons reconnu le tort que nous nous faisions en cachant notre physionomie nationale sous la caricature d'un masque étranger, et depuis la législation jusqu'à la tragédie, tout en France est redevenu français.

Cependant nous nous défendons soigneusement de tomber d'un excès dans l'autre, et nous nous gardons bien d'imiter dans son aversion irréfléchie pour tout ce qui vient de l'étranger, ce peuple immense de l'Asie qui, depuis tant de siècles, conserve avec un respect religieux, et sans la plus légère altération, non-seulement sa religion, ses lois et son gouvernement, ce qui est bien; mais son ignorance et ses ridicules, ce qui est mal. Nous avons toujours la même avidité de connoître tout ce dont s'enrichit l'Angleterre en politique, en finances, en arts libéraux et mécaniques; mais ces importations faites avec discernement, sont un moyen d'examen et de comparaison pour la sagesse, et ne sont plus un aliment à l'aveugle et exclusive admiration.

C'est peut-être ici le lieu d'insister sur les services que rendent à la nation en général, et aux gens de lettres en particulier, ces hommes estimables et laborieux qui consacrent leurs veilles à faire passer dans notre langue les productions choisies dont s'honorent les autres contrées. Je puis le faire d'autant mieux que jeté par mes occupations bien loin de cette carrière pour laquelle il faut de grands loisirs, je n'ai entrepris que par circonstance, et comme un délassement, le travail que j'offre au public. J'ai été séduit par le haut intérêt qu'il m'a paru devoir présenter. En effet, les traductions et les journaux nous ont bien fait connoître jusqu'à présent, relativement à l'Angleterre, ses discussions les plus importantes sur toutes les matières de bien public, ses ouvrages les plus estimables, en quelque genre que ce soit, ses découvertes les plus utiles dans les sciences et dans les arts; mais tout ce qui concerne la vie publique et privée des hommes célèbres à qui sont dus ces discussions, ces ouvrages, ces découvertes, est couvert pour nous d'é-

paisses ténèbres, ou si quelques détails biographiques nous parviennent, c'est isolément, sans liaison, sans suite, et lorsque ceux qui en sont l'objet dorment depuis long-temps dans la nuit du tombeau.

L'ouvrage que voici supplée à tout ce qui nous manque. Il offre une galerie complète de portraits, dans laquelle figurent à la fois *orateurs*, *ministres*, *guerriers*, *marins*, *poëtes*, *historiens*, *agriculteurs*, *astronomes*, *comédiens*, *médecins*, *jurisconsultes*, *peintres*, *musiciens*, *etc.*, tous les hommes en un mot qui, dans quelque carrière que ce soit, sont parvenus en Angleterre à la célébrité; et ces hommes sont nos contemporains; ils sont vivans, à l'exception de quelques-uns decédés pendant l'impression ou depuis la publication de ces Mémoires. Plusieurs étoient tout récemment, ou sont encore à Paris.

Il est facile de voir, au premier coup d'œil, quel intérêt puissant offre un tel ouvrage à

toutes les classes de lecteurs, et combien les circonstances actuelles sont favorables à sa publication.

A une époque où les plus hautes destinées se balancent, soit à la tribune du parlement, soit dans le silence des cabinets, la vie de l'homme d'état sera étudiée, pour chercher dans sa conduite passée un présage et un garant de sa conduite future.

Dans un temps où s'agrandit chaque jour le domaine des sciences et des arts, la liste des productions de chaque savant, de chaque artiste distingué offrira des secours précieux à ceux qui parmi nous marchent dans la même carrière, et leur épargnera des recherches longues et pénibles.

Le littérateur, l'auteur, ou l'artiste dramatique, rechercheront avec intérêt, et souvent avec fruit, les particularités relatives à la personne et aux ouvrages de ceux qui se

sont illustrés dans le genre auquel ils s'adonnent.

Enfin, abstraction faite de tout motif d'intérêt particulier, la variété qui règne dans ces Mémoires doit plaire aux diverses sortes de lecteurs, et la sagesse avec laquelle ils sont écrits, sera du goût de tous les esprits bien faits. Ils ne sont ni affadis par la louange ni envenimés par la satire. La gravité, la modération en forment le caractère distinctif, et donnent l'opinion la plus favorable de l'impartialité de leur auteur. On croit voir revivre, sous sa plume à la fois sage et courageuse, cette belle institution de l'ancienne Egypte, qui appeloit les citoyens au tribunal redoutable de l'opinion, avec cette différence qu'ils n'y étoient cités qu'après leur mort, et qu'ici c'est sur les vivans eux-mêmes que s'exerce le pouvoir utile de la censure.

Il paroît tous les ans, en Angleterre, un volume de Mémoires semblables; il en a déjà

été publié quatre, dans lesquels ont été choisis les articles de la présente traduction. Cette tâche entreprise dans la seule vue de l'utilité, pourra être continuée, si l'espoir du traducteur est réalisé par le suffrage du public.

MEMOIRES

MÉMOIRES
HISTORIQUES ET CRITIQUES
SUR
LES PLUS CÉLÈBRES PERSONNAGES VIVANS
DE L'ANGLETERRE.

Mr. DUNDAS.

HENRI DUNDAS appartient à la branche cadette d'une ancienne maison d'Écosse. Durant une grande partie du dernier siècle, ses ancêtres se distinguèrent comme les plus habiles avocats du barreau écossais ; et ils sont successivement parvenus aux plus grands honneurs et aux émolumens les plus considérables de la profession d'homme de loi. Son père étant encore un jeune légiste, fut jugé, par le vieux président Dalrymple, surpasser en discernement, en éloquence et en érudition, les Fletcher, les Gilmore, les Nicholson, les Lockhart et autres avocats célèbres qu'il

avoit admirés dans sa jeunesse. Son frère aîné, le feu lord président Dundas, après une longue suite de succès brillans au barreau, fut élevé, dans son pays, à la première place de la cour suprême de Justice. On se souvient encore avec quelle dignité auguste, avec quelle active sagacité et quelle profondeur de jugement et d'érudition, ce magistrat éminent dirigea pendant un grand nombre d'années, les opérations de la cour de session.

Henri, qui étoit un cadet, et né d'un second mariage, fut destiné à se frayer, par ses talens, un chemin à la fortune. Il choisit naturellement la profession dans laquelle sa famille avoit eu de si grands succès. Il se distingua bientôt au barreau écossais parmi les classes des jeunes avocats. Les avantages de sa naissance et ses qualités personnelles contribuèrent à le produire dans les plus aimables et les meilleures sociétés de la capitale de l'Écosse; et il ne manqua pas de dispositions pour se livrer avec ardeur aux dissipations de la jeunesse. Mais cette propension au plaisir, loin de le rendre moins propre aux

affaires et à l'étude, donna au contraire à son application au travail un nouveau degré de force et d'activité. L'assemblée générale de l'église d'Écosse, la seule cour populaire et très-nombreuse, qui existe dans cette contrée, étoit regardée comme une excellente école d'éloquence délibérative, et les avocats mettoient en général beaucoup d'empressement à y essayer leurs talens oratoires. Aucun d'eux ne fut écouté dans cette assemblée avec plus de faveur et n'y excita plus d'admiration que le jeune Dundas, qui y fit éclater quelques lueurs de cette éloquence destinée à briller par la suite sur un plus illustre théâtre.

Son mariage avec l'héritière de la terre de Melville, dans le voisinage d'Edimbourg, apporta un supplément très-utile à son patrimoine de cadet.

Sa profonde intelligence et son prompt discernement dans les affaires le mirent bientôt en haute considération auprès des juges, et accrurent de jour en jour le nombre de ses cliens.

Il n'étoit pas dans son genre, de circonscrire son talent dans les limites étroites du

barreau, et de se borner à la lourde érudition d'un jurisconsulte. Il excelloit particulièrement dans l'art d'orner la sécheresse d'une cause de toutes les fleurs de la littérature ; cet éclat qu'il savoit répandre sur les matières les plus arides, lui valut, lorsqu'il étoit encore très-jeune, l'estime particulière de lord Kaimes, homme qui s'attachoit beaucoup à faire servir la philosophie et la littérature aux progrès de la jurisprudence ; et rien ne peut faire plus d'honneur soit à la sagacité prophétique de Kaimes, soit aux talens précoces de Dundas, que la dédicace que fit le lord à son jeune ami de son excellent ouvrage intitulé : *Principes de l'équité.*

Un avocat écossais, qui paroît avec distinction au barreau, se trouve naturellement recommandé d'une manière avantageuse à la cour. M. Dundas fut élevé sous l'administration du feu lord North, aux fonctions de lord avocat pour l'Ecosse. Il est d'usage qu'à cette place soit attachée la représentation de quelques comtés ou bourgs écossais, et conséquemment qu'elle donne l'entrée au parlement; ce qui est,

de la part des ministres, l'effet d'une adroite politique. M. Dundas suivit l'exemple de ses prédécesseurs, et parut ainsi sur un nouveau théâtre.

On a remarqué que les orateurs, même les plus éminens du barreau anglais, sont rarement parvenus, excepté sur des questions de droit, à produire comme orateurs une grande sensation dans l'une ou dans l'autre chambre du parlement. Ceci peut s'expliquer en observant que la législation et la procédure d'Angleterre sont hérissées d'une foule de coutumes et de formalités qu'il faut se rendre familières avant de pouvoir acquérir aucun succès au barreau; mais que ces coutumes, dont on chercheroit difficilement l'origine dans la nature ou dans la raison, s'éloignent considérablement d'un côté, des principes philosophiques de la législation politique et civile; de l'autre, de cette sagacité libérale que donne l'habitude des rapports ordinaires de la société : d'où il résulte que les mêmes avantages qui rendent un avocat très-habile au barreau ou dans le cabinet, peuvent souvent, dans une grande assemblée

législative, lui ravir le facile exercice d'une éloquence délibérative et populaire, et retrécir assez son esprit pour l'empêcher de saisir, sous tous les points de vue, une question d'économie politique très-étendue et très-compliquée. Il n'en est pas de même des lois d'Ecosse; leur application aux principes généraux ou aux usages de la vie est beaucoup plus fréquente. L'avocat écossais est obligé d'être plus philosophe et plus cosmopolite que l'avocat anglais; il est moins jeté dans les détours sinueux de la chicane et dans tout ce qui constitue la partie purement mécanique de sa profession. Conséquemment sa pratique, son expérience et ses habitudes ont une tendance particulière à faire de lui un orateur public et un homme d'état. On ne veut pas dire que la fréquentation du barreau écossais ait le pouvoir de métamorphoser un sot en un grand politique, ni que l'étude approfondie de la législation anglaise ôte à un esprit doué d'une vigueur et d'une subtilité peu communes, les moyens de remplir dignement les fonctions de législateur ou de ministre d'état : mais il y a

excessivement de probabilités pour que de deux hommes égaux en talens et en avantages, et qui tous deux auroient passé la moitié de leur vie, l'un dans l'étude et dans la pratique des lois d'Écosse, l'autre dans l'exercice de la jurisprudence anglaise, le premier se trouvant en rivalité avec le second, dans la chambre des communes, ait sur lui une prééminence très-marquée.

Les talens naturels de M. Dundas, et sa tournure d'esprit particulièrement adaptée aux affaires politiques, se sont encore réunis aux avantages de sa profession pour faire de lui un homme d'état. Son entrée au parlement eut lieu sous le ministère de lord North, dans un temps où les difficultés de l'administration exigeoient des forces extraordinaires de la part de ceux à qui elle étoit confiée, et où la décadence des ministres présentoit la plus belle perspective à l'ambition de ceux qui aspiroient à les supplanter.

La véritable clef des changemens qu'a essuyés le ministère anglais depuis l'époque de la révolution, se trouve dans l'histoire

secrète du parti des whigs et de celui des toris. Ces deux partis, dans l'origine, exprimoient, par deux professions de foi opposées, les mêmes principes de *bien public*, *d'utilité particulière*, et le même respect pour les *anciens établissemens*. Intérêts, préjugés, contradiction, imitation, héritages, attachemens, inimitiés, manière de pênser, toutes ces causes affermirent et perpétuèrent l'existence d'une division de partis qui auroit dû finir à la révolution, s'il étoit possible que les divisions de partis eussent une fin. La politique artificieuse de Guillaume, fut de tenir la balance entre les whigs et les toris; d'employer les whigs comme des instrumens pour consolider la révolution, et les toris, comme des appuis, pour soutenir les prérogatives de la couronne. En un mot, de parer avec les forces d'un parti les attaques de l'autre, et par-là se rendre maître de tous les deux. Anne, séduite par son affection pour ses favoris, s'abandonna d'abord sans réserve à la direction des whigs; mais ensuite lorsqu'elle s'aperçut que ce parti étoit devenu trop

fort, elle prit sous sa protection les toris contre la despotique arrogance de ses ministres whigs, et elle eut pour cela à supporter une lutte qui empoisonna les dernières années de sa vie. Le pouvoir que les whigs avoient acquis sous ce règne, joint à l'odieux qu'ils avoient trouvé moyen de jeter sur leurs adversaires, leur donna le crédit d'imposer des lois au successeur de la reine; et Georges, suivant imprudemment l'impulsion de sa reconnoissance, ou trop confiant dans ses conseils et dans les suggestions d'hommes vendus au parti des whigs, se livra entièrement dans leurs mains. Le mauvais succès des complots et des insurrections des jacobites, servit à rendre plus odieux encore les toris et à renforcer le pouvoir des whigs. Pendant quelque temps, la balance entre les deux partis rivaux fut entièrement rompue. Les whigs se trouvèrent en possession de la faveur de deux souverains successifs et de toute la popularité dans l'esprit de la nation. Il résulta de là que le gouvernement fut concentré dans leurs mains, et qu'ils se jetèrent dans des abus d'influence et

d'autorité non moins révoltans que ceux qu'ils avoient signalés comme devant être les résultats nécessaires de l'adoption exclusive de leurs antagonistes. Les divisions qui survinrent entr'eux donnèrent enfin un certain degré de force à une opposition qui étoit tori dans l'origine, et par le moyen de laquelle le principal corps du parti whig fut dans la personne de sir Robert Walpole, repoussé du timon du gouvernement. Mais quoique les toris eussent combattu aux premiers rangs, ils ne purent obtenir un partage égal dans le butin de la victoire. Ils furent exclus de toute participation directe et positive dans le pouvoir et dans les émolumens. En conséquence ils renouvelèrent leur opposition; c'est alors qu'éclata la rebellion en 1745, et le ministère demeura foible jusqu'à ce que les whigs, avec le secours de quelques toris transfuges, se remirent en possession de l'autorité, où ils se maintinrent jusqu'au commencement du règne actuel, surtout par le moyen de la vaste *influence élective* des Pelhams. Les toris, tant qu'il leur avoit été impossible d'exercer une in-

fluence directe dans les conseils de leur souverain, s'étoient attachés à se concilier la faveur de l'héritier présomptif; en conséquence, ils avoient fait une cour assidue au prince Frédéric, père du roi actuel, et étoient parvenus à se faire placer à la tête de l'éducation du jeune prince de Galles, après la mort de son père. En conséquence il entra, dès le principe, dans la politique du règne présent de se concilier les toris, non en abandonnant à eux seuls les rênes du gouvernement, ce qui étoit devenu impraticable, mais en établissant entr'eux et les whigs une égalité de pouvoir. Il paroît même que l'on projeta de former alors un nouveau parti tori qui se seroit attaché à la famille d'Hanovre, avec le même dévouement que les anciens toris s'étoient attachés à celle des Stuarts. On conçut le dessein d'accroître la dignité de la couronne, en imitant la politique de Guillaume, c'est-à-dire, en s'affranchissant de la dépendance servile, de l'un et de l'autre des deux grands partis, et en les maîtrisant au contraire par un sage équilibre. Les chefs les plus fiers du parti whig

ne furent pas plutôt avertis de ce nouveau plan, qu'il y virent un attentat à cette autorité souveraine, qu'ils s'étoient flattés d'envahir toujours. Ils y opposèrent la résistance la plus vigoureuse. Leurs efforts, les attaques qui furent dirigées contr'eux, et les concessions même qu'on leur fit pour les adoucir, produisirent dans le ministère ces changemens fréquens qui eurent lieu au commencement du règne actuel. Sous l'administration de lord North, le système de la refonte des principes des partis whig et tori, en des principes nouveaux empruntés principalement des derniers, parut enfin s'effectuer avec une stabilité qu'on auroit cru devoir être permanente. L'assujétissement des colonies américaines auroit consolidé cet ouvrage de telle sorte qu'il eût été impossible à tous les efforts des whigs de le renverser. Mais l'issue défavorable de la guerre d'Amérique, et la foiblesse de l'administration de lord North, encouragèrent les nouvelles espérances des whigs à l'époque où M. Dundas commença de se distinguer comme membre du parlement d'Angleterre.

En sa qualité de premier officier judiciaire de la couronne, pour le royaume d'Écosse, il étoit naturel qu'il se portât, dans la chambre des communes, le défenseur des mesures de l'administration. Lorsque la chute du ministère lui parut inévitable, il s'efforça de se rendre si éminemment maître de quelques-unes des principales branches des affaires publiques, que, quelque changement qui dût survenir, son secours devînt trop précieux et son opposition trop formidable à la nouvelle administration, pour que de long-temps elle pût ou se passer de l'un ou dédaigner l'autre. Après que les affaires de l'Angleterre en Amérique parurent désespérées, tous les yeux furent tournés du côté de l'Inde, comme renfermant la plus précieuse des possessions éloignées qui restât encore à la nation. Entr'autres mesures parlementaires, il fut nommé, sur la motion du ministre lui-même, un comité secret de la chambre des communes, « pour rechercher les causes de » la guerre du Carnate, et de l'état désa- » vantageux des possessions anglaises dans

» ces contrées. » M. Dundas fut nommé président de ce comité. Le rapport qu'il fit, au nom de ses collègues, et le bill qu'il proposa au parlement pour l'amélioration des affaires de l'Inde, firent briller dans le plus grand jour son talent et son habileté. Les efforts de la majorité parvinrent à faire rejeter le bill; mais la connoissance parfaite que M. Dundas avoit acquise des affaires de l'Inde, pendant le cours de cette discussion, contribua beaucoup par la suite à son avancement.

Les malheurs de la campagne de 1781 mirent enfin lord North dans la nécessité de se retirer de l'administration. Un nouveau ministère fut formé de whigs, qui se préparoient à agir suivant leurs anciens principes d'aristocratie. Mais ils ne purent assez bien mettre en vigueur leurs plans de gouvernement, ou concilier entr'elles les prétentions rivales que suggéroient les intérêts particuliers, pour assurer la permanence de leur pouvoir ministériel. Le marquis de Lansdowne, alors comte de Shelburne, à la tête d'une autre administration nouvelle, formé d'un mêlange de

whigs et de torys, fut le négociateur de la paix générale, qui rendit la tranquillité à l'Amérique, à l'Inde et à l'Europe. Mais pour ressaisir une partie de leur ancien pouvoir et de leurs émolumens, ceux des partisans de lord North qui avoient été récemment les soutiens du système tory, consentirent à se lier à la faction du nouveau parti whig, ennemie du ministère de Shelburne, et à adopter, dans toute leur hardiesse, les principes aristocratiques de l'ancien wiggisme. Lord Shelburne perdit en conséquence le timon du gouvernement. Fox et North devinrent ministres, et le souverain se vit réduit au même état de dépendance où Georges II s'étoit trouvé à l'égard de Pultheney, et qui depuis lui avoit fait souffrir que les Pelhams lui dictassent arrogamment la loi. Cependant les whigs furent divisés alors en un plus grand nombre de partis qu'ils l'avoient été précédemment; leurs principes généreux devinrent beaucoup plus foibles et d'une influence moins exclusive; la voix de l'opinion publique, indépendante du parlement, acquit un bien plus haut degré de

force; enfin, la couronne eut pour appui un petit nombre de partisans dévoués, les torys du règne actuel, qui formèrent contre les usurpations de l'aristocratie des whigs une ligne de défense telle qu'on ne l'avoit pas encore vue. Tandis que les whigs tâchoient de se fortifier dans les premiers postes du pouvoir, par des moyens qui ne permettoient ni au souverain de les expulser, ni à l'opposition de les forçer dans leurs retranchemens, le monarque osa résister à leurs tentatives, se mettre lui-même à la tête de leurs adversaires, et les renvoyer de l'administration avant qu'ils l'eussent réduit à la condition d'un noble, prisonnier d'état. Le souverain, en exerçant (peut-être sans beaucoup d'égard pour la constitution) une influence personnelle sur la législature, a détruit cette grande mesure par laquelle la coalition avoit espéré pouvoir, sur les principes de la vieille aristocratie whig, se mettre en possession inamovible du gouvernement. Par une suite d'artifices conçus et mis en œuvre avec une adresse et une habilité consommée, un jeune mi-

nistre, aidé de la minorité du parlement, fut assez fort pour renverser une opposition formée de la majorité de la chambre des communes. Il s'ensuivit une dissolution. La majorité, d'après les nouvelles élections, se trouva telle qu'on la désiroit, c'est-à-dire, ayant la volonté de soutenir une administration dont le système de politique avoit son origine au commencement du règne actuel. M. Pitt fut destiné à mettre la dernière main à ce grand plan qu'avoit conçu le feu comte de Bute. On forma un ministère un peu plus whig que celui de lord North dans la composition de ses parties, mais qui, au fait, n'étoit pas moins tory, quant à l'esprit qui l'animoit; en un mot, c'étoit le torysme de Bolingbroke amalgamé avec le whiggisme de Walpole.

M. Dundas joua un rôle actif et important dans toutes ces contestations et dans ces changemens successifs de ministères qui eurent lieu depuis les approches de la chute de lord North, jusqu'à l'établissement d'une administration solide sous M. Pitt. Il se sentoit les talens néces-

saires pour être utile à son pays dans les emplois les plus éminens ; en conséquence, il tenoit fortement à son poste, et ne vouloit pas se mettre en opposition perpétuelle avec les hommes qui ont fini par supplanter lord North. Mais ses principes politiques étoient contraires aux hautes prétentions de l'aristocratie wigh, et favorables à cette politique qui a été celle de la cour depuis le commencement du règne présent. Il la regardoit comme la seule qui, dans les circonstances actuelles, pût servir de base à un ministère ferme, actif, et véritablement utile. Tel a été, à ce qu'il semble, le grand principe de sa conduite politique, et il ne s'en est jamais départi. Il a pu varier dans ses moyens ; mais il n'a jamais varié dans le but. Durant le cours de toutes ces querelles de parti, il fut courtisé et estimé comme ami, il fut craint et respecté comme adversaire. Sans posséder une fortune qui pût rendre sa bourse utile au parti auquel il s'attachoit, sans avoir une grande influence dans les élections, sans être puissant par les relations de parenté, il a

forcé tous les partis à le considérer comme un homme qui, placé dans l'administration, n'occuperoit pas un poste vulgaire, et jeté dans l'opposition, en deviendroit bientôt un des chefs. On ne peut donner un plus haut témoignage de son talent, de sa sagacité et de sa promptitude dans l'expédition des affaires. L'assistance d'un homme tel que M. Dundas étoit d'un prix incalculable pour les membres jeunes et sans expérience de l'administration de M. Pitt. Ce fut surtout par son secours que ce dernier parvint à faire entrer dans ses intérêts tous les membres influens de la Compagnie des Indes orientales, à l'époque la plus critique de la lutte parlementaire, et à produire ensuite, de leur consentement, un *contrôle de l'Inde*, qui, dans son but essentiel, différoit peu du plan de M. Fox, rejeté avec une indignation si marquée. Les emplois de trésorier de la marine, de président du conseil du contrôle de la Compagnie des Indes orientales, et une place dans le conseil du cabinet, furent les premières récompenses des services qu'avoit rendus

M. Dundas dans les arrangemens relatifs à la nouvelle administration. On savoit qu'il en étoit redevable à ses seuls talens; dès lors, on mesura l'idée que l'on devoit concevoir de sa capacité comme ministre et comme orateur, sur l'importance des emplois dont on le vit revêtu. On pouvoit avec justice se permettre quelques remarques flétrissantes sur son intégrité politique; mais relativement à son habileté pour les charges publiques, il n'y avoit qu'une seule opinion, qui lui étoit extrêmement favorable.

Plusieurs hommes qui, avant de parvenir aux grands emplois publics, avoient été jugés dignes de les occuper, ont trompé, dès que leur ambition a été satisfaite, les espérances que l'on avoit conçues de leurs talens. Il n'en a pas été ainsi de M. Dundas. L'ordre qu'il établit dans la distribution des fonds affectés à la marine offrit les avantages de l'économie et de la promptitude dans les paiemens; de sorte que le service devint à la fois moins onéreux à l'état, et moins désagréable aux marins qu'il l'avoit été précédemment. Relative-

ment aux affaires de l'Inde, il acquit une influence sans bornes, non pas tant à cause de ses fonctions de président du conseil du contrôle, que par sa connoissance approfondie tant des intérêts territoriaux, pécuniaires et commerciaux de la compagnie des Indes orientales, que des établissemens institués pour l'administration des affaires de cette compagnie, des meilleurs moyens d'accommoder les mœurs et les lois anglaises aux arts, aux mœurs, aux préjugés, aux coutumes et antiques institutions des Mahométans et des Indous, enfin des dispositions nécessaires pour maintenir le gouvernement de l'Inde dans une juste dépendance de celui de la Métropole, et faire que les possessions indiennes de cette grande compagnie devinssent pour l'Angleterre un surcroît de force et non point un fardeau. On sait que feu M. Burke et les autres meneurs de l'opposition, attribuant peut-être le renversement de leurs espérances ambitieuses à l'influence d'élection de la compagnie des Indes et de quelques uns de ses subordonnés, cherchèrent à

concilier la justice publique avec la vengeance du parti, et à tourmenter leurs adversaires les plus redoutables, en suscitant à M. Hastings une poursuite parlementaire. M. Dundas ne s'opposa point à cette poursuite, en tant qu'elle parut avoir pour but des motifs de justice publique, et il ne la favorisa point, parce qu'on y vit percer de basses considérations d'intérêt personnel. Les dépenses nécessaires de la guerre, ou plutôt la rapacité, la profusion et la mauvaise administration des subordonnés avoient jeté dans les affaires de la compagnie des Indes un désordre qui sembloit l'avant-coureur d'une banqueroute. Mais par les soins du président du conseil du contrôle, et par les réformes économiques qu'il introduisit, les affaires de cette compagnie reprirent bientôt un état florissant que la prospérité attachée au retour de la paix n'auroit pas suffi peut-être pour leur donner. Les comptes des revenus, des dépenses et des transactions commerciales de la compagnie des Indes orientales, que le devoir de sa place l'obligeoit de mettre chaque

année sous les yeux du parlement, sont généralement considérés, non-seulement comme des preuves décisives de l'efficacité du nouveau système d'administration de la compagnie, mais comme des chefs-d'œuvres de clarté, d'ordre, et surtout d'habileté à réduire les affaires les plus compliquées à une belle et instructive simplicité. Dans le parlement, M. Dundas s'est montré habile à justifier la conduite du gouvernement exécutif dans les parties d'administration où lui-même avoit été particulièrement employé; prompt à fournir tous les renseignemens qui lui étoient demandés concernant son département dans les affaires de la marine ou les affaires de l'Inde, si la prudence ministérielle n'en empêchoit pas la révélation; enfin, assez vigilant pour ne pas souffrir que d'autres le devançassent par des plaintes, des pétitions ou des projets tendant à présenter de nouveaux bills sur la marine ou sur l'Inde; c'est toujours lui qu'on a vu prendre à cet égard l'initiative. Dans les autres affaires du parlement, M. Dundas a été constamment

le plus vigoureux champion du système général de l'administration de M. Pitt. Ses discours, toujours remarquables par un grand sens, par une extraordinaire sagacité, par une connoissance approfondie des hommes et des choses, et surtout par une profession hardie d'un torisme modéré, joint aux convenances ministérielles, ont été plus d'une fois d'un secours très-puissant et même indispensable à l'éclat et à la véhémence de l'éloquence argumentative de M. Pitt. Dans le cabinet, qui, incontestablement, a, comme le parlement, ses partis, on sait que M. Dundas a toujours été le coopérateur zélé de M. Pitt et de lord Grenville pour l'exécution des mesures du gouvernement, dont M. Pitt et lui étoient les premiers auteurs.

En dépit des efforts d'une opposition puissante, dirigée par les hommes les plus illustres, les succès de chaque année confirmèrent pendant quelque temps, la stabilité de l'administration de M. Dundas et de M. Pitt. Après la guerre, le commerce et l'industrie refleurirent dans tout

leur lustre. Les pertes essuyées en Amérique firent refluer, avec beaucoup plus d'avantage sur les manufactures et sur les améliorations agricoles de l'intérieur, une grande partie des capitaux qui avoient coutume d'être exportés pour la colonisation des provinces américaines. Il en résulta dans l'empire un accroissement de population et une accumulation de richesses. Cependant, comme il étoit impossible qu'une partie considérable du produit annuel des terres n'en reçût pas une direction différente, il en résulta en même temps, dans la dette nationale, une augmentation qui faillit occasionner une entière banqueroute, depuis longtemps attendue par plusieurs politiques à courtes lunettes. Mais il arriva que les taxes additionnelles demandées pour faire face au surcroît de dépenses du gouvernement étant régulièrement reportées par les canaux de la circulation à cette industrie d'où elles avoient été distraites, ne parurent pas d'un poids insupportable. Le peuple, qui ne comprenoit pas que le cours naturel et même nécessaire des

choses opéroit plus en cela que l'influence et la sagesse du gouvernement, se félicitoit de sa prospérité, et étoit disposé à en rendre grâces aux talens et aux vertus des ministres. Il vit la répartition juste de l'impôt, l'influence de l'Angleterre dans le système politique de l'Europe, la distribution de la justice, les modifications données aux lois d'après le changement des mœurs et des circonstances, tout cela réglé et maintenu de la part du gouvernement avec une vigilance et une habileté dont on avoit peu d'exemples plus frappans, à quelque époque que ce fut de l'histoire de la Grande-Bretagne; et par une erreur naturelle de l'imagination, il attribua aux talens et à la prévoyance de ceux qui étoient chargés de la conduite des affaires toute sa félicité, de quelque source qu'elle découlât. Ce fut aussi un avantage particulier pour l'administration de M. Dundas et de M. Pitt que cet état d'extrême découragement où se trouva le peuple relativement aux affaires de la nation, dans les derniers temps de la guerre d'Amérique. Plusieurs se persuadèrent

que l'heure fatale de l'Angleterre étoit arrivée, et que les dépenses et les désastres de cette guerre amèneroient la ruine inévitable de la nation. Lors donc que l'état de prospérité intérieure vint contraster d'une manière si frappante avec les craintes que l'on avoit conçues, l'effet de ce contraste fut tel, que les politiques superficiels regardoient les ministres comme les sauveurs de leur pays. Ce fut à l'époque où la maladie momentanée, mais grave, du souverain parut imposer la nécessité d'établir une régence, et que M. Pitt, ainsi que M. Dundas et leurs associés, furent menacés de la perte du pouvoir ministériel, qu'il fut aisé de remarquer à quel point leur administration leur avoit concilié la faveur du peuple; car il se répandit alors une crainte universelle de l'élévation de M. Fox et de ses partisans, et on s'agita généralement pour la conservation des ministres, comme si leur disgrâce eût dû être pour l'état une des plus grandes calamités qu'il fut possible de redouter. Dans cette crise, M. Dundas prêta à M. Pitt un appui ferme, hardi,

vigoureux, et qui fut éminemment utile à ce dernier.

Il est dans la nature nécessaire des choses, qu'en Angleterre, les membres de l'opposition soient les inspecteurs, les accusateurs même du ministère, et les tribuns du peuple. Ce fut donc pour l'aristocratie wigh, opposée à l'administration de M. Pitt et de M. Dundas, un chagrin plus vif que toutes ses autres mortifications et contrariétés, de voir que les ministres eussent, auprès de la grande majorité de la nation, plus de popularité qu'eux. A l'époque du débat dont le résultat fut l'élévation des derniers ministres, M. Pitt et ses amis s'étoient attachés à dépopulariser leurs adversaires, en professant un wigghisme presque démocratique, dont l'objet étoit de faire exercer les principes de l'aristocratie wigh. Mais le wigghisme démocratique étant, en définitif, incompatible avec les hauts projets de l'ambition, n'a jamais été la profession de foi du parti écrasé. M. Pitt et ses amis ne pouvoient être constans à le professer après leur élévation, pas plus que les

wighs, qui sous le règne de la reine Anne s'étoient montrés enragés pour la liberté, ne demeurèrent fidèles à leurs principes après l'avénement de Georges Ier au trône. Les membres de l'opposition, qui s'aperçurent de cela, devinrent par degrés plus démocratiques dans leur profession de wigghisme, jusqu'à l'époque où la révolution française commença d'éclater; alors ils regagnèrent complètement, et conservent encore la faveur d'une grande partie du peuple. Les progrès de cette révolution tendirent puissamment à donner à l'opinion publique ce degré d'énergie nécessaire pour que le peuple exerçât une censure nouvelle sur le gouvernement et sur la législature. Les membres les plus hardis de l'opposition espérèrent probablement que la force de l'opinion publique seroit dès lors employée avec une heureuse efficacité à déprécier le même ministère qu'elle avoit d'abord exalté; que le peuple pourroit devenir l'instrument qui servit à élever l'aristocratie wigh, et qu'alors on lui fermeroit l'entrée de l'arène politique, jusqu'à ce qu'on

eût besoin de nouveau de recourir à son intervention.

Les ministres, d'un autre côté, ne manquèrent pas de remarquer la nouvelle énergie avec laquelle l'opinion populaire exerçoit une censure hardie sur les opérations du parlement et du souverain. Ils virent que la stabilité de leur propre pouvoir étoit en péril. Mais telle étoit la contagion des faux principes, et l'impulsion progressive des événemens, qu'ils purent voir aussi que la même tempête qui menaçoit de les renverser faisoit craindre la chute de l'ancienne constitution politique de l'empire. Il leur devint donc d'autant plus important de défendre leur cause personnelle, qu'elle se trouvoit liée plus essentiellement aux intérêts de leur pays. Avec une politique profonde et consommée, dont l'éloge doit, en grande partie, être reporté à M. Dundas, ils parvinrent à diviser le parti de leurs adversaires, à en détacher et à faire entrer dans leurs propres rangs tout ce qu'il y avoit de véritables partisans du wigghisme aristocratique; à se concilier de nouveau la faveur des

citoyens les plus opulens et les plus sages, et à ne plus compter au nombre de leurs adversaires que ceux qui professoient avec franchise et hardiesse les principes de la démocratie.

La prorogation de l'administration de M. Pitt, de M. Dundas et de leurs amis, devint donc, dans l'opinion d'une partie de la nation, absolument nécessaire pour le salut de l'empire. Cependant la tâche qu'il leur restoit à remplir alors, étoit pleine de périls et de difficultés. Il leur parut essentiel pour eux-mêmes d'engager la Grande-Bretagne dans une guerre qui eût pour but de réprimer l'ambition de la république française ; mais l'utilité et même la justice de cette guerre étoient loin d'être aussi manifestes. En admettant que le droit public de l'Europe, les sentimens d'humanité, et le grand principe de la conservation de soi-même pussent rigoureusement justifier la guerre déclarée à la France, n'étoit-il pas à craindre qu'une telle guerre ne servît qu'à faire *lever en masse* des myriades de républicains français, et à les exciter à la conquête

universelle de l'Europe? Cette mesure d'une déclaration de guerre à la nation française, ne paroissoit-elle pas tendre à favoriser les vues des brissotins, à qui la France républicaine devoit alors toute sa grandeur? Il y avoit de plus à craindre que le whiggisme démocratique, cessant d'être dirigé et comprimé par l'aristocratie whig, devînt dans l'intérieur beaucoup plus turbulent qu'il n'avoit encore été. Il ne paroissoit pas possible de former avec les puissances continentales une telle coalition, qu'elles concourussent efficacement avec les forces navales de l'Angleterre au grand dessein d'humilier la France. Les dépenses d'une telle guerre pouvoient produire dans les finances des embarras suffisans pour renverser le gouvernement et même la constitution. On avoit l'expérience que le passage de l'état de paix à celui de guerre, avoit presque toujours entraîné le changement du ministère. En s'associant dans le gouvernement les whigs aristocrates, les ministres se trouveroient obligés de renoncer à une partie de leurs émolumens et de leur autorité, et cette

perte rendoit moins agréable leur situation politique.

Les ministres anglais, pendant le cours des dix dernières années, ont eu à lutter contre tous ces inconvéniens. On sait de quelle manière ils les ont combattus, et en partie surmontés. L'histoire personnelle de M. Dundas se trouve, à cette époque, si étroitement liée avec celle de son pays, qu'il est impossible de tracer l'une sans esquisser l'autre. L'importance de ses services dans l'administration, dont il étoit membre, fit ajouter aux emplois dont il étoit déjà revêtu, celui de secrétaire d'état. Lorsque les nouveaux arrangemens pris avec les whigs, firent passer le duc de Portland au ministère, on trouva plus avantageux de créer un troisème secrétaire d'état que d'éloigner M. Dundas de la direction des opérations de la guerre. Quoiqu'il ait cumulé dès lors la place de secrétaire d'état avec celle de trésorier de la marine, et de président du conseil de contrôle des affaires de l'Inde, on ne s'est jamais plaint de confusion ni de retardement dans l'expédition des affaires

dépendantes de ces différens emp'ois. Les mesures à la conception et à l'exécution desquelles il a coopéré pendant le cours de la guerre, se distinguoient au premier coup d'œil par une énergie et une sagacité remarquables, et par une adresse merveilleuse à adapter les moyens au but. Il est vrai que la conduite de la France et celle de l'opposition ont suggéré plusieurs des plus sages et des plus vigoureuses mesures que M. Dundas et ses coopérateurs aient adoptées dans le cours de la guerre. Mais on doit avouer en même temps que plusieurs ont été conçues originairement par ces ministres eux-mêmes; que de plus, il n'y a que des hommes de talent qui soient capables d'adopter avec avantage les projets des autres, car un sot les gâte toujours en se les appropriant. Les plans pour la formation des *fencibles* régimens, de la milice de supplément, des compagnies de volontaires, de la cavalerie de réserve, et de toute cette force militaire qui a été levée et entretenue durant la guerre présente, pour la défense intérieure de l'Angleterre contre toute invasion ou insurrection, ont

été ou imaginés par M. Dundas, ou soumis à son examen et à sa direction particulière, en sa qualité de secrétaire d'état pour le département de la guerre : et l'on ne sauroit dissimuler qu'il eût été difficile d'en concevoir de meilleurs. Le cantonnement des troupes dans l'intérieur du royaume, est aussi une opération à laquelle il a eu la plus grande part.

Il a été long-temps considéré comme exerçant par le fait les fonctions de ministre pour l'Écosse. Jamais les Ecossais n'ont été moins mécontens qu'alors du gouvernement. La mesure de la restitution des *biens confisqués* est une opération généreuse dont M. Dundas a été regardé comme l'auteur, et qui a concouru puissamment à cicatriser les anciennes blessures de la discorde civile et de la rebellion. Jamais ministre ne fut plus vigilant à épier et à faire servir à la prospérité de l'Écosse, toutes les occasions dans lesquelles l'état changeant de ce pays exigeoit l'intervention de la législature. On a allégué, à la vérité, que dans les procédures instruites par les cours criminelles

d'Écosse, il y a eu, de la part du ministère, une tendance marquée à faire rendre le souverain arbitre du sort des accusés ; mais il est généralement reconnu que jamais le droit de faire grâce, cette belle et noble prérogative de la couronne, n'a été exercé avec une plus grande clémence qu'à l'égard des Ecossais qui, durant ce temps, avoient été accusés ou condamnés pour des crimes politiques. Dans la distribution des emplois publics, que la cour a faite en Ecosse pendant le même intervalle de temps, les considérations d'influence politique et de vertus domestiques et privées, ont été consultées avec un degré de soin et d'exactitude qui a contribué très-directement à renforcer l'administration présente et à donner à M. Dundas une influence, que dans le principe, il n'avoit pas. Il ne falloit rien moins que son excessive prudence dans la conduite des affaires de l'Ecosse, pour réconcilier avec le ministère toute la haute noblesse, et presque tous les grands propriétaires, en dépit des rivalités nécessaires et multipliées que produisent entre eux les prétentions aux faveurs de la cour.

On ne peut nier que M. Dundas ne se distingue par une application très-laborieuse aux affaires, et ne possède ce degré exquis de jugement, d'ordre et d'expédition qui abrège et facilite prodigieusement le travail. Il est accoutumé à se lever de très-grand matin, ce qui le met en état de faire beaucoup de choses, que les nombreuses visites qu'il reçoit et les séances du parlement ne lui permettroient pas de faire. On dit qu'il est très-aimable dans sa vie privée. Ses amis sont en grand nombre, et lui sont chaudement attachés. Il passe pour aimer beaucoup les plaisirs domestiques et les réunions particulières. Il a été marié deux fois; sa dernière femme est sœur du comte de Hoptown. Malgré la nécessité où il se trouve de disposer utilement pour ses intérêts politiques, des grâces de la cour, dont il est le dispensateur, il est connu pour avoir avancé en plusieurs occasions ses amis particuliers par les motifs les plus désintéressés et les plus généreux, et en les mettant chacun à leur place, avec un discernement qui lui a fait beaucoup d'honneur. Les

travaux administratifs lui ont laissé depuis long-temps peu de loisir pour cultiver la littérature. Mais en plusieurs circonstances, il s'est montré sans ostentation, le protecteur sincère de ceux qui s'y distinguent. Jusqu'à l'époque à laquelle il a pris parti avec M. Pitt contre la coalition de M. Fox, et de lord North, il a existé entre lui et l'historien Robertson, des relations intimes d'égard et d'amitié. Il a vécu dans la plus étroite liaison avec le docteur Hugh Blair, homme dont les écrits ont contribué peut-être plus que ceux d'aucun de ses contemporains, au raffinement du goût et à la propagation de la saine morale. C'est par le crédit de M. Dundas, que plusieurs places lucratives ont été données à M. Bruce, qui s'est distingué par plusieurs ouvrages recommandables, qui a le mérite d'avoir été le premier à bannir de l'université d'Ecosse la barbare logique des écoles, et de faire à la morale l'application du procédé de l'analyse, que Bâcon et Newton employèrent pour la physique avec tant de succès. Après la mort du docteur Robertson, la place

d'historiographe du roi pour l'Écosse, a, par l'intervention présumée de M. Dundas, été donnée au docteur Gillies, qui dans la carrière de l'histoire, a laissé incontestablement derrière lui tous ses compatriotes. Dans la seule vue d'offrir des récompenses aux membres du clergé écossois les plus recommandables par leurs vertus religieuses et leurs titres littéraires, M. Dundas sollicita sa majesté d'accroître de quatre le nombre de ses chapelains pour l'Ecosse, qui n'étoit porté précédemment qu'à six; cette augmentation en effet a eu lieu depuis quelques années. Généralement dans toutes les promotions qui ont été faites par l'influence de M. Dundas, les talens et la réputation d'honneur et d'intégrité ont toujours été préférés à titres égaux; et il est à remarquer que dans toutes les nominations à des places qui ont dépendu de son administration, il s'est montré supérieur à ce vice des esprits étroits qui craignent de favoriser l'avancement des hommes de talent qui leur sont subordonnés, de peur qu'ils ne visent un jour à l'indépendance; ou

même à la rivalité. Il a été remarqué par quelques observateurs soigneux, que pour le caractère d'éloquence, pour la célérité dans l'expédition des affaires, pour les manières dans le commerce intérieur de la vie, et pour la réputation d'habileté et de politique, il existoit une ressemblance très frappante entre M. Dundas et sir Robert Walpole; ressemblance toutefois qui laisse au premier un avantage incontestable.

Après avoir montré, dans le portrait de M. Dundas, le beau côté du tableau, il reste à faire voir sous quelles couleurs différentes il est peint par plusieurs des membres les plus recommandables de la chambre des communes. Ces hommes d'état ne voyent qu'une foiblesse méprisable et qu'une corruption odieuse dans les opérations du gouvernement, parce qu'elles ne s'élèvent pas à la hauteur du plus sévère patriotisme, et surtout parce qu'elles diffèrent des notions personnelles qu'ils se sont formées sur les meilleurs plans d'économie politique. Ils ont en horreur M. Dundas et ses coopérateurs ministériels, parce

qu'ils les considèrent comme ayant jeté l'Angleterre dans une guerre inutile et interminable avec la république française, parce qu'ils s'opposent à une réforme politique qui, au jugement de l'opposition, est nécessaire au salut de l'état; parce qu'ils retiennent le pouvoir ministériel dans un temps où leur retraite assureroit à la nation le bienfait inappréciable de la paix, parce que peut être ce ne sont ni un Charles James Fox, ni un duc de Bedford, ni un marquis de Lansdown, ni un Charles Gray; parce qu'enfin dans leur ministère, ils se montrent complaisans pour les fautes de ceux en qui résident essentiellement ou l'autorité de la législation ou le pouvoir exécutif.

Nous ne nous permettrons pas d'entrer en lice avec des hommes si recommandables par leur patriotisme, par leurs grandes conceptions en politique, et par les talens éclatans qui les distinguent. Mais peut être consacrera-t-on quelque jour la vérité de ces axiômes politiques; que toute amélioration dans la masse de la société est impossible, avant que les

élémens qui la composent aient reçu partiellement cette amélioration ; qu'une réforme politique ne peut s'exécuter qu'après que les individus ont été rendus plus sages, plus vertueux et plus industrieux ; que le caractère du gouvernement et de la législation d'un peuple sera toujours en rapport avec l'intelligence particulière, l'industrie et les mœurs de ce même peuple, et qu'il ne peut ni le devancer dans ses progrès, ni même exercer seul sur l'amélioration des individus une influence matérielle. Lorsque ces vérités seront généralement reconnues, peut-être alors conviendra-t-on qu'il y a eu autant de sagesse dans le caractère distinctif et dans les mesures de l'administration actuelle, que les circonstances auroient permis d'en manifester, en quelques mains qu'eût passé le gouvernement ; et que M. Dundas, quoique ses talens ne soient pas du premier ordre, ni sa moralité à l'abri de tout reproche, peut être considéré sous tous les rapports, comme un personnage éminent en comparaison des hommes d'état, ses contemporains. Il peut passer, selon l'ex-

pression de Johnston, pour un géant dans le siècle des pygmées ; c'est un borgne qui est digne de régner sur des aveugles.

Depuis que ces mémoires ont été écrits, M. Dundas a perdu beaucoup dans l'opinion publique, par suite des événemens désastreux de la guerre et de sa conduite très-équivoque relativement à la traite des nègres. Il a jugé à propos de se retirer de lui-même, avec une pension de l'administration de la compagnie des Indes, dont il a géré les affaires beaucoup plus heureusement que celles de la nation.

SIR WILLIAM SYDNEY SMITH.

Le grand amiral Howard, qui vivoit sous le règne de Henri VIII, avoit coutume de dire qu'il falloit qu'il entrât une certaine dose de folie dans la composition d'un marin anglais. Nous ne savons pas si cette règle doit être admise sans exception : cependant, le fait est que plusieurs de nos marins les plus célèbres doivent leur réputation à des exploits qui, examinés de sang froid, sont des actes de désespoir, au moins autant que de valeur.

Notre intention n'est pas de déprécier le mérite d'aucun des hommes qui sont présentement engagés au service de leur pays, soit sur terre, soit sur mer; mais nous sommes forcés de dire que notre admiration est moins excitée par ces exploits éblouissans, qui plaisent à la populace, que par les opérations sages et suivies de ces généraux magnanimes et prudens, qui cherchent plutôt à opérer le bien qu'à se signaler par des expéditions roma-

nesques. Cependant, chacun a sa portion de mérite, et celui qui est prompt à hasarder sa vie pour le pays en faveur duquel il combat, a toujours des droits à notre respect.

Sir William Sydney Smith est né à Londres en 1764. Son père étoit capitaine dans l'armée de terre, et sa mère, fille de Wilkinson, négociant très distingué. Cette union fut si contraire à la volonté de M. Wilkinson, que non-seuleulement il ne revit jamais mistriss Smith, mais il la déshérita, laissant à son autre fille, aujourd'hui lady Camelford, la totalité de sa fortune, qui étoit très-considérable.

Sir Sydney fut élevé sous le docteur Knox, très-habile professeur du collége de Tunbridge; et d'après son propre choix, il servit sur mer de très-bonne heure, en qualité de volontaire. Son avancement fut rapide; à l'âge de seize ans, il étoit déjà cinquième lieutenant de l'Alcide, de soixante-quatorze canons; il fut fait capitaine en second en 1783, époque à laquelle la paix lui ôta les moyens de

déployer au service de son pays ses talens et son activité.

En l'année 1788, lorsque la guerre fut déclarée entre la Russie et la Suède, le capitaine Smith obtint du gouvernement la permission de servir dans la flotte de cette dernière puissance, qui l'employa honorablement.

Les services importans qu'il rendit à la Suède pendant le cours de cette guerre lui méritèrent l'honneur d'être fait chevalier. La guerre terminée, il revint dans sa patrie, et voyagea bientôt après dans les différentes parties de l'Europe.

Lorsque les hostilités commencèrent entre l'Angleterre et la France, il étoit en Italie. Lord Hood ayant pris possession de Toulon, le capitaine Smith joignit sa flotte en qualité de volontaire. Lors de l'évacuation de cette place, on lui confia la périlleuse commission de mettre le feu aux vaisseaux, aux chantiers et à l'arsenal; il s'en acquitta avec tant d'habileté, que lord Hood fit l'éloge le plus pompeux de lui dans le compte qu'il rendit de cet événement à la cour de l'amirauté.

A son retour en Angleterre, on lui donna le commandement de la frégate le Diamant, avec laquelle il inquiéta beaucoup l'ennemi sur ses propres côtes, et fit plusieurs prises importantes. Bientôt après, en qualité de commodore, il eut plusieurs autres vaisseaux sous sa direction ; avec cette intrépide escadre, il rendit plusieurs services très-essentiels, particulièrement en attaquant un convoi français à Herqui, où il prit terre et démolit les fortifications. En même temps il entra, avec sa seule frégate, jusque dans le port de Brest; il y reconnut l'état de la flotte ennemie, et se retira, sans avoir été soupçonné. L'extrême facilité avec laquelle il parle le français lui permettoit mieux qu'à un autre cette acte de témérité.

A la fin, cependant, ce courage entreprenant et irréfléchi le jeta dans une situation très-désagréable. Étant à la hauteur du Hâvre-de-Grâce, le 18 avril 1796, il captura dans le Hâvre extérieur un vaisseau armé; mais la marée, en se retirant avec violence, l'entraîna jusque près des forts. Lorsque la nuit vint, sir Sydney,

bien déterminé à ne pas laisser échapper sa proie, arma et équipa des chaloupes, avec lesquelles il s'avança pour l'enlever. Il parvint à effectuer l'abordage, et déjà commençoit à remorquer, quand tout à coup l'alarme fut donnée, et plusieurs barques canonnières accoururent défendre le vaisseau. Après une résistance obstinée, sir Sydney fut enfin fait prisonnier avec seize personnes de son équipage, et trois de ses officiers.

Les Français se félicitèrent d'avoir en leur possession un homme qui leur avoit fait tant de mal. Ils le conduisirent à Paris, où il fut resserré de très-près, et n'eut pas même la permission d'être élargi sur sa parole. Le gouvernement anglais, qui désiroit le racheter, envoya, au mois de juillet, le capitaine Bergeret, commandant de la Virginie, pour être échangé contre lui; mais le directoire ayant refusé d'accéder à cet arrangement, le capitaine français retourna à Londres, en disant qu'il préféroit la mort au déshonneur. Il fut quelque temps question dans le directoire de faire le procès de sir Sydney,

comme espion et incendiaire, en conséquence de la conduite qu'il avoit tenue à Toulon.

Enfin, après une détention longue et très-rigoureuse, il parvint à s'évader, le 24 avril 1798, et arriva à Londres le 6 mai suivant. Cet événement a été raconté par les journalistes avec des circonstances très-extraordinaires, et presque miraculeuses. On a prétendu que tandis qu'on le transportoit d'une prison à une autre, la foule amassée dans une rue força la voiture de s'arrêter; que quelqu'un ouvrit la portière, et fit descendre sir Sydney, qui traversa, sans obstacle, la multitude, et atteignit les faubourgs; que de là, par une route détournée, et accompagné d'un gentilhomme émigré, il parvint jusques aux côtes maritimes où ils se jetèrent dans une barque, et qu'après avoir tenu la mer pendant un espace considérable de temps, ils furent pris par une frégate anglaise qui les conduisit en Angleterre. Il n'est pas sans vraisemblance que le gouvernement français ait favorisé lui-même son évasion; car il seroit étonnant, et presque

hors de toute probabilité, qu'un personnage de cette importance eût pu, en plein jour et dans une rue de Paris, s'échapper de ses gardes, si l'autorité n'y eût pas prêté secrètement les mains.

Sir Sydney reçut bientôt le commandement du Tigre, vaisseau de quatre-vingts canons, qui avoit été pris sur les Français, avec lequel il navigua sur la Méditerranée, sur la fin de 1798. Il se couvrit de gloire au siége d'Acre; bientôt après, il stipula avec les Français les conditions de l'évacuation de l'Egypte; conditions qui, malheureusement pour cette nation, ne furent pas ratifiées. Il vient d'obtenir une pension de mille livres sterling.

Mr. KEMBLE.

Mr. Kemble est frère de la célèbre actrice mistriss Siddons, et fils aîné de M. Roger Kemble, qui fut, pendant plusieurs années, directeur d'une troupe de comédiens ambulans.

Il paroît que, pendant son enfance, M. Kemble avoit coutume de jouer sur le théâtre de son père, des rôles appropriés à son âge, mais qu'il n'étoit pas destiné par lui à exercer la profession de comédien. La famille Kemble est catholique; le vieillard plaça son fils John dans une université du Staffordshire, où la religion catholique romaine étoit professée, et de là il l'envoya au collége anglais de Douai, afin de le faire entrer ensuite dans les ordres.

Le jeune Kemble s'y distingua par la force de sa mémoire, et par la grâce et la facilité de son élocution.

Mais, à la fin, fatigué de la contrainte des colléges, il abandonna ses études et retourna en Angleterre avant l'âge de vingt

ans, sans le consentement de sa famille. Après avoir débarqué à Bristol, il se rendit à Glocester, où ayant appris que la troupe de son père étoit à Breeknock, il continua sa route jusque-là, mais il reçut un accueil très-froid. Son père refusa de lui donner aucun secours; heureusement les comédiens ouvrirent généreusement, en sa faveur, une souscription au produit de laquelle le directeur, dit-on, ajouta avec beaucoup de peine une guinée.

Muni de ce foible secours, il retourna dans le Glocestershire, et joignit la troupe de Chamberlin, dans laquelle il fit ses débuts sur le théâtre d'une petite ville. Il gagnoit fort peu d'argent, et vivoit dans un état de détresse qui le réduisit souvent à de fâcheuses et plaisantes extrémités, dont il aime à faire le récit à table au milieu de ses amis.

Il paroît que le défaut dominant de M. Kemble étoit une excessive paresse; il étoit cependant considéré comme un acteur fait pour s'élever au-dessus de la foule. Dans l'espérance de se procurer plus de profit et de réputation que sa position

ne pouvoit lui en procurer, il s'associa avec le directeur du théâtre de Cheltenham, pour offrir des amusemens variés. Le talent que le jeune Kemble faisoit valoir étoit celui de l'éloquence, et son camarade amusoit la compagnie par des tours de main. Le premier se fit beaucoup de réputation, mais ni l'un ni l'autre ne gagnèrent de l'argent. O fortune! aveugle déesse, à quel degré d'abaissement réduis-tu souvent le mérite?

De là, notre héros de theâtre passa dans la troupe de Worcester, jusqu'à ce qu'il fût présenté, par sa sœur, à M. Younger; depuis ce temps, il fit des progrès sensibles, et parvint enfin dans sa profession à un très-haut degré de prééminence.

Il fit paroître, à cette époque, la tragédie de Bélisaire, et un poëme intitulé : *le Palais de la Miséricorde.*

Il quitta la troupe d'Younger pour s'engager dans celle de M. Wilkinson, à Yorck; ce dernier ayant pris ensuite la direction d'Edimbourg, l'emmena avec lui; il y reçut un très-bon accueil, et y prononça un discours sur l'art oratoire,

qui lui acquit la réputation d'homme de lettres.

M. Kemble joua, en 1782, à Dublin, sur le théâtre de Smockalley, et fut admirable dans le comte de Narbonne, de Jephson. Mais son mérite n'étoit pas encore suffisamment apprécié. Bientôt après, sa sœur lui procura un engagement au théâtre de Drurylane.

Son premier début, à Londres, fut dans le rôle d'Hamlet, et peu de débuts ont été si brillans que celui-là. Une sorte de terreur religieuse produite par son maintien et par l'expression de sa physionomie, parut éminemment adaptée au caractère de ce rôle. M. Kemble l'a joué mainte et mainte fois dans la suite, et toujours avec un nouveau talent; de sorte qu'aujourd'hui le personnage d'Hamlet, joué par lui, est peut-être ce qu'il y a jamais eu de plus parfait pour la vérité de l'imitation. Il a joué beaucoup d'autres rôles, tous d'une manière distinguée, et quelques-uns d'une manière sublime. Son Coriolan, son Macbeth, son Octavien sont consi-

dérés comme le dernier période de la perfection.

Sa personne, ses gestes, son maintien, joints à une prononciation pure, tout concourt à faire de lui un tragédien. On trouve qu'il ne donne pas l'expression convenable aux plaintes pathétiques de Jaffier; il les rend d'une manière traînante et concentrée; sa voix aussi n'a pas assez d'éclat pour exprimer, dans Richard et dans Macbeth, les transports de la rage. En général, il réussit peu à peindre l'amour; mais dans le désespoir de Beverley, dans la jalousie d'Othello, et dans les alarmes du roi Jean, il ne laisse rien à désirer. Son grand défaut est de viser sans cesse à l'originalité à laquelle il n'atteint pas toujours; mais ces efforts, lors même qu'ils sont infructueux, font naître quelquefois des beautés nouvelles. Au résumé, M. Kemble est, sans contredit, un des premiers acteurs du siècle présent (1).

---

(1) Tout le monde ne sait pas que M. Kemble a joué l'opéra comique; la vérité est qu'il a chanté plus de

M. Kemble est auteur d'un farce intitulée : *les Projets.* D'une vieille comédie de Bickerstaff, il a fait une autre farce ayant pour titre : *le Bât;* il a fait une *Lodoiska*, d'après le roman de Louvet; et enfin a ajusté pour la scène moderne une ancienne pièce *des Déguisemens amoureux.*

Lorsque M. King quitta la direction du théâtre de Drurylane, M. Kemble fut choisi pour son successeur; mais il est certain que sous son administration, l'entreprise ne fut pas très-productive; on doit en attribuer la cause à la détérioration du goût, et à la réunion de diverses circonstances; car assurément cet acteur a les talens nécessaires pour bien juger les pièces nouvelles, et une connoissance assez approfondie de la scène pour rajeunir avec succès celles qui ont vieilli.

M. Kemble a épousé la veuve de M. Brereton. On dit que la fille d'un ministre

---

vingt fois *Richard Cœur de Lion.* Ce n'étoit pas sans peine que le chef de l'orchestre pouvoit l'assujétir *à la mesure.*

d'état conçut une forte passion pour lui ; et que le père, qui en fut informé, offrit prudemment à M. Kemble une somme de trois mille livres sterling, à condition qu'il se marieroit immédiatement. Ce dernier jeta les yeux sur mistriss Brereton, et obtint par cet arrangement une excellente femme, avec une augmentation considérable de fortune.

LORD CLARE,

CHANCELIER D'IRLANDE.

Lord Clare, soit que l'on considère ou l'importance de ses fonctions, ou ses talens éminens et son infatigable activité, occupe incontestablement la première place parmi les hommes qui se sont distingués dans la dernière administration de l'Irlande. Quelque doive être le sort de cette malheureuse contrée, on peut dire qu'il le tient dans ses mains, et que l'issue heureuse ou malheureuse des troubles actuels, sera l'ouvrage de sa sagesse ou de son imprudence, de sa fermeté ou de sa foiblesse.

Ce seigneur, quoiqu'il occupe en Irlande le poste le plus éminent de judicature, et qu'il ait dans ce pays une influence extrême, ne peut pas se vanter d'une longue suite de nobles ancêtres.

Il a pour bisaïeul un paysan catholique qui, par une utile et sage industrie, passa de l'excessive pauvreté à une honnête aisance.

Il paroît que le changement qui survint dans la fortune de la famille, en produisit un dans sa croyance; car feu M. Fitz-Gibbon, père du lord, s'est signalé, étant encore très-jeune, comme un franc et zélé protestant. On dit cependant qu'il avoit été originairement destiné à exercer le ministère du culte catholique, et qu'il avoit reçu pour cela l'éducation nécessaire. Si ce fait est vrai, il faut en induire que la maturité de son jugement, ou quelques vues particulières, lui ont fait de bonne heure *abjurer ses erreurs* (1); car il étoit encore très-jeune lorsqu'il plaida au barreau d'Irlande, d'où les catholiques étoient alors exclus, et où il s'acquit par la suite une grande réputation.

Toutes les affaires des tribunaux étoient à cette époque envahies par un petit nombre d'avocats célèbres; mais les talens et l'activité de M. Fitz-Gibbon, le produisirent

(1) C'est un protestant qui parle; cependant comme les mots soulignés dans la traduction le sont aussi dans l'original, on seroit tenté de croire que l'auteur y entend malice. (*Note du traducteur.*)

en dépit de l'envie, et en peu d'années il devint lui-même un de ceux qui savoient le mieux attirer à eux les honneurs et les émolumens de la profession. Il fit si bien que, dans le cours d'une vie qui ne fut pas extrêmement longue, il amassa, à ce que l'on assure, une fortune de près de huit mille livres sterling de revenu.

Lord Clare étoit le fils unique de ce jurisconsulte. Une profession qui avoit été si lucrative au père, fut choisie naturellement pour le fils, sur la tête duquel devoient s'accumuler les honneurs et les biens de la famille. En conséquence, il entra de bonne heure à l'université de Dublin, où il se trouva contemporain de quelques-uns des hommes qui ont joué le plus grand rôle dans les derniers événemens de l'Irlande, tels que feu M. Flood, M. Grattan, M. Forster, dernier orateur de la chambre des communes d'Irlande, etc. Quelques anciens membres de cette université se souviennent encore de la finesse et des talens qui le caractérisèrent dès lors.

Après avoir complété ses études, et pris

ses degrés au Temple (1), il parut au barreau d'Irlande avec des avantages peu communs, qui furent encore réhaussés par un nom connu et par une grande fortune. Mais l'opulence ne produisit pas sur le jeune Fitz-Gibbon l'effet trop commun à la jeunesse, c'est-à-dire, une indolente apathie. Aucun de ses rivaux ne le surpassoit en zèle et en assiduité dans l'exercice de sa profession; et quoiqu'il fut difficile de trouver un jeune homme plus adonné à ses plaisirs, il étoit impossible aussi d'en rencontrer un qui se livrât avec plus d'application aux affaires.

Ce qui mit M. Fitz-Gibbon en état de suffire à cette double tâche, ce fut sa fidélité dans l'observance de cette règle que des esprits d'une trempe forte peuvent seuls s'imposer à eux-mêmes, et qui est de ne pas souffrir qu'il se consume la plus légère portion de leur temps sans être remplie par le devoir ou par le plaisir (2).

---

(1) Fameux collége de Londres où l'on enseigne le droit. (*Note du traducteur.*)

(2) Cet emploi parcimonieux du temps étoit bien

Avec une telle application et des talens assurément au-dessus du commun, quoique très-inférieurs peut-être à l'idée que ses amis voudroient en faire concevoir, il s'éleva bientôt aux grands emplois.

En 1776, peu de temps après son entrée au barreau, il fut appelé à siéger dans la chambre des communes, où il représenta l'université; il y produisit beaucoup d'effet par une sorte d'éloquence, qui n'est ni très-brillante ni très-persuasive, mais que relève un air de confiance et de supériorité, et il fut bientôt considéré comme un des plus fermes appuis du parti qu'il avoit embrassé.

---

connu des anciens, et c'est sans doute une des causes de leurs grands succès en tout genre. On connoît ce trait de Pline l'ancien rapporté par Pline le jeune. Ce célèbre naturaliste travailloit partout, dans le bain, pendant les repas, sur les routes même, ayant toujours à ses côtés, comme le docteur Ockburn, des livres et des tablettes. Un jour, à table, le lecteur ayant mal prononcé quelques mots, un des convives le pria de recommencer. — Quoi? ne l'avez-vous pas entendu? dit Pline. — Pardonnez-moi. — Eh! pourquoi donc le faire répéter? Votre interruption nous coûte plus de dix lignes. (*Note du traducteur.*)

En aucun temps, il n'a affecté la popularité ; il s'est déclaré le partisan déterminé de la cour, sans avoir reçu pour cela ni invitations, ni argent, il a cédé uniquement à son mépris pour le vulgaire ; c'est un sentiment dans lequel il n'a jamais varié. Depuis sa première entrée sur la scène politique, il ne s'est jamais écarté un seul moment de la ligne dans laquelle il a marché. Sa conduite a été marquée par un dévoûment invariable au cabinet de Saint-James, et par un mépris manifeste, nous dirions même révoltant, pour les principes, les motifs et le but de ce qu'on a nommé le parti populaire.

Il y avoit peu de temps qu'il étoit dans le parlement, lorsque les malheurs auxquels l'Irlande fut livrée par la continuation de la guerre d'Amérique, imposèrent la nécessité de chercher à agrandir son commerce, afin d'empêcher, s'il étoit possible, une banqueroute générale. Les communes pressées par les cris d'un peuple affamé, réclamoient vivement ce qu'on appeloit alors la liberté du commerce ; et ce qui fait beaucoup d'honneur à M. Fitz-

Digitized by Google

Gibbon, c'est qu'il ne s'y opposa point. Les levées de troupes pour l'Amérique avoient mis le royaume dans un état de dégarnissement qui exigea que les habitans s'armassent eux-mêmes pour leur propre défense. M. Fitz-Gibbon parut dans les rangs comme simple volontaire; mais il seroit injuste de l'accuser d'avoir participé en quelque chose à ces sentimens élevés d'orgueil national et d'amour de la liberté qui s'emparèrent bientôt de toute l'armée citoyenne, et qui donnèrent beaucoup de force à la déclaration ultérieure que fit le parlement d'Irlande de son indépendance législative. Il parut moins avoir marché spontanément vers ce but, qu'avoir été entraîné par l'impulsion irrésistible du sentiment national. Aussi, dès qu'il s'offrit une occasion de se retirer sans déshonneur d'une cause qui s'accordoit si mal avec ses principes, il se sépara du troupeau vulgaire. Le moment qu'il choisit fut celui de la discussion si long-temps agitée sur la question de la simple révocation du sixième nommé par Georges III. Depuis cette époque-là jusqu'à présent, il a con-

tinué d'être l'avocat zélé de la cour, et d'établir une lutte puissante contre tout homme qui tentoit d'introduire dans le gouvernement quelques réformes ou innovations.

Lorsque M. Yelverton fut nommé premier baron de l'Echiquier en Irlande, M. Fitz-Gibbon lui fut attaché en qualité de procureur-général. Aucun homme jamais ne fut plus propre à cette fonction. Sa fermeté, sa confiance dans ses propres forces, et le ton hardi avec lequel il défioit ses antagonistes sur toutes les questions de droit politique ou privé, effrayèrent souvent les membres vulgaires de l'opposition, et quelquefois même déconcertèrent les chefs. Ces qualités cependant ne produisent pas toujours un effet avantageux à la cause que l'on défend. M. Fitz-Gibbon l'éprouva dans une discussion importante, où lord O'neil, que distingue une mâle et généreuse fermeté, fit éclater la plus vive indignation du ton dictatorial avec lequel le procureur-général osoit l'apostropher. Cet incident, qui fit alors le sujet de toutes les conversations poli-

tiques, ne sera pas sans doute oublié de long-temps.

Mais quoique cet esprit de hauteur et d'arrogance réussisse ordinairement fort mal, on peut dire qu'en général M. Fitz-Gibbon s'en est servi avec succès. On peut citer comme un exemple remarquable de l'emploi heureux qu'il en a fait, l'époque où les esprits des Irlandais étoient extrêmement agités par le rejet de leurs pétitions pour la réforme, et pour la création des fonctions protectrices de leurs droits. Dans un moment où la fermentation paroissoit à son comble, une assemblée de tous les habitans de la capitale fut convoquée, sur la réquisition de quelques personnes recommandables, par les hauts shériffs de Dublin; le procureur-général étoit alors l'homme le plus anti-populaire du royaume, et la populace étoit depuis quelque temps dans l'habitude de se permettre des insultes personnelles contre ceux qu'elle suspectoit d'être contraires à ses desirs. Sans être épouvanté par ces circonstances, M. Fitz-Gibbon, suivi d'un ou deux de ses amis, se fit jour à travers

la multitude, atteignit la cour des Hustings, interrompit au milieu de sa harangue un orateur du peuple, lui ordonna de descendre de la tribune, et le menaça d'informer contre lui d'office (1), s'il avoit l'audace de poursuivre. Un étonnement général s'empara de l'assemblée; alors il se retira au milieu des huées de la populace, et le rassemblement fut sur-le-champ dissous par les shériffs.

Jusqu'alors M. Fitz-Gibbon avoit agi sous une administration qui avoit le pouvoir et la volonté de le soutenir, et même de le récompenser. Mais lorsqu'en 1789, l'événement de la maladie du roi bouleversa le gouvernement irlandais, il se trouva dans une position bien différente. A cette occasion, la majorité du parlement dans laquelle se trouvoient plusieurs des plus vieux serviteurs de la couronne, déclara pour le maintien des droits de l'Irlande, comme royaume indépendant,

(1) Il avoit remis en vigueur les procédures exercées sans l'intervention d'un grand juri.

que son propre régent seroit choisi par elle-même. Le cabinet de Saint-James contesta ce droit, et insista pour que le régent choisi par le parlement d'Angleterre, exerçât son autorité dans les deux royaumes. M. Fitz-Gibbon, quoiqu'il n'eût pas l'appui de la majorité, demeura fidèle à la cause des Anglais ses amis, et résista avec sa hardiesse accoutumée, non-seulement à la volonté du peuple, mais ce qui étoit une tâche plus difficile, à celle de la grande majorité du parlement. Le rétablissement inattendu de sa majesté fut un événement très heureux pour M. Fitz-Gibbon dont le dévoûment ne tarda pas à être récompensé; car au décès de lord Lifford, il fut créé baron, et nommé aux fonctions de chancelier. Une circonstance qui n'est pas peu mémorable, c'est qu'il est le premier Irlandais qui ait rempli ce ministère important.

En ce qui concerne l'administration de la justice, l'Irlande n'a pas eu à regretter sa nomination; car sa laborieuse activité a mis fin aux lenteurs interminables de la chancellerie, dont les procédures se trans-

mettoient presque par succession. Il a banni des tribunaux la chicane et les formalités inutiles ; et quoique ses jugemens aient pu quelquefois être accusés de précipitation, la rareté des appels prouve que les plaintes à ce sujet sont généralement dénuées de fondement.

Depuis son élévation au banc et à la pairie, il a eu des occasions multipliées de déployer sa première inflexibilité, et de manifester plus fortement que jamais son opposition aux réclamations du peuple, particulièrement en ce qui concerne la réforme. Il a fait voir le même éloignement pour les prétentions qu'ont formé les catholiques de participer aux privilèges de la constitution. On sait qu'il a lutté avec vigueur contre leur demande de l'immunité représentative ; et quoique la sollicitude de sa majesté et la prudence du cabinet anglais aient recommandé à la législature irlandaise la concession de ce privilège, et qu'il ait été accordé en conséquence de cette recommandation, l'opinion du chancelier est toujours demeurée la même. A l'égard des réclama-

tions subséquentes, le ministre anglais a prêté plus d'attention à ses avis.

Durant les malheureux troubles qui ont éclaté dernièrement en Irlande, lord Clare a pris à tâche d'intimider les révoltés par des menaces, et même de sévir contre eux. On a avancé récemment dans la chambre des communes, qu'il avoit encouragé l'usage barbare de la torture; mais cette accusation a été vivement repoussée par ses amis, qui ont soutenu qu'il n'avoit fait qu'excuser cet usage. Quoiqu'il en soit, personne ne plaida plus vigoureusement que lui pour la mesure de l'union; mesure qui ouvrit en effet à l'ambition du chancelier une carrière nouvelle et plus brillante. Appelé à siéger au parlement impérial, il acquit bientôt la confiance personnelle de son souverain, et on a assuré que les derniers changemens opérés dans notre cabinet, l'avoient été en conséquence de la résistance marquée du lord à l'émancipation des catholiques. Pendant le cours d'un débat récent, après une vive sortie sur le caractère d'un grand nombre de ses compatriotes, il a appuyé la note relative

aux préparatifs d'hostilités, et a paru très-prompt à seconder M. Pitt et ses adhérens dans la grande question relative aux immunités civiles de la majeure partie des Irlandais.

Lord Clare doit posséder une immense fortune, puisqu'il réunit à ses grandes propriétés, une pension de quatre mille livres sterling, et un revenu considérable attaché à la chancellerie.

M.r CUMBERLAND.

Richard Cumberland est fils d'un ancien évêque irlandais, et arrière-petit-fils du savant évêque de Pétersbourg, auteur d'un *traité sur les lois de la Nature, sur l'origine des Nations*, etc. Il a pour aïeul maternel le célèbre critique Richard Bentley.

M. Cumberland a été élevé au collège de la Trinité, à Cambridge, où il a pris ses dégrés de bachelier. Par le crédit de lord Germaine, il fut nommé secrétaire du commerce et des plantations, et il exerça cet emploi jusqu'à la suppression de l'établissement, qui fut la conséquence du bill de M. Burke; alors il se retira avec une pension.

M. Cumberland dans sa première jeunesse, fit des vers pour la naissance du prince de Galles. Sa première pièce de théâtre fut *le Bannissement de Cicéron*, qui, après avoir été refusée par M. Garrick, fut imprimée en 1761. C'est plutôt un drame qu'une tragédie.

Il donna ensuite deux comédies, le *Conte d'été* et *les Frères*; mais aucune des deux n'ajouta beaucoup à sa réputation.

En 1771, il se réconcilia avec Garrick, contre lequel il avoit toujours conservé du ressentiment depuis le refus de sa tragédie; ce fut alors qu'il fit jouer sa comédie de l'*Américain*, pièce qui plaça M. Cumberland au rang des excellens poëtes comiques.

Il commença dès lors à acquérir la réputation, non-seulement d'un des meilleurs auteurs dramatiques du siècle présent, mais aussi de l'un des plus féconds; car l'année suivante il donna l'*Amant du bon ton*, qui fut très-bien accueilli; en la même année, 1774, il fit jouer une farce très-drôle, intitulée : *Voyage à Neuwmarket*. Sa comédie de l'*Homme colère*, qui fut jouée en 1775, a, dit-on, quelque ressemblance avec le *Mari tendre*, de Richard Steele. Sa tragédie de la *Bataille de Hastings*, n'a pas eu de succès. En 1776, il publia un petit volume d'odes.

Vers l'année 1780, il reçut une mission diplomatique pour Madrid; mais il n'y

parut pas avec un caractère public. A son retour il publia, en 1792, les *Anecdotes des célèbres peintres espagnols, durant les seizième et dix-septième siècles*, 2 vol. *in*-12. L'année suivante il donna une tragédie intitulée : le *Mari mystérieux*, et adressa une lettre à l'évêque de Landaff, concernant les abus ecclésiastiques. Elle n'étoit pas sans esprit, et il y fut fait une bonne réponse par un anonyme.

En 1785, il fit jouer la *Carmélite*, qui passe pour être sa meilleure tragédie, et une comédie intitulée le *Fils Naturel* (1). Dans le cours de la même année, il publia la première édition de l'*Observateur*. L'année suivante il parut une seconde édition du même ouvrage, qui est actuellement porté à cinq volumes. L'instruction est jointe à l'agrément, dans cette production, qui suppose de la part de son auteur une immense littérature.

---

(1) Miss Plumptre a donné dernièrement au public une autre comédie *du Fils naturel*, qui est une traduction élégante de la fameuse comédie de Kotzebue, portant le même titre.

En 1787, M. Cumberland donna au public sa comédie des *Imposteurs*, et un roman en deux volumes, dont le titre est : *Arundel.* On l'accuse, avec très-peu de fondement, d'avoir cherché dans ce dernier ouvrage à excuser l'adultère et le duel.

Pendant quelques années ensuite, ses talens parurent sommeiller, et il ne produisit rien jusqu'en 1792, époque à laquelle il publia son poëme intitulé : le *Calvaire*, ou la *Mort du Christ.* En 1794, il donna sa comédie très-estimée du *Juif*, ouvrage écrit dans la louable intention d'effacer la flétrissure imprimée sur ce peuple malheureux et persécuté. L'année suivante ; il publia deux comédies : la *Roue de Fortune* et *le Premier Amour*, puis un second roman, en quatre volumes, intitulé *Henry.*

Sa muse spirituelle et infatigable a encore enfanté, en 1796, un drame en trois actes, intitulé : le *Temps jadis*, et l'année suivante : le *Dernier de la famille.* Son dernier ouvrage dramatique est la comédie des *Fausses Impressions* (1).

---

(1) Depuis la publication de la deuxième édition de

Soit que nous considérions le nombre, le mérite, ou la délicatesse de ses productions, M. Cumberland doit occuper une place distinguée parmi nos auteurs dramatiques.

---

cet ouvrage, M. Cumberland a donné un témoignage de sa croyance en la divinité de Jésus-Christ, par une brochure adressée aux modernes philosophes.

MISTRISS SIDDONS.

Lorsqu'une femme parcourt la carrière glissante du théâtre sans céder aux tentations qui, de toutes parts, assiégent la beauté, elle a les droits les mieux acquis à l'estime et même au respect. Dans ce siècle de dépravation, nous avons la satisfaction de posséder plusieurs femmes dont les mœurs et la réputation sont restées pures au milieu de la corruption particulière au théâtre; et à la tête de ces noms honorables doit, sans contredit, être placé celui de mistriss Siddons.

Miss Kemble (car tel est son nom de fille) étoit l'aînée des filles d'un directeur de comédiens de campagne. Elle débuta comme cantatrice; mais elle abandonna bientôt ce genre pour se fixer à celui de la tragédie. Elle étoit très-jeune lorsqu'elle conçut pour M. Siddons une passion que ses parens n'approuvèrent pas. Alors elle quitta le théâtre et alla demeurer environ un an, en qualité de femme de chambre, chez mistriss Greathead, près Warwick;

alors affermie dans la résolution de s'unir à l'homme qu'elle aimoit, elle épousa M. Siddons, et s'engagea bientôt après dans une troupe ambulante, dont les talens n'étoient pas en grande réputation.

Cependant son mari et elle eurent enfin le bonheur d'être engagés par M. Younger, pour jouer à Liverpool, à Birmengham, etc. Mistriss Siddons resta peu d'années dans cette troupe, où elle gagna beaucoup d'argent, et acquit une réputation qui lui valut un engagement pour le théâtre de Drurylane. Elle y parut dans les rôles de mistriss Sickland, de mistriss Epicène (des *Femmes silencieuses*) et joua celui de la reine dans Richard III. Elle n'étoit cependant considérée que comme une actrice du second ordre; et ayant eu le malheur de jouer dans une pièce nouvelle qui fut très-mal accueillie, et dont l'auteur étoit un journaliste, ce dernier eut la méchanceté et la bassesse de s'attacher, en toute occasion, à la dénigrer. Alors elle s'éloigna de la capitale pour y reparoître quelque temps après avec un nouvel éclat.

A Bath, où elle se rendit, on fut frappé de la rapidité de ses progrès; on assure qu'elle y reçut des leçons de M. Pratt, auteur de la *Sympathie*, et qui alors étoit libraire dans cette ville. Elle s'y fit une réputation brillante, et eut le bonheur d'acquérir la protection spéciale de la duchesse de Devonshire, qui lui procura un second engagement à Drurylane. A son départ de Bath, elle récita, avec sa supériorité accoutumée, des adieux de sa composition.

Elle reparut sur le théâtre de Drurylane, le 10 octobre 1782, dans le rôle d'Isabella, et étonna tout le monde en déployant des talens tels qu'on se rappeloit à peine en avoir vu de semblables. Les cent bouches de la Renommée furent bientôt occupées d'elle, et tous les jours où elle jouoit, la foule se portoit au théâtre. Elle fit renaître le goût de la tragédie, et le directeur qui, par sa farce de la *Critique*, sembloit avoir pris à tâche de détrôner Melpomène, tendit alors les bras à la déesse dont les faveurs l'enrichissoient. On lui doit la justice de dire qu'il ne fut point ingrat; il donna

généreusement à mistriss Siddons une représentation à bénéfice et augmenta ses appointemens. Cette actrice profita de ses succès pour faire entrer au même théâtre miss F. Kemble, sa sœur cadette, qui parut, pour la première fois, dans le rôle d'Alicia, tandis que l'aînée remplissoit celui de Janes shore. Miss Kemble cependant ne répondit pas entièrement à l'attente du public, et elle se retira honorablement du théâtre, en épousant M. Twiss, homme de lettres et voyageur très-connu.

La représentation au profit de mistriss Siddons fut donnée avant Noël; elle y parut dans le rôle de Belvidera, et y recueillit de nouveaux lauriers, avec une énorme recette. Les deux conseillers Pigot et Fielding éprouvèrent à cette représentation un plaisir si vif, qu'ils ouvrirent au barreau une souscription dont le produit fut de cent guinées; ils le lui présentèrent avec une lettre très-polie, comme un gage de leur estime. Cet honneur, à ce que nous croyons, n'avoit été accordé à aucun acteur ou actrice

depuis le temps où Booth produisit un si grand effet dans le rôle de Caton.

Pendant l'été, cette grande et aimable actrice se rendit à Dublin, dont les habitans furent frappés d'admiration à la vue de ses talens extraordinaires. A son retour à Londres, pendant l'hiver de 1783 à 1784, elle joua, pour la première fois, par ordre de leurs majestés. L'été suivant, elle fit une seconde excursion en Irlande, et visita aussi Edimbourg; elle reçut partout, non-seulement des honoraires considérables, mais encore de très-riches présens de personnes inconnues, particulièrement un vase d'argent ciselé qui lui fut envoyé à Londres, et sur lequel étoient gravés ces mots : *Hommage au mérite.*

L'envie, selon l'usage, n'épargna pas un talent si distingué. On ne peut attribuer qu'à un sentiment aussi bas, les diatribes qui parurent contr'elle, dans un journal, relativement au traitement d'une sœur infortunée, etc. Ces absurdités produisirent cependant un tel effet, qu'à sa première entrée sur le théâtre, en 1784;

elle fut accueillie par des huées. Ses amis obtinrent enfin qu'on l'écoutât; et à force de peines, son frère et son mari parvinrent enfin à réfuter les calomnies dont elle avoit été l'objet. Elle recouvra, en conséquence, la faveur publique. Quoiqu'elle se fût conduite avec beaucoup de modération pendant cet événement, l'impression qu'il produisit sur elle, lui fit prendre la résolution de se retirer dans le pays de Galles, avec la petite fortune qu'elle avoit amassée, et il fallut les sollicitations les plus vives de ses amis et le désir qu'elle avoit d'assurer le bien-être de sa famille, pour qu'elle renonçât à ce projet.

Vers cette époque, elle commença de fixer davantage l'attention de leurs majestés. On parloit avec tant d'enthousiasme de son rare talent pour la déclamation, qu'à la fin les oreilles de la famille royale en furent frappées; elle reçut de fréquentes invitations de se rendre à Buckingham-House et à Windsor, où son frère et elle jouèrent souvent la tragédie, et *il y a lieu de croire que tous*

les deux en furent amplement récompensés (1).

Comme un peu de repos devenoit nécessaire à sa santé, elle quitta pour quelque temps Drurylane, et alla jouer à Weymouth, à Plymouth, à Liverpool, etc., avec un succès qui ajouta encore à sa réputation. Elle alla passer aussi quelque temps chez plusieurs de ses nobles protecteurs, parmi lesquels on distinguoit surtout lord et lady Harcourt. Ses talens aidés par les soins d'amis aussi distingués, lui ont fait acquérir une très-jolie fortune qu'elle a placée sur le théâtre de Drurylane, et elle vit très-heureuse, avec des enfans qui promettent d'être le charme et le soutien de sa vieillesse.

Nous déplorons avec les plus vifs regrets la perte récente qu'elle a faite d'une fille belle et accomplie, et nous partageons toute la douleur d'une mère que son

(1) Ces mots, imprimés en italien dans l'original, semblent laisser croire que l'auteur a voulu exprimer quelque chose de plus qu'un simple doute.

(*Note du traducteur.*)

excessive sensibilité a dû rendre bien malheureuse.

La nature a donné à mistriss Siddons une taille majestueuse, un maintien noble et un bel organe. Jamais aucune actrice ne l'a surpassée, ni peut-être même égalée dans l'art de donner à sa voix les inflexions convenables. La flexibilité de sa physionomie, l'expression de ses yeux et la grâce de ses gestes sont au-dessus de tout éloge, et bien peu de comédiennes ont réuni à un tel degré les mêmes avantages. Elle possède cet art savant de la déclamation dans lequel feue mistriss Yates s'est acquis, à juste titre, une si grande célébrité, et elle y réunit tout le feu que mistriss Crauford faisoit éclater dans ses plus beaux jours.

Elle a souscrit dernièrement avec le théâtre de Drurylane, un engagement pour une certaine somme par représentation, ce qui fait qu'elle ne ruine pas sa santé par la répétition continuelle de l'exercice fatigant de la scène.

Mistriss Siddons demeure dans Great-Marlborough-Stret; elle est âgée d'environ

cinquante ans. Elle réunit dans sa vie privée les qualités les plus aimables, aux vertus d'une bonne épouse et d'une bonne mère de famille.

P.

LORD NELSON.

Ce n'est pas sans raison que des hommes réfléchis refusent quelquefois d'écrire l'histoire de personnages vivans, puisqu il est incontestable qu'un récit fidèle est, en pareil cas, une entreprise excessivement délicate. Exciter l'intérêt et l'émulation sans être minutieux ni partial, satisfaire celui qui lit, sans offenser celui dont on parle, et sans blesser les lois de la vérité, c'est assurément un travail dont le mérite ne peut être comparé qu'aux difficultés qu'il présente. Des particularités sur des hommes qui ont servi éminemment leur pays, ne peuvent manquer d'exciter l'attention, et si l'on met un peu de soin et de chaleur dans la manière de les présenter, cette attention-là doit être accompagnée de quelque plaisir.

De tous les services qui peuvent être rendus à la nation anglaise, ceux qui tiennent à sa marine sont sans contredit les plus importans et les mieux reçus. Le courage et la générosité de nos marins

sont l'orgueil des Bretons ; le respect que l'on a pour de telles vertus n'est pas l'effet de la partialité, mais celui de la reconnoissance et de la justice ; c'est une dette payée au mérite, et une de celles que nous avons le plus de plaisir à acquitter.

Le contre-amiral, aujourd'hui lord Nelson, qui a rendu à son pays de si importans services, est le plus jeune fils du révérend M. Nelson, recteur de Burnham-Thorpe, dans le comté de Norfolk ; et il est né au presbytère de cette paroisse, le 29 septembre 1758. La famille de son père provient originairement d'Hilborough, dans le même comté, où il possédoit un petit patrimoine, et le droit de nommer à un bénéfice. Sa mère étoit miss Suckling, fille du révérend docteur Suckling, de Suffolk, et petite-fille de feu sir Charles Turner, de Warham, dans le comté de Norfolk.

Le capitaine Suckling, oncle maternel du lord, qui est mort contrôleur de la marine, étoit lié avec lui de la plus ancienne et de la plus étroite amitié. Cet officier résidoit habituellement à Norfolk.

Il retira de l'école de North-Walsham, le jeune Nelson, alors âgé de douze ans, et le plaça sous lui en qualité de volontaire, à bord du vaisseau le *Raisonnable*, qu'il commandoit. Lord Nelson y servit quelque temps avec son estimable ami, le capitaine Charles Boyler, qui en est aujourd'hui le commandant. Les deux jeunes-gens passèrent ensuite sur le *Triomphe*, lorsque le capitaine Suckling obtint le commandement de ce dernier bâtiment. Le 4 juin 1775, le jeune Nelson s'embarqua sous les ordres du capitaine Phlipps, depuis lord Malgrave, pour un voyage de découvertes, vers le pôle du nord; expédition qui ajouta beaucoup à ses connoissances. Le 10 avril 1777, il fut fait lieutenant, et envoyé par son oncle auprès de sir Peter Parker, qui commandoit alors le poste de la Jamaïque. Peu de temps après il fut promu au grade de commandant de corvette (1). Le 11 juin 1779, il fut fait

(1) Ce grade répond à peu près à celui de lieutenant de vaisseau en France. (*Note du traducteur.*)

capitaine en second, et après la guerre d'Amérique, il retourna dans son pays. Mais il ne resta pas long-temps dans l'inactivité. Il fut envoyé bientôt aux Iles sous le vent, avec la frégate le *Borée*, ayant sous lui son altesse royale le duc de Clarence, qui commandoit le *Pégase*.

On dit que dans ce poste il rendit un service signalé à son altesse qui, en retour, l'honora constamment de son amitié. Ce fut aussi à cette résidence, et à ce que nous croyons vers le même temps, que lord Nelson épousa mistriss Nesbit, ou Nevis, veuve du docteur Nesbit, médecin, et nièce du président du conseil. A cette occasion il seroit impardonnable de ne pas rapporter un fait qui honore beaucoup l'intégrité et la délicatesse de l'amiral. M. Hubert, le président, étoit extrêmement riche et avoit une fille unique qui devoit hériter de la fortune de son père. Mais elle eut l'imprudence de se marier sans son consentement, et le père irrité fut sur le point de la déshériter en faveur de sa nièce : l'amiral, avec un généreux désintéressement, s'employa comme con-

ciliateur dans cette affaire, et il eut le plaisir, avant son mariage, de rendre à la cousine de sa femme l'affection et la fortune de son père.

L'amiral, tant qu'il occupa ce poste, eut sous lui une petite escadre de frégates, et mit une activité particulière à empêcher la contrebande, dont l'usage étoit fréquent sur la mer. Sa vigilance fut agréable à tout le monde, excepté aux contrebandiers et à leurs amis, qui lui auroient suscité une foule de procès ruineux, si l'amirauté ne s'étoit interposée pour le mettre à couvert de leur méchanceté.

Dans une profession telle que celle de la marine, où les héros se forment en s'exerçant à concevoir de grands projets, et à surmonter de grands obstacles, on ne peut sans injustice louer un personnage aux dépens d'un autre, ni refuser à chacun le degré d'éloge qui lui appartient. Les Anglais ne perdront jamais le souvenir de ce jour glorieux où le comte de Saint-Vincent, battit, à la hauteur du cap Saint-Vincent, la flotte espagnole, et prit à l'ennemi quatre vaisseaux; Nelson peut revendiquer

une grande partie de ce triomphe (1). Le Saint-Joseph et le Saint-Nicolas, vaisseaux d'une force supérieure, amenèrent à lui; il entra dans le premier l'épée à la main, avec un courage qui avoit quelque chose de surnaturel. L'amiral espagnol refusa de remettre à tout autre qu'à lui son épée; il la reçut sur le gaillard d'arrière, et en fit hommage à la communauté des habitans de Norwick. L'action du cap Saint-Vincent le fit nommer chevalier de l'ordre des Bains, et vers le même temps, contre-amiral.

En quittant l'Amérique, il revint dans sa patrie, et comme il ne s'offrit pas immédiatement une occasion de l'employer, il se retira avec lady Nelson, au presbytère de Burnham, que son père lui abandonna, préférant d'aller se loger dans le voisinage. Le lord mena pendant quelque temps dans cette retraite une vie paisible et domestique, disposé comme Gil Blas à écrire

(1) L'action fut engagée le 14 février 1797. Les forces de l'Angleterre consistoient en quinze vaisseaux de ligne, et celles de l'Espagne en vingt-sept, d'un rang bien supérieur.

sur la porte de sa chaumière les vers suivans :

Inveni portum; spes et fortuna, valete;
Sat me lusistis, ludite nunc alios (1).

et, comme lui, déterminé également à reparoître dans le monde lorsque des scènes plus actives appelleroient sa présence.

Lorsque la guerre présente éclata, lord Nelson fut envoyé pour commander l'Agamemnon, de soixante-quatre canons; une partie considérable de l'équipage fut levée dans les comtés de Norfolk et de Suffolk, et beaucoup furent pris aussi dans son propre voisinage. Sa réputation d'habileté étoit telle, que les pères ambitionnoient de placer sous lui leurs enfans; plusieurs d'un haut crédit, sollicitèrent et obtinrent cette faveur.

Depuis le commencement de la guerre, jusqu'à l'époque présente, le public est

(1) « J'ai trouvé le port; espérance et fortune, » adieu. Vous m'avez assez trompé, trompez à présent » les autres. »

en possession de tous les détails qui concernent la vie de lord Nelson. Pendant une partie considérable du temps qu'il commanda l'Agamemnon dans la Méditerranée, il parut à peine une gazette qui ne renfermât le récit de quelque service qu'il avoit rendu, de quelque action de bravoure par laquelle il s'étoit distingué, de quelque entreprise d'éclat qu'il avoit formée (1). Si un vaisseau marchand étoit près d'être coupé hors du Hâvre, ou une batterie sur le point d'être démontée, le lord alloit se placer dans le feu de l'action, et exposoit sa personne avec la même facilité que le dernier matelot. Un tel mépris du danger, quoiqu'il ne soit pas toujours prudent ni convenable dans un commandant, est certainement héroïque, et réussit souvent. Les soldats ont bien plus d'ardeur et de dévoûment lorsqu'ils voient que leur général se soumet volontairement aux mêmes périls qu'eux, et c'est alors que de grands

(1) Au siége de Bastia, en 1794, il perdit un œil, en commandant une batterie sur le rivage.

risques sont justifiés par de grands succès (1).

Ce que nous admirons dans lord Nelson, ce ne sont point des exploits isolés, auxquels la fortune peut-être a autant de part que la bravoure et le mérite; c'est une suite non interrompue de succès que le jugement a préparés, et qu'a exécutés le courage. « Quelques hommes, dit lord Bacon, suivent la fortune, d'autres la mènent. » Il paroît que l'amiral a pris le dernier parti, et il a fait sagement; la fortune est aveugle et a besoin d'un guide.

La glorieuse bataille du Nil, en récompense de laquelle Nelson a obtenu récemment la pairie, a déjà été décrite tant de fois, et avec de telles particularités, qu'il seroit superflu d'en donner de nouveaux détails. Elle offre une preuve éclatante de ce que peuvent, dans les entreprises périlleuses, les marins anglais, lorsqu'ils

(1) L'extrême prudence produit rarement de grands honneurs: Alexandre, César, Pompée et Marc-Antoine, ont été souvent forcés de hasarder beaucoup, et cela quelquefois dans une mauvaise cause.

sont commandés par d'habiles officiers. La modestie avec laquelle l'amiral a rendu compte de cette action, ajoute encore à sa gloire. Dans la splendeur d'une victoire éclatante, nos yeux fixés sur le chef de l'entreprise, s'arrêtent rarement sur les personnages secondaires. C'est sur cette base de l'unité d'intérêt, qu'est fondée la poésie épique et tragique; dans l'une et dans l'autre, notre attention est écartée du vulgaire, pour être portée en entier sur le héros. L'amiral, en ce qui le concernoit personnellement, s'est efforcé de corriger cette injustice par les louanges impartiales et judicieuses qu'il a données à ses officiers et marins, dans sa lettre du 3 août 1798.

Mais ce n'a pas été seulement dans le commandement d'une flotte que lord Nelson s'est montré avec avantage; il a fait briller les talens de l'homme d'état en même temps que ceux du marin. Après la bataille du Nil, il fit ce que négligèrent de faire Pompée après celle de Dirrachium, et les Chrétiens confédérés après celle de Lépante; il tira le plus grand parti de la

victoire. Le gouvernement anglais dans l'Inde avoit conçu de vives alarmes des progrès que les Français avoient faits dans la Méditerranée. Immédiatement après l'action du Nil, l'amiral dépêcha par terre un courrier à Bombay, pour y porter la nouvelle de sa victoire. Il la communiqua aussi aux principaux cabinets du continent, et releva de cette manière les esprits abattus. Il laissa le commodore Trowbridge, sur la côte d'Egypte, avec six vaisseaux de ligne, pour brûler les bâtimens de transport de l'ennemi, et pour intercepter les secours qui pourroient y arriver; et il s'empara d'une île fortifiée où l'artillerie de l'avant-garde ennemie avoit considérablement fait souffrir la flotte pendant la durée de l'action.

La célébrité que lord Nelson s'est acquise par ses services, a ajouté de nouveaux lauriers à ceux d'une province déjà distinguée par les personnages éminens qu'elle avoit donnés à l'état. On lit dans l'histoire du comté de Norfolk, que dans le petit village de Colckthorpe, qui n'est pas éloigné de Burnham, sont nés trois illustres marins,

savoir : sir John Narborough, sir Cloudesley Jhovel, et sir Christophe Mims.

Lorsque des hommes, par leur mérite et par leurs vertus, sont parvenus dans la société à un degré d'élévation extraordinaire, nous demandons naturellement quelles ont été leurs habitudes dans la vie privée; car si le grand homme doit être vu sur le théâtre du monde, il est certain que l'homme bon se manifeste plutôt dans l'obscurité des relations domestiques. La piété, cette vertu sans laquelle toutes les autres ne sont qu'une vaine fumée, est la règle des actions de lord Nelson. Il l'a fait éclater dans toutes les circonstances de sa vie, et particulièrement dans les instructions qu'il a données à sa flotte, immédiatement après la bataille d'Aboukir.

Peu de temps après qu'il eut remporté cette mémorable victoire, il retourna en Sicile, où il fut reçu comme un libérateur. Le roi et la reine lui donnèrent les témoignages les moins équivoques d'estime et de considération, et le Grand-Seigneur lui témoigna sa reconnoissance par de magnifiques présens.

Lorsqu'il revint en Angleterre, il n'y eut personne qui ne fût empressé de revoir le héros du Nil, et une foule immense se portoit aux différens théâtres lorsqu'il y paroissoit. Après avoir goûté quelques momens de repos, il fut appelé à rendre à son pays de nouveaux services, et fut nommé commandant en second de la flotte destinée à la Baltique.

Il nous reste à ajouter quelques traits au portrait de lord Nelson, considéré comme homme privé. Sa conduite dans les relations intimes et domestiques, a paru constamment irréprochable ; il s'est particulièrement signalé dans tous les temps, par sa tendresse et par ses attentions pour son père. Le vieux gentilhomme avoit l'habitude, lorsque la saison le permettoit, d'aller se promener tous les jours une heure avant son dîner ; l'amiral, quelles que fussent ses affaires ou ses engagemens, ne manquoit presque jamais de quitter tout pour l'accompagner.

Après la malheureuse affaire de Santa-Cruz, lorsque l'on fut obligé de faire à

l'amiral l'amputation du bras droit (1), et que l'on étoit incertain de savoir quelle seroit l'issue de cette opération, on assure que ses principales inquiétudes se portoient sur les siens et non pas sur lui-même, et qu'il écrivit de la main gauche à l'amirauté pour lui recommander M. Nerbit, en cas qu'il vînt à mourir.

Parmi les traits de bienfaisance qui l'honorent, on peut citer comme un des plus récens, l'envoi qu'il fit, l'hiver dernier, d'une provision considérable de couvertures pour être distribuées aux pauvres de son village. Il a un sentiment si vif de l'amitié, qu'on l'a vu pleurer à la rencontre inopinée d'un vieil ami qui revenoit d'un climat lointain. Quelques personnes pourront trouver ces détails

(1) Lorsque lord Nelson reçut le coup qui lui emporta le bras droit, il étoit dans une chaloupe et tenoit une épée à laquelle il attachoit beaucoup de prix, parce qu'elle lui avoit été donnée par son oncle, le capitaine Suckling. Il eut le bonheur de la ressaisir avec son bras gauche, et d'empêcher ainsi qu'elle ne tombât dans la mer. On assure que cela lui fit un grand plaisir.

minutieux et au-dessous de la dignité de l'histoire; mais nous pensons que le plus grand nombre ne les lira pas sans intérêt, parce qu'ils présentent des traits caractéristiques de la véritable magnanimité.

Mr. FOX.

Tous les hommes célèbres de nos jours sont ou la tige ou le rejeton immédiat d'une nouvelle famille. Les anciens nobles sont ensevelis sous les lauriers de leurs ancêtres. Tous, à quelques exceptions près, dédaignent les professions savantes, regardent le commerce et l'agriculture comme indignes de les occuper, et traitent par procureur, non-seulement leurs affaires domestiques, mais bien souvent celles de l'état. Rien peut-être ne justifie mieux le grand nombre des rameaux plébéïens entés tout récemment sur le tronc de l'antique noblesse.

Une autre observation, applicable à plusieurs des principaux hommes d'état, c'est que généralement les cadets de nos maisons nobles parcourent, avec plus de succès que les aînés, la carrière politique (1). Il

(1) Horace Walpole a remarqué que William Pitt, ou lord Chatham, devenu premier ministre, étoit un cadet; que son rival, Henri Fox, ou lord Holland, en

est aisé de rendre raison de cette singularité. L'héritier d'une immense fortune et d'un grand titre, ne réfléchit pas qu'au moment le plus inopiné, il peut s'en trouver investi; et lorsque cet événement survient, quels vœux ultérieurs a-t-il à former? Il se persuade que la science du législateur est innée en lui, et que les richesses sont un attribut inhérent à sa personne. Les hommes et les biens se trouvent être, non pas seulement à sa portée, mais en sa possession; ce n'est donc pas la peine de se mettre en état de les acquérir. Il n'en est pas ainsi des branches cadettes; ordinairement le patrimoine des puînés est très-mince, et il leur reste tout à faire pour se produire avec éclat. Le désir irrité par la privation, fait naître en eux ce goût exquis des plaisirs que la satiété émousse bientôt dans leurs aînés, et tout est mis en usage pour le satisfaire. Sem-

---

étoit un pareillement; et que les antagonistes actuels de tous les deux, étoient Charles Fox, second fils de lord Holland, et William Pitt, troisième fils de lord Chatham.

blables à la colombe de l'arche, ils trouvent à peine où poser le pied sur la terre; leur situation est la même que celle de ce général qui, à sa descente dans le pays ennemi, brûla sur-le-champ ses vaisseaux; il leur faut nécessairement avancer ou périr.

Charles-James Fox est le second fils de Henri Fox, et ce dernier étoit lui-même second fils de sir Stephen Fox, qui, par une particularité remarquable, et que la vertu de sa femme ne permet pas de révoquer en doute, fut père à quatre-vingts ans. Henri devint de bonne heure un homme public, et il se conduisit avec tant d'adresse dans le parlement durant le règne de Georges II, qu'il obtint de la confiance du monarque les emplois à la fois les plus honorables et les plus lucratifs; car en l'année 1754, il fut nommé ministre de la guerre, puis secrétaire d'état pour le département des Indes; et lorsqu'ensuite il fut remplacé par le grand M. Pitt, moins connu sous le nom de comte de Chatham, il fut revêtu de l'emploi immensément productif de payeur

général des armées. Dans ce poste, il amassa de grandes richesses, et encourut l'animadversion des principaux personnages de l'état. Son crédit néanmoins étoit tel, qu'en 1763, époque à laquelle on se rendoit très-difficile sur la concession des lettres de pairie, il fut ennobli par le roi régnant, sous le titre de baron Holland de Foxley.

Son fils, Charles James, est né le 13 janvier 1749; et si, du côté de son père, il est au rang des *hommes nouveaux*, il peut se vanter, par sa mère, de l'origine la plus illustre; car lady Georgiana-Carolina Lenox, étoit fille du feu duc de Richemond, et à ce titre alliée, non-seulement au roi de Sardaigne, mais aux deux maisons de Brunswick et de Stuart, qui se sont disputé si long-temps le trône de la Grande-Bretagne.

Mais ce ne sont point là les titres que l'histoire invoquera en sa faveur; elle peindra en lui les talens précoces et extraordinaires de l'enfant, la sagesse mûre du philosophe et de l'homme d'état; et derrière la foule des qualités brillantes qui occuperont le premier plan du tableau,

quelques avantages chimériques de naissance, se distingueront à peine dans l'éloignement.

Ce second fils fut bientôt l'enfant favori de lord Holland, et devint l'orgueil et l'amour de sa vieillesse. Lord Holland aperçut en lui le germe de toutes les admirables qualités qui constituent la grandeur, et tous ses soins s'appliquèrent à en favoriser le développement. Il le destina, dès sa plus tendre enfance, aux affaires du parlement, et en conversant continuellement avec lui, comme si c'eût été un homme, il parvint à en faire réellement un homme avant le temps (1).

L'Angleterre a fourni, dans la personne de deux orateurs rivaux, un exemple frappant d'hommes d'état qui, à des époques différentes, se sont retirés du champ orageux des débats, et qui consacrant le reste de leur vie à l'éducation de leurs plus jeunes

(1) On assure que lord Holland donnoit à lire à son fils toute sa correspondance, et que dans une occasion importante, il adopta les changemens que l'enfant venoit de lui proposer.

fils, leur ont fait contracter l'habitude de discuter avec eux les affaires publiques, et les plaçoient quelquefois sur une table afin de les entendre déclamer. Les longues hostilités de ces deux hommes d'état ont rendu l'inimitié, pour ainsi dire, héréditaire dans leurs familles; du moins s'est-elle conservée entre leurs enfans, dont la rivalité subsiste, même après qu'ils ont respectivement abjuré les principes et les opinions de leurs pères.

D'après les vues qu'avoit lord Holland pour son fils, l'éducation publique lui parut préférable à l'enseignement particulier; en conséquence, il envoya Charles au collége de Westminster. Le jeune Fox, après s'y être distingué, passa à celui d'Eyton, où le docteur Bernard, qui en étoit alors le principal, remarqua en lui tout à la fois une ardeur extraordinaire pour les plaisirs, et les progrès les plus brillans dans tous les genres d'études. Son gouverneur particulier fut le docteur Newcombe, depuis évêque de Waterford, et présentement archevêque d'Armagh, qui, en même temps qu'il se désoloit de l'extrême dissi-

pation de son élève, étoit enorgueilli de ses grands succès. Ce fut là que Charles Fox se lia d'amitié avec le comte Fitz-William, lord Carlisle, le duc de Leinster son propre parent, et quelques-uns des hommes les plus distingués de nos jours. Lord Carlisle fit à cette époque des vers très connus, et où il prophétisa la célébrité de son ami.

Lord Holland, qui étoit un tory outré, envoya Charles finir son éducation à Oxford, où, à ce qu'on rapporte, il imita l'exemple de Pénélope, en réparant par le travail du jour les pertes de la nuit.

Mais bientôt il se laissa de plus en plus entraîner par la séduction du plaisir; il devint dès lors impatient de toute contrainte, et la vie de collége le fatigua par son ennuyeuse uniformité. Le moyen le plus adroit pour secouer ce joug, fut de témoigner un ardent desir de voyager; et comme ses études étoient entièrement finies, lord Holland céda, comme à son ordinaire, aux désirs de son fils bien aimé. Ceux qui ont l'habitude de voir M. Fox dans ces derniers temps, sans avoir con-

noissance des particularités de sa jeunesse, croiront à peine qu'à cette époque c'étoit un des plus grands *merveilleux* de l'Angleterre, que l'élégance la plus recherchée présidoit toujours à sa toilette, et qu'il caressoit jusqu'aux extravagances de la mode. Il étala cette brillante futilité dans toutes les cours de l'Europe, et s'il ne revint pas, comme son ancêtre maternel (1), avec tous les vices du continent, il en rapporta du moins dans sa garde-robe toutes les parures et tous les colifichets.

Il est des révélations plus graves que nous commande la rigidité des devoirs de l'historien; on n'ignore pas que M. Fox, entraîné par l'ardeur et l'impétuosité de la jeunesse, a englouti au jeu des sommes considérables et contracté des dettes immenses (2). Mais on ne doit pas perdre de

---

(1) Charles II.

(2) Le docteur Bisset, dans la vie de Burke, assure que lord Holland étant avec son fils aux eaux de Spa, fit naître en lui, le premier, la passion du jeu, en lui donnant tous les soirs cinq guinées pour être risquées à des jeux de hasard. Mais ceci est une simple assertion dont il est permis de révoquer en doute l'exactitude.

vue qu'il étoit alors très-jeune, et qu'il s'en falloit deux ou trois ans qu'il eût atteint sa majorité.

Ses ennemis ont eu grand soin de nous rappeler que le premier acte de sa vie politique fut une violation aux lois de son pays; car aux élections générales de 1768, il abusa de l'influence de sa famille pour se faire choisir par le bourg de Midhurst, dans le Sussex, lorsqu'il n'avoit encore que dix-neuf ans, et qu'il étoit conséquemment inéligible. C'est avec regret aussi que nous sommes forcés de faire ressouvenir que le premier effort de son éloquence fut dirigé contre la liberté (1); mais dans cette conduite on doit prendre en considération, indépendamment de son extrême jeunesse, les préjugés de son éducation, les préventions de sa famille, et surtout le vœu fortement exprimé d'un tendre père. Si tous ces motifs n'opèrent pas une justi-

(1) Il est question ici de l'accusation qu'il porta contre M. Wilkes, détenu alors au banc du roi, et dont la cause, au jugement de tous les hommes désintéressés, étoit, non-seulement populaire, mais juste.

fication complète, ils forment du moins une excuse puissante aux yeux de tout homme qui juge sans passion.

Durant toutes les opérations de la chambre des communes, relativement à l'élection du comté de Midlesex, M. Fox se montra le champion déterminé du ministère, et déploya une adresse et une activité peu communes. Du premier moment de son entrée au sénat, il fit briller toutes les qualités d'un orateur accompli; et lord North, alors chancelier de l'échiquier, conçut une si haute idée de son mérite, qu'au commencement de 1772, il lui donna une place importante dans l'amirauté; et à la fin de la même année, il se l'associa en quelque sorte dans l'administration de l'Etat, en le portant aux fonctions de lord de la trésorerie.

A travers ce dévoûment extérieur aux intérêts de la cour, M. Fox saisit plusieurs occasions de laisser percer son caractère mâle et de secouer le joug de la dépendance. Une des plus importantes fut le débat relatif au bill présenté à la chambre des communes par sir William Meredith, au

sujet de l'église anglicane. M. Fox manifesta sur cette matière des sentimens énergiques et généreux dont il ne s'est jamais départi.

Mais le temps arriva bientôt où sa conduite politique reçut une direction différente. On ne peut émettre que des conjectures sur cet événement, dont les résultats ont été d'une si grande importance. Le fils de lord Guilford et celui de lord Holland étoient doués l'un et l'autre de talens distingués; l'un étoit investi de l'autorité suprême à laquelle l'autre aspiroit peut-être; et semblables à deux grands personnages de l'antiquité, celui-là ne pouvoit endurer de supérieur, ni celui-ci de rival. L'inimitié du premier se manifesta d'abord par le refus d'un rendez-vous; elle s'accrut lors de l'examen mémorable que subit à la barre de la chambre de communes, le révérend M. Horne, aujourd'hui J. Horne-Tooke; et enfin elle devint publique par un billet dont le laconisme est frappant (1).

---

(1) En voici la teneur :

« Sa majesté a jugé à propos de faire expédier une

M. Fox considéra ce dernier procédé comme une insulte; dès ce moment son inimitié éclata sans contrainte, et vivement blessé d'un traitement voisin du mépris, il manifesta si fortement son opposition constitutionnelle à la conduite du noble lord, qu'il parvint à renverser son autorité, et à le traîner jusqu'au bord de l'échafaud.

Sur ces entrefaites, lord Holland mourut, laissant à son fils Charles des capitaux considérables et de vastes possessions dans les environs de Kingsgate, avec la maison qu'il y avoit fait bâtir à l'imitation de celle de Cicéron, sur la côte de Baïes. M. Fox se trouva ainsi en possession d'une immense fortune, et s'il avoit su la conserver, il auroit été l'un des propriétaires les plus importans; car ces différens legs, joints à une charge qu'il avoit en Irlande, et qu'il vendit peu de temps après, for-

---

» nouvelle commission de lord de la trésorerie, sur » laquelle je n'aperçois pas votre nom.

» NORTH. »

» L'hon. M. Fox.

moient un revenu net de plus de quatre mille livres sterling.

Après avoir dissipé tout ce patrimoine, un esprit d'une trempe commune auroit peut-être été abattu sous le poids du malheur; pour lui, on eût dit que nouvel Antée, sa chute lui avoit donné de nouvelles forces; et au lieu de succomber sous le désespoir, il s'éleva par un essor rapide, à l'indépendance et à la célébrité.

Une carrière nouvelle et honorable s'ouvrit alors à son ambition; il y entra comme un patriote, en professant des principes avancés par Locke, et que Sydney n'auroit pas rougi de soutenir.

Les membres de l'administration d'alors, que l'on supposoit n'être que les mannequins d'un pair de l'une des provinces septentrionales, s'étoient rendus odieux par l'oppression de M. Wilkes, par les persécutions dirigées contre les imprimeurs, par la protection donnée aux débauches de Brentford, et par l'exécution militaire qui avoit eu lieu dans les plaines de Saint-Georges.

Un autre événement, d'une toute autre

importance, vint combler la mesure de la haine populaire; l'oppression de l'Amérique, l'assujétissement dont elle étoit menacée, fit naître dans la mère-patrie un sentiment général de résistance, et dirigea sur quelques fronts le doigt de la vengeance publique. Heureusement pour le caractère de M. Fox, sa conduite relativement aux dissensions transatlantiques fut constamment uniforme, et dans cette occasion, comme dans une circonstance postérieure, son coup d'œil aussi juste que perçant, anticipa sur les calamités à venir, et prévit l'accumulation de malheurs sous le poids desquels la nation faillit ensuite être engloutie.

En conséquence, en 1774, il s'opposa vigoureusement à l'admission du bill de Boston, et se constitua l'avocat des colonies. Dans le discours qu'il fit à cette occasion, il dénonça avec hardiesse et énergie les mesures du ministère, et développa avec une éloquence mâle, digne de la cause qu'il plaidoit, les principes violés de la constitution. Ce fut alors que le banc de la trésorerie commença pour la

première fois à calculer la perte qu'il avoit faite, et le parti de l'opposition à apprécier le surcroît de forces qu'il venoit d'acquérir, tandis que le peuple fut transporté de joie de voir dans la personne d'un jeune sénateur, qu'il s'étoit accoutumé à considérer comme son ennemi, un ferme, intrépide et éloquent orateur, tel que Rome ne l'auroit pas désavoué dans ses plus beaux jours.

M. Fox siégeoit alors avec un Saville, un Barré, un Dunning et un Burke. Souvent, du côté opposé de la salle, il avoit rompu des lances contre ce dernier, et depuis il a avoué ingénûment que c'étoit cet homme célèbre qui le premier l'avoit éclairé sur les véritables maximes de l'état. Par quelle inconcevable bizarrerie s'est-il fait que le maître les ait lui-même abandonnées, après les avoir inculquées à son illustre élève?

Dans la discussion qui s'éleva en 1775, sur les propositions conciliatrices de M. Burke, M. Fox soutint vigoureusement les plans d'une sage et loyale politique, présentés par cet homme d'état. Durant tout

le cours des débats, ses motions et ses votes furent en opposition directe avec un système criminel, qui devoit, suivant de fallacieux pronostics, amener les colonies à se soumettre sans condition, et les renverser la face contre terre, aux pieds de la mère-patrie.

Tous les malheurs qui avoient été prévus se réalisèrent enfin. L'Amérique, réduite au désespoir, se déclara libre et indépendante; la monarchie française étendit sur elle son bras protecteur; la prise de Burgoyne et de Cornwalis proclama le triomphe de la liberté, et un nouvel incendie allumé en Europe par les brandons que le ministère anglais avoit agités dans un autre hémisphère, ruina la force et épuisa les ressources de la Grande-Bretagne.

Lors des élections générales de 1780, le bourg de Midhurst avoit cessé d'être sous l'influence de la famille de M. Fox; peut-être d'ailleurs eut-il honte de violer l'esprit et l'essence d'une constitution qu'il commençoit, pour la première fois, à contempler avec un respect religieux; en consé-

quence il se détermina à se présenter, comme candidat, pour la ville de Westminster, et il réussit enfin à se faire élire, après une lutte violente dans laquelle il triompha, non-seulement des prétentions de la famille de Newcastle, mais encore de l'influence de la couronne. Devenu le représentant, non d'une petite bourgade acquise à prix d'argent, mais d'une grande et importante cité, et cela sans qu'il lui en eût rien coûté personnellement, il parut dans le parlement avec plus de dignité, et accrut considérablement son crédit et sa considération.

Le ministère commença peu de temps après à chanceler, et les rats politiques se mirent en mouvement, pour abandonner un bâtiment prêt à tomber en ruine. Une minorité, d'abord méprisable par le nombre, mais toujours formidable sous le rapport de l'intégrité et des talens, avoit augmenté son pouvoir et sa popularité. Les ministres étoient terrassés au dedans par les foudres de l'éloquence, et au dehors, par les clameurs d'un peuple irrité; continuer la guerre, c'étoit consommer la

ruine de l'état, et revenir sur ses pas, c'étoit se précipiter dans un danger personnel. Enfin le noble lord au cordon bleu (c'étoit ainsi que lord Nelson étoit généralement appelé), se trouva pris dans les filets. Plusieurs espérèrent qu'il seroit fait enfin justice publique de ses méfaits; car dans cette lutte où des flots de sang avoient injustement coulé, il y avoit nécessairement des coupables; et qui convenoit mieux pour un sacrifice expiatoire que l'auteur ostensible de tant de calamités? Hélas! s'il avoit été infligé une peine à un seul individu, tous les malheurs subséquens auroient été détournés, et le peuple auroit été autorisé à croire que même pour les grands coupables, il existoit quelque rapport entre le crime et le châtiment.

Mais le parti Rockingham se contenta de la défaite de ses adversaires; M. Fox fut appelé dans le cabinet, et désigné pour être un des secrétaires d'état. Le mérite de cette courte administration fut manifeste. Quoique ceux qui la composoient eussent trouvé l'échiquier vide et eussent à faire face aux dépenses d'une guerre

générale, ils résolurent cependant de soulager le peuple du poids de quelques unes de ses nombreuses charges, et s'ils eussent conservé un peu plus long-temps le pouvoir, ils auroient fait infiniment plus. Les officiers de la douane et du fisc furent déclarés par un arrêt du parlement, incapables de voter dans les élections. Les opérations relatives aux élections du comté de Middlesex furent annullées, et un bill réformateur (à la vérité plus spécieux qu'efficace), abolit un grand nombre d'officiers inutiles. Une politique plus généreuse fut adoptée aussi relativement à l'Irlande; on méditoit déjà le plan d'une paix générale, on recourut à des négociations pour tâcher de regagner un ancien allié (1), et l'on projeta de pacifier l'Amérique, qu'il n'étoit plus question de ressaisir.

Au milieu de ces flatteuses apparences, l'homme d'état que l'on pouvoit consi-

(1) M. Fox désirant de détacher la Hollande de la coalition avec la maison de Bourbon, écrivit à M. Simolin, ministre de Russie, pour lui offrir de former un nouveau traité, sur les bases de celui de 1764.

dérer comme la pierre angulaire qui soutenoit les matériaux discordans de l'édifice public, mourut subitement, et le conseil se trouva tout à coup divisé en schismes politiques.

Le marquis de Lansdown qui, à ce qu'il paroît, avoit à cette époque l'oreille du roi, mais non la majorité dans le cabinet, fut saisi immédiatement des rênes de l'administration, et M. Fox qui, pour employer ses propres expressions, avoit résolu de ne concourir en particulier à aucune opération qu'il ne pût avouer et défendre publiquement, se retira du conseil avec un groupe nombreux et respectable de ses amis.

Sur ces entrefaites, le parti resté en possession des premiers emplois, conclut la paix avec la France, l'Amérique et la Hollande; mais cette administration fut de très-courte durée; il venoit de se former contr'elle une grande confédération politique qui, sous le nom de coalition, renversa bientôt son pouvoir, et fit passer les emplois publics en d'autres mains. Aucun événement, de nos jours, n'a donné plus de prise aux détracteurs que l'alliance formée

entre M. Fox et lord North ; on ne peut pas dissimuler qu'elle fut conçue sous les auspices les plus défavorables, et a eu les plus funestes résultats, parce qu'elle a fourni à un ambitieux jeune homme les moyens de porter le premier coup de poignard à la constitution, en bravant un vote de la chambre des communes, qui jusqu'alors avoit été réputée inviolable. Le bill des Indes, dont on assure que M. Burke fut le rédacteur, devint le roc contre lequel se brisa le vaisseau de ses collègues dissidens.

Nous voyons M. Fox, dépouillé une seconde fois du pouvoir, et réduit, lors d'une soudaine dissolution du parlement, à s'assurer une ressource dans la représentation de quelques bourgs. Cependant après la persévérance la plus opiniâtre, après un scrutin aussi orageux que mémorable, et des dépenses énormes, supportées par les grandes familles de son parti, il parvint à se faire élire pour la ville de Westminster.

Il a depuis été réélu à ce poste honorable, et en sa qualité de représentant du peuple,

a combattu vivement l'influence de la couronne, qui dans son opinion, est la source d'où découlent tous les maux du peuple. Cette dernière conduite lui a rendu toute sa popularité, et a élevé son nom plus haut que jamais dans l'opinion publique. Sa grande maxime qui, sans contredit, est liée immédiatement à la prospérité, et peut-être à l'existence d'un pays manufacturier et commerçant, est le maintien de la paix extérieure. Ce fut par ce principe qu'il s'opposa à une rupture avec la Russie, à l'occasion de la forteresse d'Oczakow, et à des hostilités contre l'Espagne, relativement à la pelleterie de Nootka.

Durant les premiers périodes du triste événement qui conduisit au bill de la régence, M. Fox voyageoit dans les charmantes contrées de l'Italie, et paroissoit enchanté de fouler encore une fois une terre classique. Il fut arraché à ces charcieuses distractions pour venir être témoin et bientôt acteur de scènes bien différentes, et pour voir enfin plus affermie que jamais l'autorité du parti contre lequel il luttoit.

On a blâmé la conduite qu'il a tenue durant l'accusation de M. Hastings, mais il a été soutenu en cette occasion par la majorité de la chambre des communes, et même par la presque totalité de ses ennemis personnels. La mesure prise alors étoit absolument nécessaire pour dégager de tout nuage l'honneur de la nation, et pour prouver aux Américains opprimés qu'ils pouvoient encore trouver en Angleterre des vengeurs. On ne peut pas nier cependant que l'instruction du procès n'ait subi les lenteurs les plus oppressives, et que l'accusé n'ait enfin cessé d'être odieux au peuple. On pourroit répondre que les formes de la chambre des pairs, considérée comme cour de justice, ne sont pas favorables à la prompte expédition des affaires; mais les commissaires auroient dû peut-être ou accélérer la marche de la procédure, ou renoncer à toute résistance lorsqu'ils ont vu que pour punir un individu, même coupable, il falloit commencer par l'opprimer.

Dès que la nation française eût manifesté un desir sincère de secouer la domi-

nation du pouvoir absolu, M. Fox salua avec transport cet heureux crépuscule de la liberté naissante, et adjura son pays de ne pas combattre pour le renversement des principes sur lesquels lui-même avoit fondé sa fière prééminence. Dans cette occasion, il se vit abandonné par plusieurs de ses anciens partisans, et entr'autres par l'homme de la bouche duquel il avoit reçu les premières impressions de la passion pour la liberté. Se voyant réduit, lui et ses amis, à une trop foible minorité, il s'est depuis retiré en grande partie des affaires publiques, et a laissé le ministère triompher par le secours d'une majorité vénale. La vengeance ministérielle s'est exercée tout récemment contre lui, en faisant rayer son nom de la liste des conseillers privés, ce qui n'étoit jamais arrivé sous le règne actuel, et ce qui n'a eu lieu qu'une seule fois sous le précédent, par rapport à un seigneur accusé de poltronerie et de déloyauté (1).

(1) Lord Georges Germaine.

Considéré comme orateur, M. Fox est assurément le premier homme de son siècle. Il simplifie les détails les plus difficiles, analyse les argumens les plus complexes, et réduit aux termes simples des premiers principes les propositions les plus subtiles. Son secret pour échauffer les autres, est d'être lui-même chaud et animé. Il dédaigne les mots harmonieux et les phrases étudiées qui ne charment que l'oreille; il assiége le jugement par la vigueur et la précision de sa dialectique, tandis qu'il entraîne et captive les sens par les foudres irrésistibles de son éloquence. Malgré le désavantage d'une lutte continuelle contre le pouvoir, il ne se montre inférieur à personne, et il ne lui manque que l'avantage du succès pour être regardé comme un des plus grands hommes d'état du siècle présent.

On connoît de lui plusieurs essais poétiques, et avec la culture nécessaire, il auroit pu dans ce genre s'élever très-haut. Ses vers à mistriss Crew, et son invocation à la pauvreté, ont obtenu souvent de justes éloges.

La lettre (1) *aux dignes et indépendans électeurs de la cité de Westminster*, est la seule production en prose qu'il ait avouée jusqu'à présent, et le débit en a été prodigieux, puisqu'elle a eu douze ou treize éditions, à un nombre considérable d'exemplaires. Dans cet écrit, il fait un appel énergique à ses commettans, les conjure par les argumens les plus forts et les plus évidens, de repousser toute idée de coalition avec les puissances, et insiste sur la nécessité de reconnoître la république française comme un état indépendant. Ensuite, faisant allusion au projet ridicule de subjuguer par la force extérieure cette république, il s'exprime ainsi :

« La conquête de la France! ô antiques croisades, trop calomniées, combien votre but étoit raisonnable et modéré! ô Louis XIV, à quel point on fut injuste envers vous, et sur quels légers fondemens on vous accusa d'une ambition insatiable et désordonnée! ô timide et foible Cer-

(1) Publiée en 1793.

vantes, avec quel pinceau vacillant, avec quel pâle coloris avez-vous tracé le tableau des déréglemens de l'imagination ! »

Nous sommes sûrs de faire plaisir à nos lecteurs, et d'offrir un aliment à leur curiosité, en leur faisant connoître quelques particularités authentiques sur la vie privée de ce grand orateur ; en ce genre, les détails les plus minutieux ne seront pas sans intérêt. M. Fox n'habite plus la ville en aucun temps de l'année ; lorsqu'il se rend à Londres, ce qui est rare, il descend quelquefois chez son vieil ami le général Fitz-Patrick, quelquefois à un hôtel dans le voisinage de Newbondstreet. Excepté pendant la saison de la chasse, qu'il passe dans le Norfolk, chez M. Coke, et quelques autres amis, il réside habituellement à Saint-Ann's-Hill, près Chertsey. Là il préside à la culture de ses terres, jouit des plaisirs du jardinage, et s'amuse à soigner lui-même ses arbustes. C'est à la rose, ce sujet favori des poëtes Persans, qu'il semble particulièrement attaché ; car il a près de sa maison un parterre où il en

cultive environ trente espèces différentes. Il a aussi un grand goût pour la botanique, et a classé dans sa tête, avec beaucoup de soin, tout le système de Linné.

Il se lève habituellement à sept heures, monte à cheval sur-le-champ, et dirige sa course vers la Tamise, où il se plonge. Il rentre ensuite vers dix heures pour déjeûner. Le reste de la matinée est ordinairement consacré à l'étude. Avant dîner il fait une petite promenade, ou une seconde course à cheval, et se met à table un peu après trois heures. Son ordinaire est décent, mais sans aucune apparence de luxe et d'ostentation. Après avoir bu quelques verres de vin d'Espagne ou d'Oporto, il passe avec ses convives sur les six heures dans le salon de compagnie, qui présente, surtout en été, l'aspect le plus délicieux; là on sert le café et des liqueurs de la Martinique.

Les soirées sont ordinairement employées à des amusemens domestiques. Quelquefois il lit, et c'est presque toujours à voix haute; d'autrefois il se livre dans la plaine, à des jeux d'exercice; souvent l'aimable

compagne de sa retraite (1) lui donne de petits concerts de harpe et de piano. Il arrive fréquemment que l'on se rende à un charmant pavillon octogone, que M. Fox a dédié à son neveu, Henri lord Holland. De ce pavillon, l'on a la vue la plus belle et la plus étendue; mais les yeux sont fixés dans l'intérieur du bâtiment, par les tableaux dont l'a décoré le savant pinceau de mistriss Armstead.

Tandis que les aboyeurs aux gages du gouvernement peignent M. Fox ourdissant des complots contre l'état, il est probablement occupé à lire, dans leur langue originale, les vers immortels d'Homère; peut-être ce *conspirateur* berce-t-il un enfant dans ses bras, ou par aventure, si c'est dans l'été, joue-t-il à la boule sur le gazon.

M. Fox est d'une taille un peu au-dessus de la moyenne, et depuis quelques années il a de la disposition à devenir gras. Ses traits, qui sont fortement prononcés, décèlent la finesse et le talent qui le caracté-

(1) Aujourd'hui, madame Fox.

risent; et au milieu des débats, ou d'une conversation animée, le feu étincèle dans ses yeux.

Le pinceau et le burin se sont disputés mainte et mainte fois l'honneur de reproduire les traits de cet homme illustre, et le sculpteur Nollekens a fait vingt-deux fois son buste, tant pour des seigneurs anglais que pour divers potentats de l'Europe.

Mr. PITT.

Entreprendre de décrire la vie et le caractère d'un ministre d'état, est, en tout temps, une tâche difficile, délicate, et quelquefois dangereuse; car la plupart des hommes sont trop passionnés pour se livrer à une froide discussion sur une matière qui intéresse essentiellement la situation politique de leur pays; mais à quel point croissent ces difficultés et ces périls, lorsqu'il s'agit d'une époque aussi fertile que la nôtre, en événemens importans et singuliers!

L'homme d'état auquel est consacré cet article est, sous plusieurs rapports, le premier ministre le plus marquant qui ait encore figuré sur le théâtre de l'Europe moderne; soit que l'on considère ou ses rares talens, ou ses prodigieux succès, ou les événemens extraordinaires qui sont survenus durant son administration. Son histoire renferme les annales de l'époque la plus remarquable des temps modernes; et la postérité le

regardera, à juste titre, comme le moteur qui a donné l'impulsion aux opérations de tous les cabinets de l'Europe. Toute l'immensité du bien et du mal qui a pu en résulter sera attribuée à sa seule influence. En un mot, il peut être considéré comme réunissant les qualités brillantes des Cécil, des Walsingham, des Richelieu, des Mazarin, des Strafford, des Louvois, des Alberoni et des Walpole; car pour les talens et pour l'éloquence, il n'est au-dessous d'aucun d'eux. L'Angleterre n'a jamais eu de ministre sur le compte duquel les opinions aient été aussi fortement partagées; et il est vrai de dire que jamais aucun ne fut placé dans des circonstances aussi critiques. L'histoire de cet homme d'état, qui, lorsqu'elle sera écrite, renfermera nécessairement une récapitulation de ses opérations politiques, sera, pour les temps futurs, un des ouvrages les plus intéressans et les plus instructifs sur lesquels puisse se fixer l'attention du genre humain.

L'illustre comte de Chatham (William Pitt) eut trois fils, dont le plus jeune est le ministre actuel. Il est né le 8 mai 1759,

dans un temps où la gloire de son père étoit à son plus haut période, et où par la sagesse de ses conseils et par la vigueur et la promptitude de ses décisions, la bravoure anglaise triomphoit sur presque toutes les parties du globe.

A l'avénement du roi, cet homme illustre, d'après des arrangemens occasionnés surtout par l'influence naissante du comte de Bute, se retira d'un poste qu'il avoit si honorablement rempli; et confiant à des étrangers l'éducation de ses deux premiers fils, il se livra tout entier à celle de William, dans la persuasion forte et bien fondée, que cet enfant, comme il avoit coutume de le dire, accroîtroit un jour la gloire du nom de Pitt.

M. Pitt acquit ses connoissances classiques sous la direction d'un gouverneur particulier, à Burton-Pynsent, lieu de la résidence de son père. Le comte prit grand plaisir à lui enseigner, dès sa première jeunesse, l'art de raisonner avec justesse et précision, et de réunir, en parlant, la force à l'élégance. Il lui fit contracter judicieusement l'habitude de faire des

recherches approfondies sur tous les objets qui frappoient son attention, et il lui apprit à ne pas se contenter d'un examen superficiel des apparences.

Ces leçons lui firent acquérir de bonne heure une froide et patiente pertinacité, qui est bien rarement le partage de ceux que séduit le prestige d'une éloquence verbeuse et fleurie.

Sous la direction d'un tel père, un esprit aussi délié ne pouvoit manquer d'acquérir un grand fonds de connoissances pratiques. Le comte, avec sa perspicacité accoutumée, crut démêler dans son fils un homme d'état futur, et aussi, selon toute probabilité, un futur ministre. C'étoit dans un père une ambition louable, et il n'épargna rien pour la satisfaire. Toute son attention se dirigea dès lors vers un seul but, celui de faire acquérir à son fils l'assemblage des talens et des qualités nécessaires pour former un homme public, et pour conserver le lustre déjà attaché au nom de William Pitt.

Il entamoit souvent des disputes avec lui, et l'encourageoit à converser avec les

autres sur des matières bien au-dessus de ce qu'on devoit attendre naturellement de son âge. Dans le cours de ces discussions, le comte ne cessoit de le presser par des difficultés, et il ne lui permettoit pas de s'arrêter avant que le sujet du débat fût entièrement épuisé. L'emploi répété de cette méthode fit acquérir au jeune Pitt les qualités les plus essentielles d'un homme d'état, c'est-à-dire, la fermeté, la présence d'esprit, et la facilité de l'élocution, dons heureux qu'il avoit déjà reçus de la nature, et que l'éducation ne fit que développer.

Son père voulut le faire jouir de tous les bienfaits de l'instruction que pouvoit lui donner son pays, et voulut en même temps que, par des progrès rapides dans ses études préliminaires, il fût de bonne heure en état de siéger au sénat. En conséquence, à l'âge de quatorze à quinze ans, il fut confié aux soins d'un très-digne ecclésiastique, le docteur Wilson, et envoyé au collége de Cambridge, où il fut placé sous l'inspection particulière de Mrs. Turner et Prettyman, hommes de beaucoup de mérite, qui appliquèrent tous

qui lui étoient données; et dans tous les esprits se manifestoient déjà les présages de sa future grandeur. On doit dire, pour l'honneur de M. Pitt, qu'il a toujours été très-reconnoissant des soins qui ont été pris de lui dans sa jeunesse. Ses gouverneurs ont reçu des marques multipliées de son attachement. Son premier instituteur, le docteur Wilson, est présentement chanoine de Windsor, et un de ses fils a un bénéfice très-lucratif à la Jamaïque. Le respectable docteur Turner est doyen de Norwich; le docteur Prettyman a été fait évêque de Lincoln, et doyen de Saint-Paul; il y a lieu de croire qu'il ne sera pas oublié dans les futures promotions.

M. Pitt passa ensuite à l'université de Lincoln's Inn, et fit de si rapides progrès dans l'étude des lois, qu'il fut bientôt appelé au barreau, où il fit concevoir de grandes espérances.

Nous savons qu'il parcourut une ou deux fois le district de l'Ouest, et qu'il parut dans plusieurs causes en qualité de second conseil; mais il étoit destiné à

occuper un poste plus important dans le gouvernement de son pays.

Aux élections générales de 1780, il fut nommé par quelques-unes des personnes les plus respectables de Cambridge, comme candidat pour représenter l'université ; mais malgré la haute réputation qu'il s'y étoit acquise, il y trouva peu de personnes disposées à seconder ses prétentions. L'année suivante cependant, il parvint, par le crédit de sir James Louther, à se faire élire pour le bourg d'Appleby. Il alla siéger dans la chambre des communes, au milieu du parti qui avoit été constamment opposé au ministre lord North, et à la guerre de l'Amérique ; ce parti l'accueillit avec vénération, s'applaudissant de voir renaître en sa personne le génie de son illustre père. Son premier discours fut en faveur du bill de M. Burke ; et l'un des premiers actes par lequel il signala son influence dans la chambre des communes, fut de nature à accroître excessivement sa popularité, ce fut une motion pour la formation d'un comité à l'effet d'aviser aux moyens les plus efficaces d'obtenir une réprésen-

tation plus égale du peuple dans le parlement. Ses propositions, à la vérité, furent rejetées; mais il les renouvela de temps en temps, et continua ainsi de tenir l'attention fixée sur ce grand objet, qui, dès lors, fut examiné de beaucoup plus près qu'il ne l'avoit été précédemment.

A la mort du marquis de Rockingham, le vieux parti whig tomba dans un état de désunion, voisin d'une dissolution totale. Un nouvel arrangement fut bientôt formé, et lord Shelburne devint premier lord de la trésorerie, ayant pour adjoint M. Pitt, qui étonna, non-seulement l'Angleterre, mais encore toute l'Europe, en offrant le phénomène d'un chancelier de l'échiquier, âgé de vingt-trois ans.

A cette époque, sa popularité le mettoit à couvert de toutes les accusations que sa jeunesse et son inexpérience auroient pu lui attirer, et que le parti contraire cherchoit ardemment à diriger contre lui. La situation de l'Angleterre étoit extrêmement critique, la guerre de l'Amérique étoit devenue généralement odieuse, et tous les cœurs soupiroient après la cessa-

tion des hostilités. Aussi ce but désirable fut-il le premier que se proposa le nouveau ministère.

Les puissances coalisées avoient récemment éprouvé de grandes humiliations : c'étoit une circonstance importante à saisir. En conséquence, on stipula une paix générale ; mais les conditions de ce traité furent blâmées par une partie considérable de la nation. A cette occasion, M. Pitt fit de sa conduite et de celle de ses collègues, une apologie très-énergique, qui produisit pour le moment ce que l'on attendoit, mais ne dissipa point les impressions défavorables qui avoient été conçues. L'administration dont il étoit un des membres les plus distingués, fut donc de très-courte durée. A sa dissolution, le jeune ex-ministre alla se confiner dans la retraite ; ensuite il consacra quelque temps à visiter l'Italie, et plusieurs cours de l'Allemagne.

Lors de la coalition ministérielle, la promotion de M. Manfield aux fonctions de solliciteur-général, rendit vacante une place de représentant de l'université. M. Pitt se détermina à la postuler ; dans

cette vue il se rendit à Cambridge, mais il y fut traité avec mépris par les chefs et les principaux membres : l'un d'eux alla presque jusqu'à fermer brusquement la porte sur lui, en lui disant qu'il étoit surpris de l'impudence d'un jeune homme qui venoit troubler ainsi la paix de l'université. Il ne resta que peu de jours dans un lieu où il étoit ainsi abreuvé de dégoûts, et il quitta la partie, malgré les promesses de succès que lui donnoient quelques maîtres-ès-arts indépendans. Peu de mois cependant suffirent pour changer la scène; la coalition ministérielle fut renversée, M. Pitt reparut en triomphe à l'université, il y fut reçu à bras ouverts, son élection fut prononcée à une immense majorité, et son influence alla jusqu'à lui donner le pouvoir de faire nommer lord Euston, son collègue. Pendant quelque temps, les tergiversations du sénat furent le sujet des entretiens; les hommes de la robe, qui avoient changé de parti, furent en butte au mépris de ceux qui échouoient; mais il rioient eux-mêmes de leur propre disgrâce, par les récompenses que faisoient

pleuvoir sur eux les candidats en faveur; les mîtres, les canonicats, les bénéfices de tout genre, devinrent le partage des docteurs de Cambridge. Quant aux maîtres indépendans, qui avoient soutenu M. Pitt, tandis qu'il étoit sans pouvoir, il s'en trouva un très-petit nombre parmi ceux qui votèrent alors en sa faveur; ils le considéroient comme un transfuge de la liberté; car il étoit alors très-refroidi pour cette réforme du parlement, sur laquelle sa courageuse éloquence avoit appelé précédemment l'examen.

Une occasion s'offrit tout à coup en 1784, pour produire M. Pitt avec un nouvel éclat, sur le grand théâtre de la politique. Les possessions anglaises en Amérique étoient depuis long-temps dans une situation alarmante, et on étoit généralement d'accord qu'il étoit urgent et indispensable de prendre des précautions pour les conserver. Ce fut dans cette vue que M. Fox, alors secrétaire d'état, conçut et produisit son fameux bill de l'Inde.

La coalition ministérielle, composée d'un tel mélange de parties hétérogènes,

dominoit à la vérité dans la chambre des communes, mais elle étoit vue généralement de mauvais œil par la nation, et cette dernière mesure excita particulièrement l'improbation et les murmures. Lord North, et ses nouveaux adjoints, furent en conséquence congédiés, et cela de la manière la plus inconstitutionnelle; tandis que M. Pitt, qui devint premier ministre, eut pour adjoint lord Thurlow, en qualité de garde du grand sceau, arrangemens qui néanmoins ne furent alors considérés que comme temporaires.

Ce fut alors que M. Pitt, par son propre bill de l'Inde, étonna le monde politique et commercial. Il éprouva cependant la mortification d'avoir contre lui la majorité de la chambre des communes; il se trouva alors dans la situation nouvelle d'un ministre agissant avec une minorité, et cela en opposition au plus fort conflit de talens qui eût encore été combiné contre quelque administration que ce fût. Cependant au milieu de la confusion générale, il demeura ferme à son poste, et après que la chambre des communes eût fait une

pétition à sa majesté pour obtenir son renvoi et celui de ses adjoints, le jeune ministre eut la hardiesse d'informer les représentans de la nation qu'il étoit impossible de faire droit à leur demande.

Cette lutte entre les communes et la couronne étoit de la plus haute importance; mais le peuple fut d'avis que les premiers empiétoient sur les prérogatives royales; et lorsque la décision fut en quelque sorte mise en ses mains par la dissolution du parlement, il fit des choix qui amenèrent une majorité animée d'un autre esprit, et le premier ministre fut maintenu dans un poste que son arrogance lui avoit jusqu'alors conservé.

Durant un espace de quatorze ans, le ministère actif de M. Pitt s'est signalé par un grand nombre d'opérations, dont l'énumération excéderoit de beaucoup les bornes de ces mémoires. Leur place véritable est dans l'histoire de ce pays, pour laquelle les écrits du temps fourniront d'immenses matériaux.

Le traité de commerce avec la France fut un coup hardi, qui supposa de la part

de M. Pitt une profonde connoissance des intérêts politiques et mercantiles. Mais la circonstance la plus critique que l'on puisse remarquer dans les annales de son administration, et celle sur laquelle l'historien de sa vie devra s'appesantir le plus, est l'époque malheureuse à laquelle l'autorité royale fut en quelque sorte suspendue, et où l'on mit à contribution toute la sagesse de la législature, pour former une régence. C'étoit une crise non-seulement nouvelle, mais d'une extrême importance, et aucun incident de cette nature ne s'étoit encore présenté dans les annales de notre histoire.

Quelques hommes d'état auroient adoré le soleil levant; M. Pitt et ses collègues tinrent une conduite différente, qui, en ajoutant beaucoup à leur popularité, les maintint dans l'exercice du pouvoir.

Mais si, en diverses occasions, M. Pitt a brigué la faveur du peuple, il est certain qu'il n'a pas toujours sacrifié à cette idole. Il paroît même qu'il s'est fait des idées très-justes du prix que l'on devoit attacher à l'estime populaire, et qu'il s'est convaincu qu'elle ne devoit pas influencer la

conduite du législateur, lorsque l'opinion publique étoit évidemment en opposition avec les véritables intérêts de l'état.

Lorsque la révolution française arriva, la situation d'un premier ministre devint de plus en plus critique.

L'Europe a pris un nouvel aspect depuis que la monarchie française a été renversée de son antique base. Il est résulté de cet événement une guerre entièrement différente de toutes les autres guerres. En conséquence, pour juger le mérite de ceux qui ont alors été à la tête des affaires de la nation, il est impossible d'avoir recours aux anciens principes politiques. Il falloit trouver un nouveau mode de conduite, un système entièrement nouveau, pour l'adapter aux circonstances.

Si quelques éloges sont dus à la hardiesse de l'invention, à la vigueur de l'exécution, à la vaste étendue des plans, à la fermeté et à la persévérance dans la conduite, l'administration actuelle a des titres incontestables à la reconnoissance publique : on ne doit pas dissimuler néanmoins que ceux qui la composent ont été accusés d'avoir

porté aux libertés du peuple des atteintes plus vives que jamais.

L'attention la plus marquée pour le commerce, a distingué l'administration de M. Pitt, particulièrement pendant le cours de la guerre actuelle. Peut-être n'existe-t-il pas dans le royaume d'homme plus profondément versé que lui dans la science commerciale. Les négocians les plus vieux et les plus expérimentés ont été étonnés de sa facilité à converser avec eux sur des matières dont ils croyoient avoir une connoissance exclusive. Plusieurs d'entr'eux qui, à diverses reprises, sont allés le trouver dans la pleine confiance qu'ils lui communiqueroient quelques nouvelles et importantes observations, ont vu, à leur extrême surprise, qu'il avoit approfondi, jusque dans les plus petits détails, des objets qu'ils croyoient lui être tout-à-fait étrangers. Par cette attention particulière qu'il a constamment donnée aux intérêts mercantiles, il s'est assuré à lui-même un appui inébranlable qui l'a mis en état non-seulement de résister à l'opposition la plus vigoureuse, mois encore de mettre à excution des

mesures de finance que l'on avoit regardées jusqu'alors comme impraticables.

Quelques hommes l'ont accusé de tergiversation politique, parce qu'il avoit abandonné, s'il n'avoit pas combattu, le projet d'une réforme dans le parlement. Si M. Pitt estime réellement qu'une telle réforme ait cessé d'être nécessaire, il ne sera pas difficile de le justifier de cette accusation. Dans tous les cas, il y a certainement une grande différence entre une apostasie absolue, et l'abandon d'un système particulier d'opinion, dans une circonstance isolée. On auroit tort de dire que M. Pitt est l'ennemi d'une réforme nécessaire, parce qu'il regarde les circonstances présentes comme trop critiques pour que l'on puisse hasarder avec prudence une pareille opération.

On caractériseroit mal l'éloquence de M. Pitt, si l'on cherchoit à la comparer à celle de quelques orateurs de l'antiquité. Il a plutôt l'élégance et la grâce de Cicéron, que le feu de Démosthènes. Il déploye plutôt une dialectique subtile, qu'une rhétorique persuasive. Sa voix, quoique

claire et forte, est dénuée de ces inflexions qui charment l'oreille et pénètrent jusqu'au cœur. Au surplus, ses défauts sont contrebalancés par une méthode parfaite et une facilité prodigieuse dans la disposition de ses organes; ce qui non-seulement met ses raisonnemens à la portée des esprits les plus bornés, mais leur donne souvent une précision et une vigueur dont l'influence est irrésistible.

M. Pitt possède aussi un avantage inappréciable dans un ministre d'état, c'est un grand empire sur lui-même, joint à beaucoup de sang-froid dans l'ardeur des débats. Cette habitude de se maîtriser lui donne les moyens de répliquer clairement et avec détail aux argumens de ses adversaires, et de se défendre en tournant quelquefois leurs propres armes contre eux-mêmes. Quoiqu'il soit confiant dans ses discours, et que sa présomption, il faut l'avouer, aille quelquefois jusqu'à l'arrogance, il sort rarement des bornes de la modération, et met dans ses répliques une mesure que ne gardent pas toujours ses adversaires poussés à bout.

On ne peut pas dire précisément qu'il ait de la grâce dans ses gestes, ce qui provient en partie du désavantage de son extérieur, dans lequel il y a de la dignité, mais rien d'aimable et d'engageant; car il est très-grand et très-maigre. Son maintien est sévère; il porte sur sa physionomie l'empreinte d'un esprit étendu, d'un caractère inflexible, et en même temps d'une âme fière et hautaine.

M. Pitt forme, dans tous les points, un parfait contrasto avec son antagoniste; et c'est une particularité assez curieuse que deux hommes aussi extraordinaires soient opposés sous les rapports particuliers ainsi que dans leur conduite politique. Au milieu des débats, M. Fox est véhément; M. Pitt est froid. L'un est franc et ouvert; l'autre, circonspect et enveloppé en lui-même. L'urbanité du premier lui fait des amis dans les hommes de tous les partis; la hauteur et le sang-froid du second alièment de lui les cœurs de ses propres partisans.

M. Pitt porte dans la société le même caractère que dans la chambre des communes.

Dans la vie privée, ses seuls plaisirs sont les réunions où règnent l'étiquette et la représentation.

L'ambition est la passion dominante de son âme, ou plutôt elle y a étouffé le germe de toutes les autres; on ajoute seulement que Bacchus partage, avec cette divinité, les hommages du ministre. Puissent sa santé et ses talens ne pas souffrir de son commerce intime avec le premier, et puisse l'Angleterre prospérer sous l'influence de la dernière! ce sont les vœux les plus ardens de l'auteur de cet article.

J. W.

LE DOCTEUR DARWIN.

Cet homme célèbre est fils d'un propriétaire de campagne, des environs de Neward-Upon-Trent. Il passa d'une école de campagne à l'université de Cambridge, où, étant destiné à l'exercice de la médecine, il prit ses degrés en 1755, et soutint dans sa thèse, l'opinion que le battement du cœur et celui des artères sont produits par l'action immédiate du sang.

Il composa, sur la mort du père du roi actuel, plusieurs odes et élégies qui ne lui acquirent aucune réputation poétique, et, confondues dans la foule, ne laissèrent pas soupçonner les talens qu'il devoit développer par la suite.

Le docteur Darwin, en se livrant à la pratique de la médecine, trouva que quelques docteurs célèbres s'étoient partagé entr'eux la capitale. En conséquence, aidé par le zèle de ses amis, par les recommandations de ses parens, et par la protection

de quelques grands seigneurs, il se détermina à exercer en province. Heureusement pour la ville de Lichfield, ce fut là qu'il fixa, pendant un grand nombre d'années, sa résidence. S'il courtisoit encore les Muses, il cachoit soigneusement leurs faveurs. Il ne paroissoit adonné qu'aux travaux de médecine et de physique; il publia, en 1758, dans le cinquantième volume des Transactions philosophiques, un *Essai de Réfutation de l'opinion de Henri Earle, concernant l'élévation de la fumée;* et une *Relation de la guérison d'une Haemoptoe périodique, faite en tenant le malade continuellement éveillé.* Ces écrits furent suivis d'*Expériences sur le fluide animal.*

Il destinoit à sa profession un de ses fils, jeune homme de la plus haute espérance, qui mourut dans la vingtième année de son âge. Le père, accablé par cette perte, recueillit les œuvres posthumes de son fils, et eut la triste consolation de les offrir au public. En conséquence, il publia ; des *Expériences sur la matière mucilagineuse et purulente;* et un *Exposé des mouvemens*

rétrogrades observés dans les vaisseaux absorbans des corps animaux durant quelques maladies.

En 1782, la société botanique de Lichfield publia le *Système des végétaux* de Linné, ouvrage que l'on attribue, en grande partie, au docteur Darwin, l'un des principaux membres de cette société.

Ramené par la science sur le Parnasse, au commencement de 1789, il parut comme une comète dans l'hémisphère de la poésie, en publiant la seconde partie du *Jardin botanique*, qui renfermoit le poëme des *Amours des plantes*, qui voyoit le jour alors pour la première fois (1). L'idée du système sexuel avoit été développée long-temps auparavant, par le grand naturaliste suédois, et il y a lieu de supposer qu'elle est même de beau-

(1) Il y a déjà eu quatre éditions de la première partie, et deux de la seconde. On assure que le *Jardin Botanique* a été presqu'entièrement composé vingt ans avant sa publication.

coup antérieure à Claudien, dont on connoît ces vers :

Vivunt in Venerem frondes; nemus omne per altum
Felix arbor amat; nutant ad mutua palmæ
Fœdera, populeo suspirat populus ictu,
Et platani platanis, alno que assibilat alnus (1).

Le poëme est divisé en quatre chants, dont les trois premiers sont suivis d'un Dialogue : la Préface contient un Sommaire du sytème de Linné. Le but de cette partie de l'ouvrage est de répandre plus de charmes sur l'étude de la botanique, et d'en propager le goût. L'élégance des vers et l'instruction répandue dans les notes de cet ouvrage, firent attendre avec la plus vive impatience, la première partie du

(1) « Vénus donne la vie aux feuillages; les heureux » arbres des forêts connoissent le bienfait de l'amour; » les palmiers se caressent entr'eux par le balancement » de leurs cimes; le peuplier soupire à l'attouchement » du peuplier; et par le murmure plaintif de leurs » rameaux, l'aulne répond à l'aulne, et le platane au » platane. »

Jardin botanique, contenant un autre poëme intitulé : *L'Economie de la végétation*, et dont la publication fut différée jusqu'en 1791, à cause de quelques expériences qu'il falloit consommer.

Le poëte a placé le lieu de la scène dans un jardin à un mille environ de Lichfield, où des bains froids ont été construits par sir John Floyer. Au commencement du premier chant, le génie du lieu invoque la présence de la déesse qui préside à la botanique ; la déesse descend du ciel ; elle est reçue par le Printemps et par les Elémens. Ensuite sont décrits le chaos, la révolution des planètes, la naissance de la lumière, l'arc-en-ciel, les fleurs lumineuses, le ver luisant, l'anguille électrique, etc.

Le second chant commence par une invocation aux gnomes. Le poëte suppose que la terre a été produite par une explosion d'un volcan du soleil ; il décrit l'atmosphère, l'Océan et le zodiaque. Ensuite il est question des îles primitives, du paradis terrestre, ou de l'âge d'or, des grands tremblemens de terre qui se firent sentir

à l'enfance du monde, des continens sortis du sein des flots, etc.

Le début du troisième et dernier chant est une invocation aux Nymphes, suivie de la théorie de la pluie et des marées; ensuite il est parlé des animaux marins, des rivières, des fontaines bouillantes que l'on trouve dans les terres glaciales, et de diverses eaux minérales, telles que celles de Buxton, etc.

Il est aisé de voir que, dans cet ouvrage intéressant, le docteur Darwin a eu recours à la fiction cabalistique, de même que Pope a fait usage de cette machine dans sa *Boucle de cheveux enlevée*. Dans la formation des planètes, il emploie la théorie de Buffon; dans son Histoire naturelle, il suit l'école de Linné; et sa nouvelle doctrine, par rapport à l'air, est empruntée du système de Priestley et de Lavoisier (1).

---

(1) Nous ne connoissons le poëme de l'*Économie de la végétation* que par l'analyse ci-dessus, et par quelques fragmens où nous avons remarqué de très-

Le docteur Darwin, que des études approfondies avoient bien convaincu des avantages de la méthode dans toutes les sciences, appliqua ses soins à devenir le Linné de la médecine. En conséquence, il publia, au commencement de 1794, le premier volume de sa *Zoonomie*, ou *Lois de la vie organique*, ouvrage dans lequel il propose « de ranger les faits qui concernent

---

beaux vers. Quant à celui des *Amours des plantes*, il est plus répandu en France par la traduction élégante qui en a été publiée il y a environ deux ans. Il nous semble, en dépit des éloges exagérés de ses compatriotes, que, dans ce poëme, le docteur Darwin a perdu beaucoup d'esprit sur un fond rebelle à la poésie. Il a cru produire un grand effet en donnant aux plantes les sentimens et les passions des hommes; il n'a été, la plupart du temps, que bizarre, emphatique et inintelligible. Il falloit qu'il développât avec grâce les anciennes fictions avouées par la poésie, sans avoir la prétention d'en naturaliser parmi nous de nouvelles. Il n'a pas bien consulté l'esprit de métaphysique et de calcul du siècle où il a écrit. Le système des *Amours des plantes* a fourni à M. de Fontanes une tirade brillante d'une quarantaine de vers; c'est peut-être là toute l'étendue qu'il est convenable de donner à ce jeu de l'imagination.

(*Note du traducteur.*)

» la vie animale en classes, ordres, genres » et espèces, et de déduire de leur compa- » raison la théorie générale des maladies. »

Il divise en plusieurs sections ce qui concerne les organes immédiats des sens ; ensuite il présente une théorie des idées. Il place au nombre des lois animales la *sensation*, et cite des exemples du passage des mouvemens irritatifs en mouvemens sensitifs, et de ces derniers en mouvemens volontaires. A cette occasion, il entre en dissertation sur les idées *inappréciées*, et établit « que toutes nos perceptions sont » des idées excitées par l'irritation, et » suivies de la sensation. » En ce qui concerne la doctrine de l'action du sang, l'auteur adopte et éclaircit le système du feu docteur Brown.

Procédant ensuite en raison ascendante, il examine le sommeil et les rêves, les vertiges et l'ivresse, et fait l'énumération des maladies que ce dernier état peut occasionner.

Le second volume parut en 1796 ; le premier peut être considéré comme purement théorique ; quant à celui-ci, il

contient une application pratique des principes exposés dans l'autre, et est divisé en deux grandes sections. Le premier traite de la nature, et de la guérison des maladies particulières; et le second, des opérations générales de la médecine.

Un célèbre médecin a dit, au sujet de ce livre, « que ce que Newton avoit fait » pour la philosophie naturelle, Darwin » venoit de le faire pour la médecine. » Il n'y a rien à ajouter à cet éloge.

Le docteur Darwin réside présentement à Derby (1), où il jouit d'une grande confiance dans son état, et d'une estime universelle (2). Son temps est entièrement

---

(1) Il est mort tout récemment.

(*Note du traducteur.*)

(2) On lui a reproché d'avoir été chaud partisan des exagérations démocratiques. Mais peut-être si son pays eût été frappé d'une révolution, auroit-il abjuré cette erreur, à l'exemple de l'abbé Raynal, de M. de la Harpe, et de quelques autres coryphées du parti philosophique, qui ont été les premiers parmi nous à détester l'abus de leurs propres principes, et qui, dans leurs derniers écrits, ont rendu à la religion et à la saine politique un hommage éclatant. (*Note du traducteur.*)

partagé entre l'exercice de sa profession et ses occupations littéraires. Il mène cette vie casanière qui plaît tant aux amis de l'étude. Il communique avec plaisir les connoissances qu'il s'est acquises, et possède un fonds inépuisable d'anecdotes qu'il raconte gaîment. Lorsque le temps le permet, il en passe une grande partie dans son jardin de botanique. Il travaille présentement à un ouvrage important sur l'agriculture.

Quoique son esprit, d'une trempe peu commune, se soit élevé jusqu'aux plus grandes opérations de la nature, il ne dédaigne pas des travaux d'un ordre bien inférieur, toutes les fois qu'ils ont pour objet le bonheur de l'humanité. Son dernier écrit en offre une preuve; il traite de l'éducation des femmes, ou des meilleurs moyens de former des filles soumises, de bonnes épouses et de tendres mères.

Mr. KING.

Le préjugé qui établit une ligne de démarcation entre les comédiens et les diverses classes de la société, est presque universel dans l'Europe. En Espagne, à ce que nous croyons, ils ne sont point encore admis à la confession, et l'on sait très-bien qu'en France, avant l'abolition de la monarchie, ils étoient privés des honneurs de la sépulture. Mais en Angleterre, des idées aussi intolérantes ont heureusement beaucoup moins de force ; les noms de Shakespeare et de Garrick n'ont pas peu contribué à soustraire la profession de comédien à ce mépris injuste, qui ailleurs les atteint sans distinction.

L'acteur qui fait le sujet de cet article, et qui est connu de tous les amis de l'art dramatique, sous le nom familier de Tom-King, semble avoir reçu une meilleure éducation que n'en ont communément les personnes de son état. Sa famille, qui étoit très-honnête, l'envoya étudier dans un bon collége de province, d'où il fut tiré,

à la fin de ses études, pour être envoyé à Londres, et placé chez un procureur.

Mais il céda bientôt à la séduction du théâtre; il quitta sa profession, accompagna Shuter, et s'engagea dans une troupe de comédiens ambulans, qui jouoit à environ trente milles de Londres. Ses parens irrités, au lieu de chercher à le réclamer, l'abandonnèrent. Si Wilkinson est exact dans ses dates, il doit y avoir actuellement cinquante ans que King est attaché au théâtre; car il rapporte que cet acteur joua soüs M. Garrick en 1748.

Ceux qui ont vu dans les derniers temps cet excellent acteur, pourront à peine croire que pendant les premières années qui suivirent son début, il se crut destiné exclusivement à la tragédie.

Il obtint enfin un engagement à Bath, où il se lia d'amitié avec miss Baker, alors célèbre danseuse, et qui est à présent sa femme.

Ses succès à Bath lui servirent de recommandation auprès des directeurs de Drury-Lane, qui l'admirent à de très-foibles appointemens, et ne lui confièrent que des

rôles de fort peu d'importance, et pendant beaucoup de temps il ne put en obtenir un seul qui convînt tant soi peu à ses talens. Dégoûté de ce théâtre, il le quitta, retourna en Irlande, et joua avec un grand succès un nombre considérable de rôles comiques. Il s'étoit formé à Dublin des connoissances très-distinguées, et il s'y seroit vraisemblablement fixé, s'il n'avoit prévu les divisions qui étoient à la veille d'éclater sur le théâtre de cette ville. En conséquence, il s'adressa à M. Garrick, et comme la réputation de ses talens s'étoit répandue en Angleterre, il obtint un engagement avantageux. Ses nouveaux *débuts* à Londres eurent le plus grand éclat. Mais ce qui plaça M. King au rang de supériorité où il est resté depuis, ce fut la manière inimitable avec laquelle il remplit le rôle de lord Ogleby, dans le *Mariage clandestin*. On rapporte que Garrick s'étoit réservé ce rôle à lui-même; mais que ne trouvant pas moyen de le rendre d'une manière dont il fut pleinement satisfait, il pria King d'essayer s'il s'en tireroit mieux, et qu'il fut tellement enchanté de lui aux répétitions,

qu'il déclara que si King pouvoit jouer de même en public, sa place seroit nécessairement marquée parmi les comiques du premier ordre.

A la mort de M. Powell, en 1768, M. King devint un des actionnaires du théâtre de Bristol, et gagna beaucoup à cette entreprise. Ce bénéfice, joint au produit de son engagement d'hiver à Drury-Lane, lui procura une fortune honnête.

Lorsque M. Shéridan et ses associés devinrent propriétaires du théâtre de Drury-Lane, on joua l'inimitable comédie de cet auteur, intitulée: l'*Ecole du Scandale*. Cette circonstance fournit à M. King une nouvelle occasion de déployer ses talens, dans le rôle de sir Peter Teazle; et lorsque M. Shéridan se trouva jeté trop avant dans la politique, pour qu'il pût continuer de donner ses soins aux affaires du théâtre, il délégua ses pouvoirs à King, et le nomma directeur.

M. King a composé et fait jouer au théâtre de Drury-Lane, deux farces intitulées, l'une: l'*Amour au premier coup d'œil*, et l'autre: le *Dernier effort de l'esprit*.

Mais au milieu de sa prospérité, et lorsqu'il avoit acquis une très-jolie fortune, une passion depuis long-temps assoupie, se réveilla et vint détruire sa perspective de bonheur et de tranquillité. Dans le temps qu'il faisoit ses débuts sous M. Garrick, il avoit laissé voir une propension insurmontable pour le jeu, et malgré les efforts qu'il avoit faits pour la réprimer, il s'y étoit laissé entraîner au point de perdre sur le tapis tout ce qu'il avoit gagné sur les planches. Cependant un soir la fortune lui sourit, et il ne gagna pas moins de deux mille livres sterling. On assure qu'alors il jura solennellement à Garrick et à sa femme, que de sa vie il ne toucheroit ni une carte ni un dé. On ajoute même qu'il souscrivit envers ce dernier l'engagement de payer une forte amende, s'il lui arrivoit de jouer. Il garda pendant quelques années cette sage résolution; mais son ami étant venu à mourir, il se crut affranchi de tout engagement. Il avoit alors un cercle considérable de connoissances distinguées, il se laissa persuader, en 1784 ou 1785, d'entrer dans un

club, uniquement pour y jouir des agrémens de la société, et bien cuirassé, à ce qu'il croyoit, contre la séduction du jeu. Cependant peu à peu il se laissa tenter; il perdit d'abord de foibles sommes; ces pertes le piquèrent, et pour les réparer il s'engagea plus avant, jusqu'a ce qu'enfin la fortune qu'il avoit amassée par une si longue suite de travaux, fût presque entièrement dissipée. Alors il vendit sa jolie petite maison de campagne, et échangea sa belle maison de ville contre une petite et mesquine habitation.

La perte de sa fortune ne fut pas alors le seul revers qu'il éprouva. Il étoit à cette époque même en traité avec le docteur Ford, pour acquérir une action dans le théâtre de Drury-Lane; mais le dérangement de ses affaires le mit hors d'état d'effectuer son paiement. Il survint à cette occasion quelque démêlé, et M. King, dans un moment de colère, rompit tout engagement avec le théâtre de Drury-Lane, et comme acteur et comme directeur.

Cependant il fallut bien qu'il continuât, pour vivre, l'exercice de son état; en con-

séquence, en 1788, il reparut à Dublin, théâtre des triomphes de sa jeunesse, où il fut reçu avec tout l'enthousiasme que peuvent exciter une grande réputation et la longue faveur du public.

A son retour à Londres, il souscrivit un engagement pour jouer au théâtre de Covent-Garden, un nombre donné de représentations, et l'année suivante, il rentra au théâtre de Drury-Lane.

Déterminé par des motifs d'amitié sincère, M. Smith, qui depuis long-temps avoit quitté la scène, reparut dans une représentation au bénéfice de M. King; la salle, comme on peut l'imaginer, fut pleine jusqu'aux combles.

M. King est incontestablement le premier acteur comique qui ait paru au théâtre depuis bien des années; c'est surtout dans l'art de débiter un joli prologue, qu'il ne connoît point de rivaux.

LORD MALMSBURY.

Ce seigneur distingué, dont le nom se présentera souvent dans l'histoire de Georges III, auroit dû hériter de la philosophie aussi bien que de la fortune de ses ancêtres; mais l'une ne se transmet pas si facilement que l'autre.

Son père, James Harris, célèbre auteur d'*Hermès*, étoit neveu du comte de Shaftesbury, à qui l'on doit l'immortel ouvrage des *Caractéristiques*. Il naquit à Salisbury, en 1708, et après avoir commencé ses études en cette ville, il les continua au collége de Wadham, à Oxford, qu'il quitta sans prendre de degrés.

Il représenta dans plusieurs parlemens un bourg du Hampshire, appelé Christ-Church; mais il ne put obtenir d'emploi public qu'en 1763: il fut nommé alors commissaire de l'amirauté, et quitta bientôt cette place pour passer au banc de la trésorerie. En juillet 1765, il perdit ce dernier emploi et ne rentra dans la carrière des fonctions publiques, qu'en 1774, époque à

laquelle il fut nommé secrétaire et contrôleur de la reine. Il occupa ce poste jusqu'à sa mort, arrivée le 21 décembre 1780 (1).

Son fils unique, James Harris, actuellement lord Malmsbury, est né le 20 avril 1746; destiné à parcourir la carrière politique, il fut élevé en conséquence.

Sous un humaniste aussi profond et aussi élégant que M. Harris, son fils ne pouvoit manquer de recevoir tous les secours propres à faire un jour de lui l'ornement de sa famille. Son éducation, avant qu'il fut envoyé à Oxford, fut dirigée particulièrement par son père. Cependant il quitta le collége sans prendre de degrés, et fut employé comme secrétaire d'ambassade dans une des cours du Nord.

En 1772, il fut nommé envoyé extraordinaire à Berlin, et l'année suivante, son père et lui siégèrent au parlement comme représentans du bourg de Christ-Church,

---

(1) Une vie de M. Harris est sur le point d'être publiée, par les soins et sous l'inspection de son fils.

qui depuis plusieurs années, étoit sous le patronage de sa famille. Sa conduite diplomatique donna une telle satisfaction au gouvernement qu'il représentoit, qu'en 1775, il fut fait chevalier du Bain, et nommé bientôt après envoyé extraordinaire à la cour de Russie.

Après avoir résidé un temps considérable à Pétersbourg, il fut envoyé à la Haye, en qualité d'ambassadeur; il occupoit ce poste important en 1787, lorsque la Hollande, menacée d'une révolution, para quelque temps ce coup par le secours humiliant des baïonnettes prussiennes. La conduite de sir James Harris en cette occasion, fut particulièrement nuisible aux intérêts des patriotes, et par la même raison elle fut si agréable au prince d'Orange et au roi de Prusse, qu'en considération des services signalés qu'il leur avoit rendus, ils lui accordèrent le privilège de porter sur ses armoiries l'aigle prussienne avec la devise de la maison de Nassau.

Ces distinctions furent confirmées par son propre souverain, et le 15 septembre 1788, sir James fut créé pair, sous le titre de

lord Malmsbury, baron de Malmsbury, dans le comté de Wilts.

Le lord resta sans être employé jusqu'à la fin de 1796, que le gouvernement jugea convenable de satisfaire au désir du peuple en s'efforçant de négocier la paix. Aucun homme alors ne parut plus propre à cette mission importante que lord Malmsbury, et nous croyons que sa *première* nomination à ce poste eut l'entière approbation de tous les partis. Cependant sa négociation échoua, et par un ordre précis du directoire exécutif français, il lui fut enjoint en décembre 1796, de quitter Paris dans les vingt-quatre heures (1).

Quelque opinion que l'on se forme de la conduite des deux puissances dans cette négociation, ou des vues secrètes qui les dirigeoient, on ne peut nier que lord Malmsbury n'y ait déployé les talens d'un diplomate consommé.

En juin 1797, notre ministère jugea

(1) Le directoire s'imagina voir plutôt dans sa conduite les intrigues d'un homme de parti, que les travaux d'un diplomate.

convenable de faire une seconde tentative pour mettre fin à cette guerre longue et sanguinaire, et lord Malmsbury fut choisi une seconde fois pour négocier. Les préliminaires ayant été réglés avec le directoire, le lord partit avec sa suite le 30 du même mois, et se rendit à Lille, lieu fixé pour la conférence ; aussitôt le gouvernement français étendit une chaîne de télégraphes entre cette ville et Paris.

Il est étranger à notre but de discuter le mérite des manœuvres politiques qui furent employées dans ses négociations. Les commissaires français montrèrent assez d'adresse pour lutter contre le lord, quoique ce fut un vieux routier versé dans tous les détours et les artifices de l'intrigue. Leurs demandes, comme ils en convinrent eux-mêmes, étoient extravagantes, et ils mirent surtout une grande dextérité à cacher le but où ils en vouloient venir. Après qu'ils se furent balottés réciproquement, jusqu'à ce que la patience de l'Europe fut tout-à-fait fatiguée, ils commencèrent à se livrer de part et d'autre aux soupçons et à la méfiance ; enfin les com-

missaires eurent recours à leur vieille méthode de mettre fin à la négociation, et ils congédièrent le lord sous prétexte qu'il n'étoit pas investi de pouvoirs suffisans pour renoncer à toutes les conquêtes faites par ce pays sur la France et sur ses alliés pendant la durée de la guerre.

En conséquence, le ministre anglais quitta Lille, et arriva à Londres le 20 septembre; sans avoir fait un seul pas favorable au grand objet de sa mission. A la vérité il a été dit dans le sénat d'un pays voisin que ses opérations avoient été entravées par l'agent du directoire irlandais.

Sans nous permettre aucune réflexion sur les talens ou sur les vues secrètes du lord, nous ne pouvons nous empêcher de convenir avec quelques politiques très-recommandables, qu'après le mauvais succès de sa première mission, il avoit été très-impolitique au ministère de confier à la même personne une négociation absolument semblable.

Quelques personnes se sont hasardées à dire que les opinions et la conduite du lord faisoient de lui l'homme le moins

convenable pour une affaire de cette nature. La manière d'agir doit certainement différer, selon les temps, les peuples et les circonstances. Il falloit, a-t-on ajouté, adopter un nouveau mode, et pour ainsi dire un nouveau langage, en traitant avec un peuple qui a détruit tout le vieux cérémonial et toutes les anciennes considérations politiques : on devoit donc lui envoyer un tout autre ambassadeur qu'un homme dont toute la vie avoit eu pour étude la connoissance et la pratique des anciennes formes de la diplomatie.

Nous ne prendrons pas sur nous de décider si ce raisonnement est juste ou non ; mais nous ne pouvons nous empêcher de regretter qu'après le premier échec du lord, les ministres de sa majesté, pour ôter à leurs adversaires les moyens de les accuser de mauvaise foi, n'aient pas employé un autre plénipotentiaire, lorsqu'il s'est agi d'entamer de nouvelles négociations relativement à la paix.

Lord Malmsbury a épousé en 1777, la fille de feu sir Georges Amyand, dont il a plusieurs enfans. Il possède le château

de Great-Dumford, situé à quatre milles de Salisbury, et qui n'est remarquable que par la beauté de ses jardins. Dans le même village, on voit toujours la chaumière où l'illustre auteur d'*Hermès*, se retiroit loin du tumulte du monde, et où il composa la plus grande partie de ses ouvrages. Elle est inoccupée; mais les meubles en sont religieusement conservés par lord Malmsbury, dans l'état exact où ils étoient du temps de son père. Cette retraite est entourée de murs qui en dérobent l'aspect à tous les yeux. Elle n'est ouverte que du côté de l'ouest, où elle est baignée par l'Avon. Lord Malmsbury passe tous les ans plusieurs semaines dans une grande solitude à son château de Great-Dumford.

Mr. ARTHUR MURPHY.

Cette constellation qui éclaira jadis avec une telle splendeur l'horizon littéraire, et dans laquelle l'étoile de Johnson jeta un si vif éclat, est réduite, depuis quelque temps, à un bien petit nombre de corps lumineux.

Peu de littérateurs se sont tracés, dans ce cercle illustre, une carrière plus brillante que celui dont nous allons parler. Il a vu tomber les plus grands ornemens de la littérature, et leurs places occupées par des hommes à peine dignes d'être cités. Il a vu la philosophie moderne exciter l'admiration par la lueur trompeuse de ses feux folets; et il vécut pour voir, au théâtre, le mauvais goût régner en usurpateur heureux, et menacer d'une destruction complète l'une des plus belles branches de la poésie.

Il a fourni également une carrière assez longue pour être témoin d'une révolution opérée, non-seulement dans la politique,

mais dans les sentimens, les mœurs et les amusemens. Sûrement un tel homme, de qui les facultés se sont conservées dans toute leur vigueur; ne peut contempler, sans être affecté douloureusement, les succès qui l'environnent, et parmi lesquels il est pour ainsi dire isolé. Mais c'est assez de réflexions; il est temps de passer aux faits.

M. Murphy, fils d'un marchand de Dublin, est né près d'Elphin, le 27 décembre 1730. Il vint en Angleterre étant encore enfant, et fut envoyé bientôt après au collége des jésuites à Saint-Omer, où il acquit une connoissance approfondie de la langue latine.

Son oncle, M. Jeffery French, qui le destinoit au commerce, le plaça d'abord chez un négociant, puis chez un banquier. Mais l'attrait impérieux des Muses le détourna bientôt du journal et du sommier, et au lieu de se livrer aux opérations commerciales, il donna toute son attention aux écrits des meilleurs auteurs anciens et modernes.

D'après cette vocation littéraire, il ne

tarda pas à abandonner entièrement la maison de commerce. Réduit à de très-foibles moyens d'existence, il fut reçu, en 1750, membre de la société de Gray's Inn, et moitié par nécessité, moitié par choix, il devint un aventurier en littérature.

Il forma enfin la résolution d'embrasser la profession du théâtre; mais après deux ou trois débuts, dont l'un dans le rôle d'Othello, il reconnut que la nature l'avoit destiné plutôt à écrire des pièces de théâtre qu'à les représenter.

Son premier essai littéraire dont la connoissance soit venue jusqu'à nous, fut un ouvrage périodique intitulé : *Journal de Gray's Inn*, qu'il commença en 1752, et continua pendant deux ans. Cet ouvrage n'étoit pas sans mérite, il eut même quelque célébrité, et valut à l'auteur la connoissance du docteur Samuel Johnson; l'anecdote est assez curieuse, et mérite d'être rapportée.

M. Murphy étant à la maison de campagne de Foote, se trouva pressé de rédiger un des numéros de son journal. Comme il ne se sentoit pas en train de composer,

l'Aristophane anglais lui remit un volume de mélanges qui venoit de paroître en France, et dans lequel se trouvoit un apologue oriental extrêmement curieux. Notre auteur en fut si content qu'il se mit à le traduire et l'envoya à son imprimeur. Mais à son retour à Londres, il reconnut que l'écrivain français l'avoit pris du *Rambler de Johnson* sans en prévenir. Désolé de ce plagiat, dont il se trouvoit involontairement coupable, Murphy alla trouver Johnson et lui fit son apologie. Ce dernier prit la chose de très-bonne grâce, et il commença dès lors entr'eux une liaison qui a subsisté jusqu'à la mort de Johnson.

Au commencement du règne actuel, Murphy employa sa plume à justifier l'administration de lord Bute; et quoique ses défenses fussent foibles, en comparaison des attaques de l'opposition, il en a été généreusement récompensé.

Il étoit, à cette époque, en relations intimes avec M. Wilkes, et quoiqu'ils se livrassent l'un contre l'autre, à coups de plume, une guerre terrible, le premier, dans l'*Auditeur*, et le second, dans le

North Briton, ils furent long-temps sans connoître réciproquement la main d'où partoient ces coups. Lorsqu'enfin le secret fut découvert, les partisans de Wilkes formèrent la résolution de faire cabale contre toutes les pièces que M. Murphy donneroit au théâtre. En conséquence, lorsque l'on vint à représenter sa comédie intitulée : *Ce qui doit nous arriver à tous*, la pièce fut sifflée, quoiqu'elle ne présentât aucune allusion politique. Quelques années après, l'auteur la fit reparoître sous le titre de *Trois Semaines après le mariage*, alors elle fut reçue avec des applaudissemens universels, et elle a continué depuis d'être en possession de la faveur du public.

Murphy se plaignit à Wilkes de la conduite de ses amis, et l'écrivain patriote non-seulement désavoua d'y avoir eu aucune part, mais promit que, s'il en trouvoit à l'avenir l'occasion, il se porteroit lui-même à la tête de son parti pour faire tête à la cabale.

Comme écrivain politique, M. Murphy ne s'est jamais élevé à un certain degré de

distinction; autrement nous supposons qu'il auroit obtenu ou de l'avancement ou une pension. La seule faveur qu'il ait reçue, est la place de commissaire des banqueroutes, qu'il occupa jusqu'à ce que lord Thurlow, ayant été fait chancelier, rendit cette place à son vieil ami.

Quoique assidu à fréquenter la société de Lincoln's Inn, et le cercle de Norfolk, il n'acquit jamais une grande expérience des débats, ni un crédit marqué sous le rapport des connoissances politiques. Mr. Erskine néanmoins, voulant lui donner quelque considération, déclara dans une assemblée publique, que la première fois qu'il avoit paru à la tribune, il étoit redevable, en grande partie, aux sages avis de M. Murphy, des succès qu'il avoit obtenus.

Comme littérateur, il s'est distingué particulièrement dans la poésie dramatique; et on peut dire de lui, ce qui est applicable à bien peu d'auteurs, qu'il a également réussi dans la farce, dans la comédie et dans la tragédie. Toutes ses

comédies décèlent une grande connoissance du monde, et une étude approfondie de l'homme, jointe à ce feu d'imagination nécessaire pour créer des situations plaisantes.

Dans ses tragédies, on remarque une heureuse peinture des mœurs et des caractères; un mélange intéressant d'héroïsme et de pathétique, un style aisé, élégant, et toujours adapté au sujet. Le succès de ses ouvrages a été tel que, quoique les recettes de l'ancien théâtre de Drurylane ne montassent jamais à plus de trois cents livres sterling par représentation, la seule comédie de la *Fille grecque* valut, à M. Murphy, huit cents livres sterling, et que celle intitulée: *le Moyen de le garder*, lui rapporta presque la même somme.

L'intimité de M. Murphy avec les premiers génies du siècle, contribua beaucoup à lui former le goût et à jeter sur ses productions cette élégance qui les distingue. De telles liaisons sont, pour un jeune écrivain, d'un avantage incalculable. Dans la société de Johnson et de Burke, un homme doué de quelque génie ne pou-

voit manquer de faire de rapides progrès. C'étoit même avoir déjà donné la preuve d'un grand mérite, que d'être en relation d'amitié avec ces deux personnages.

M. Murphy composa, en 1762, un *Essai sur la vie et le génie d'Henri Fielding*, qui a été mis à la tête de l'édition complète des œuvres de cet écrivain, et qui a valu à son auteur une somme d'argent considérable. Il se conduisit, dans cette circonstance, avec une délicatesse que peu de biographes peut-être seroient disposés à imiter. Sir John Fielding, et quelques autres personnes avoient remis dans ses mains, à titre de matériaux, une grande quantité de lettres et d'anecdotes. M. Murphy, en les examinant, trouva que leur publicité seroit très-amusante pour le public; mais qu'elles tendroient en même temps à ternir la mémoire de Fielding. En conséquence il les supprima; il en usa de même pour la vie de son ami Johnson, qui fut publiée en 1791, et dont il a retiré une très-forte rétribution.

Vers la même époque, parut sa traduc-

tion de *Tacite* en quatre volumes in-4°. Il y avoit plusieurs années qu'il travailloit à cet ouvrage; et on peut citer à cette occasion un trait qui lui fait beaucoup d'honneur. Peu de temps avant la publication de l'ouvrage, un grand seigneur, qui joue un rôle important sur le théâtre politique, lui fit dire qu'il désiroit que cette traduction lui fût dédiée. Mais Murphy avoit conçu précédemment la résolution d'en faire hommage à l'homme qu'il estimoit le plus, à l'immortel Burke; en conséquence il fit à l'amitié un noble sacrifice de l'intérêt. Sa dernière production dramatique est une tragédie intitulée *Arminius*, qui n'a jamais été représentée, et son dernier ouvrage biographique, une *Vie de Garrick*, en deux volumes in-8°., publiée en 1801.

M. Murphy a fait preuve de beaucoup de connoissances et de goût dans ses poëmes latins, particulièrement dans sa traduction du *Cimetière de Gray*.

M. Murphy réside habituellement à Brompton. Il est d'une société très-aimable; sa conversation fourmille d'anec-

dotes qu'il a du plaisir à raconter. Il est très-respectable par ses mœurs, et les premières personnes du royaume l'honorent de leur estime.

JERVIS,

COMTE DE SAINT-VINCENT.

Vincenti corona.

Le nom de Jervis est, sans contredit, le plus beau de ceux que le ciseau de l'artiste gravera sur le monument que la reconnoissance nationale se propose d'élever, pour immortaliser les grands et importans avantages que l'Angleterre a remportés sur mer dans la dernière guerre; car la victoire la plus glorieuse dont l'histoire moderne puisse faire mention, est celle d'où ce brave amiral a tiré le titre de sa dignité.

Quoiqu'âgé de soixante-cinq ans, le comte de Saint-Vincent conserve encore toute l'énergie de la jeunesse, tempérée cependant par la sagesse que donne une longue expérience. Il descend d'une ancienne et respectable famille du Staffordshire; il a eu pour père Swinfen Jervis Equyer, jurisconsulte, membre du conseil de l'amirauté, auditeur de l'hôpital de

Greenwich ; et pour mère, la sœur de sir Thomas Parker, chancelier de l'Echiquier.

Dès l'âge de dix ans, Jervis quitta le collége de Boston, où il faisoit ses études, pour entrer dans la marine. La place que son père occupoit à l'amirauté le décida sans doute à embrasser cette carrière.

Il fit ses premières armes sous le célèbre lord Hawke, et apprit de lui cette discipline exacte, et cette tactique savante, auxquelles il doit tous ses succès, et la marine anglaise toute sa gloire.

Un garde de la marine ne trouve presque jamais l'occasion de se distinguer ; il a assez fait, lorsque dans l'accomplissement de ses minutieux devoirs, il a mérité l'approbation de ses chefs. Cependant tous ceux qui ont connu Jervis dans un grade si peu relevé, conviennent qu'il s'y distingua par cette prompte obéissance qui est l'âme de la discipline militaire.

Après la paix de 1748, Jervis fut envoyé en France pour y acquérir ces dehors aimables, si nécessaires à un homme destiné à jouer un rôle dans le monde, et pour se perfectionner dans la connoissance

d'une langue qui est devenue une partie essentielle de l'éducation d'un homme de mer.

Il est inutile de parler des services qu'il a rendus à sa patrie en qualité de lieutenant de vaisseau, parce que ses dernières victoires jetent sur les premières actions de sa vie un éclat qui les efface toutes. Ainsi je passe sous silence des exploits qui suffiroient à la gloire d'un autre, mais qui ne sont rien pour la sienne. Je dirai seulement qu'en 1760, il fut promu au grade de capitaine de vaisseau, et qu'il servit quelque temps en cette qualité dans les Indes Occidentales.

Dans le mémorable combat qui eut lieu le 27 et le 28 juillet 1778, entre les escadres de France et d'Angleterre, Jervis commandoit le *Foudroyant*, qui se tint pendant toute l'action auprès de l'Amiral, et partagea les périls et la gloire de cette journée. Le témoignage suivant qu'il rendit peu de temps après, devant le conseil de guerre qui jugea l'amiral Keppel, donne la meilleure idée de la droiture de son caractère, et de la solidité de son jugement.

L'amiral lui adressa la parole : « Comme vous avez été près de moi pendant le combat, et par conséquent à portée d'observer ma conduite, je vous prie de déclarer à la cour, si vous croyez que je me sois rendu coupable de quelque négligence dans les journées du 27 et 28 juillet ? »

Monsieur, lui répondit Jervis, si ce n'est point m'écarter du respect qui vous est dû, je désire que cette question me soit faite par la cour.

La cour lui ayant donc fait la même question, Jervis s'exprima ainsi : « Ce n'est que depuis fort peu de temps que j'ai l'avantage de connoître l'amiral Keppel, et c'est la première fois que j'ai eu l'honneur de servir sous ses ordres. Mais je m'estime heureux de pouvoir déclarer à la cour, et au monde entier, qu'il a déployé dans la journée du 27 juillet, un talent et un courage qui seront toute ma vie le digne objet de mon admiration. »

L'instruction de cette affaire prouva jusqu'à l'évidence, que le Foudroyant, qui avoit gardé sa position depuis trois heures du soir jusqu'à quatre heures du matin,

avoit été fort maltraité dans le combat. Il avoit reçu plusieurs boulets dans son grand mât, et dans le mât de Misaine; le Beaupré avoit été entièrement coupé, et le mât d'Artimon mis hors de service; ses voiles avoient été déchirées, et les agrès emportés.

Dans cet état de délâbrement, le Foudroyant n'avoit pu donner la chasse à l'ennemi, mais il avoit soigneusement gardé sa position auprès du vaisseau amiral. Je soupirois après le retour du vent, disoit son brave commandant, parce que l'avantage du vent pouvoit seul me permettre de recommencer le combat.

Aux questions qu'on lui fit relativement à la position du vice-amiral de la division, Jervis répondit qu'ayant donné toute son attention aux manœuvres de l'amiral, il n'avoit pu observer ce qui s'étoit passé dans les autres divisions.

Lorsqu'on lui objecta que sa déclaration étoit contredite par le journal de l'escadre, il n'en parut pas déconcerté; il répondit qu'il n'apportoit en témoignage que ses propres observations qu'il affirmoit uni-

quement ce qu'il avoit vu par lui-même, et non point ce qu'il ne connoissoit que par le journal de l'escadre.

En un mot, Jervis prouva dans cette occasion qu'il avoit une présence d'esprit, et une fermeté d'âme, égales à son grand courage.

Mais il est temps de parler de la prise du *Pégase*, événement que l'amiral Barrington regardoit comme l'une des plus brillantes actions de la guerre d'Amérique, et qui est la preuve de cette heureuse valeur qui forme le trait caractéristique du personnage dont nous esquissons le portrait.

Au mois d'avril 1782, l'amiral Barington fit voile pour le golfe de Biscaye avec douze vaisseaux de ligne. A la hauteur d'Ushaut, M. Bridge, capitaine de *l'Artois*, signala une flotte française. L'amiral ayant en conséquence ordonné une chasse générale, l'escadre arrive à trois heures du soir en vue de l'ennemi. Dans cette manœuvre, Jervis qui montoit le *Fondroyant*, devança tellement les autres vaisseaux, qu'à l'entrée de la nuit il se trouva très-éloigné de l'es-

cadre, et très-près de l'ennemi, qu'il poursuivoit sans relâche. La flotte française, composée de dix huit vaisseaux, étoit destinée pour les Indes orientales, où elle portoit des provisions de guerre et de bouche, et un nombre considérable de troupes de renfort. Elle étoit sortie de Brest le jour précédent, escortée du *Protecteur* et du *Pégase*, l'un et l'autre de soixante-quatorze canons, de l'*Actionnaire*, armé en flûte, et d'une frégate. Le *Foudroyant* serroit ces vaisseaux de si près, que ceux-ci virent qu'ils ne pourroient échapper sans combattre; en conséquence après avoir donné au convoi le signal de se disperser, le *Protecteur* et le *Pégase* convinrent que le premier, étant chargé d'une somme d'argent considérable, prendroit le large, et que le second s'exposeroit seul au hasard du combat. En effet, à une heure du matin, le *Foudroyant* attaqua le *Pégase*, qui étoit commandé par le chevalier de Sillans. L'action fut courte, mais extrêmement vive. Jervis après avoir canonné le vaisseau pendant une demi-heure, l'aborda et le força de se rendre.

Toutes les circonstances de ce combat sont autant de preuves de la supériorité des Anglais dans la marine. Le *Pégase* avoit perdu quatre-vingt hommes; le corps du bâtiment, les agrès et les mâts, avoient beaucoup souffert; le dommage étoit même plus grand qu'il n'auroit dû l'être, après un combat si court. Le *Foudroyant*, au contraire, n'avoit point de mal; il n'avoit perdu aucun homme: Jervis, qui avoit reçu un éclat de bois à la tempe, étoit le seul qui eût été blessé dangereusement. La mer étoit si agitée, que le vainqueur vit couler bas deux chaloupes avant de pouvoir mettre quatre-vingts hommes à bord de la prise. Cette opération étoit à peine achevée, que le *Foudroyant* se vit séparé du *Pégase* par le gros temps, et le perdit de vue; mais la *Reine Charlotte*, qui arriva sur ces entrefaites, en prit possession, et en assura heureusement la conquête. En récompense d'un si bel exploit, le capitaine Jervis reçut le collier de l'ordre des chevaliers du Bain, et épousa peu de temps après sa cousine miss Parker, fille de sir Thomas Parker.

En 1787, Jervis fut élevé au grade de contre amiral. En 1790, il se rangea sous les drapeaux de l'opposition; mais dès que la guerre eut éclaté, il se crut appelé par la voix de l'honneur à défendre sa patrie. Il offrit ses services à l'administration, qui les accepta d'autant plus volontiers qu'elle en connoissoit tout le prix. En conséquence, on lui donna le commandement de l'escadre destinée à seconder sir Charles Grey, dans l'attaque des colonies françaises en Amérique. Les deux généraux conduisirent cette périlleuse entreprise avec le plus grand courage et l'intelligence la plus parfaite; car dès le 16 mars 1794, ils se rendirent maîtres de la Martinique, et dix jours après ils assurèrent la conquête de cette île, par la prise du fort Bourbon et du fort Royal qui la défendoient. Ils envoyèrent en Angleterre sept drapeaux qui furent présentés à sa majesté. Les deux partis firent des prodiges de valeur. Sir Charles Grey rendit un éclatant témoignage de la bravoure des Français. « En entrant au fort Bourbon, dit sir Charles, nous vîmes partout la preuve de la belle défense du général

Rochambeau et de sa garnison; car à peine y avoit-il un pouce de terre qui n'eût été sillonné par nos boulets. » Les autres colonies françaises éprouvèrent bientôt le sort de la Martinique; mais les maladies et le défaut de renfort obligèrent les Anglais de les abandonner.

Le comte de Saint-Vincent, qui avoit été attaqué de la fièvre jaune, revint de cette expédition avec une santé très-affoiblie; mais l'énergie de son âme triompha de la foiblesse de son corps; le repos et l'inaction lui devinrent insupportables: aussi, à peine fut-il rétabli, qu'il prit le commandement des forces britanniques dans la Méditerranée, et bientôt il bloqua l'escadre espagnole, bombarda Cadix, et assura, par cette manœuvre, le repos de l'Italie. Le roi fut si satisfait des services qu'il rendit dans cette campagne, qu'il voulut l'élever à la pairie; il venoit de donner l'ordre d'expédier des lettres patentes à cet effet, lorsqu'on reçut à Londres la nouvelle de la glorieuse victoire que l'amiral Jervis avoit remportée sur l'escadre espagnole.

Avant d'entrer dans les détails de ce mémorable combat, il est nécessaire de faire voir quelle étoit, à cette époque, la situation de la Grande-Bretagne, afin de mettre le lecteur en état de mieux apprécier les services du comte de Saint-Vincent.

Pendant l'année 1797, la guerre survenue entre la France et la Grande-Bretagne s'étoit bornée à des expéditions navales, dans lesquelles les Anglais avoient déployé une adresse et une activité étonnantes, et avoient remporté une suite d'éclatantes victoires qui leur avoient inspiré le plus grand enthousiasme. Mais, d'un autre côté, les ennemis de l'Angleterre s'étoient singulièrement multipliés. La Hollande venoit d'être conquise, et l'Espagne entraînée par l'ascendant de la grande nation, abandonna la coalition, et se rangea du parti de nos ennemis, de sorte que les flottes combinées des Français, des Espagnols et des Hollandais se préparèrent à agir contre nous.

A cette époque, la conspiration qui se tramoit depuis long-temps en Irlande, commença à prendre le caractère d'une

révolte ouverte. Les auteurs de ces troubles se reposant sur la protection de la France, qui disposoit d'une force navale à laquelle rien ne sembloit devoir résister, sortirent tout à coup des ténèbres, et se montrèrent partout en armes. La consternation étoit générale en Angleterre; il ne falloit rien moins qu'un effort presque miraculeux pour relever le courage des Anglais.

Pour comble de malheur, l'Angleterre de toutes parts ménacée d'une invasion, se vit un moment sur le point de perdre les seuls boulevards qu'elle pût opposer à l'ennemi. L'esprit de révolte avoit gagné l'escadre, et les mutins étoient venus à bout de s'en emparer. Il n'y avoit qu'un moyen de conjurer l'orage prêt à crever sur l'Angleterre, c'étoit de bloquer l'ennemi dans ses ports, afin de l'empêcher de réunir ses forces. Mais l'escadre anglaise étoit si foible, qu'on ne croyoit pas qu'il fût possible d'empêcher la réunion des flottes combinées, encore moins de tenter le hasard d'un combat. Ces obstacles ne furent pas capables d'arrêter l'intrépide Jervis. Il n'eut pas plutôt vu l'escadre espa-

gnole s'avancer à pleines voiles, qu'il résolut de l'attaquer. Il exécuta ce projet avec tout le succès qu'on pouvoit désirer, et se couvrit de gloire lui et sa nation.

L'amiral espagnol, se confiant dans la supériorité de ses forces, avoit mis à la voile par un temps favorable. L'amiral anglais ayant appris qu'il étoit en mer, appela tous les capitaines à son bord, leur fit part de son plan d'attaque, et leur donna tous les ordres nécessaires pour n'être pas obligé de multiplier les signaux pendant l'action. Lord Nelson adopta cette méthode qui contribua singulièrement à inquiéter l'ennemi. Ainsi c'est à la tactique du lord Saint-Vincent qu'on peut en quelque sorte attribuer la glorieuse victoire remportée peu de temps après à Aboukir.

L'escadre espagnole, commandée par don Juan de Cordova, étoit composée de vingt-sept vaisseaux de ligne, et celle des Anglais, de quinze vaisseaux de ligne, quatre frégates, un cutter et une corvette. Ce fut le 11 février que la *Minerve*, frégate anglaise, signala l'ennemi. Dans la nuit du 13 du même mois, les deux flottes

se trouvèrent si près l'une de l'autre, qu'elles entendoient mutuellement leurs signaux; le 14, à la pointe du jour, elles firent leurs dispositions pour le combat; et à dix heures du matin elles se trouvèrent entièrement en vue l'une de l'autre. L'amiral anglais ayant observé que plusieurs vaisseaux espagnols étoient séparés du corps de bataille, conçut à l'instant le dessein de les couper avant qu'ils pussent recevoir du secours. Il donna le signal; l'escadre anglaise se mit en mouvement, et en fort peu de temps l'escadre espagnole se trouva coupée, de manière que le corps de bataille fut réduit à dix-huit vaisseaux de ligne. L'amiral anglais s'attacha à combattre ce corps de bataille, qui avoit alors le vent contraire; à midi, il fit le signal de couper de nouveau la ligne de l'ennemi. L'amiral espagnol tenta de s'y opposer en se portant sur l'arrière-garde des Anglais, afin de rejoindre ses vaisseaux sous le vent; mais il fut arrêté dans sa marche par le commodore Nelson, qui tourna lui même l'arrière-garde de l'ennemi, et l'attaqua dans cette position. Il

montoit le *Capitaine* de soixante-quatorze pièces de canon, et malgré l'infériorité de ses forces, il osa se mesurer avec la *Santissima-Trinitada* qui en avoit cent trente-six, et qui étoit soutenu de deux autres vaisseaux ; mais le *Culloden* et le *Blenheim* vinrent bientôt au secours du *Capitaine*, et l'amiral Parker, qui arriva aussi avec sa division, empêcha l'amiral Cordova de rejoindre ses vaisseaux sous le vent. Les Espagnols voyant la bataille perdue, commencèrent à prendre la fuite dans le plus grand désordre. L'amiral Jervis les poursuivit avec sa division composée de sept vaisseaux. Dans cette nouvelle attaque, le capitaine Collingword, qui montoit *l'Excellent*, se porta par son ordre entre deux vaisseaux ennemis, et fit un feu si vif sur le *Saint-Isidore* qu'il le força de se rendre. Au même instant *le Capitaine* s'empara *du Saint-Nicolas*, et le commodore Nelson aborda *le Saint-Joseph*, enfin *le Sauveur du monde* fut conquis par *la Victoire*.

Les Anglais n'eurent que trois cents hommes, tant tués que blessés. La perte des Espagnols fut très-considérable, si-

l'on en juge par celle qu'éprouvèrent les quatre vaisseaux capturés ; car on n'y compta pas moins de six cent quatre-vingt-treize hommes tués, ou mis hors de combat. Le reste de la flotte se réfugia dans la rade de Cadix ; sir John Jervis entra triomphant dans le Tage avec son escadre et ses prises, au milieu des acclamations du peuple, et mit à terre trois mille deux cents prisonniers.

C'est ainsi que furent heureusement prévenus les pernicieux desseins de l'ennemi, qui ne cherchoit à réunir des forces si considérables, que pour opérer plus facilement une descente en Angleterre ou en Irlande. Si l'amiral Jervis avoit succombé dans un combat si inégal, la France, l'Espagne et la Hollande, auroient réuni leurs escadres sans obstacles, et seroient venues fondre avec quatre-vingts vaisseaux de ligne sur l'Angleterre, ou sur l'Irlande, qui seroient probablement devenues leur proie.

La nouvelle de cette victoire dissipa tout à coup la consternation générale, et fut reçue avec ces témoignages touchans de

reconnoissance que les Anglais aiment à prodiguer à leurs braves défenseurs. L'amiral Jervis reçut les remercîmens des deux chambres, et fut honoré du titre de baron de Meaford, lieu de sa naissance, et de lord Saint-Vincent, parce que le cap de ce nom avoit été le théâtre de son triomphe. Il reçut aussi une médaille d'or, et une pension annuelle de trois mille livres sterling.

Ceux qui font dépendre l'éclat d'une victoire du nombre des vaisseaux pris à l'ennemi, pourront sans doute en citer de plus brillante que celle dont il est question ; mais aussi ils conviendront que c'est la première fois qu'on a vu une escadre de quinze vaisseaux, en vaincre une de vingt-sept, et parmi lesquels il y en avoit un à quatre ponts, et monté de cent trente-six pièces de canon.

Lorsqu'on fit dans la chambre haute la motion de voter des remercîmens à lord Saint-Vincent, le duc de Bedford proposa de donner une qualification nouvelle à une victoire qui différoit de toutes les autres. Son altesse royale, le duc de Clarence,

appuya cet amendement; après avoir parlé avec éloge de la discipline que l'amiral Jervis faisoit régner sur ses vaisseaux, elle ajouta : « Sans vouloir offenser personne, je n'hésite pas de dire que sir John Jervis, est le meilleur officier de sa majesté. » Le duc de Clarence a servi quelque temps sous les ordres de l'amiral Jervis, il s'est formé sous les yeux d'un si grand maître, et je ne doute pas, que s'il en trouve l'occasion, il ne marche sur ses nobles traces, et n'égale la gloire des marins les plus renommés.

Lord Saint-Vincent a été deux fois nommé représentant du grand Yarmouth. Aussi par son attachement pour ce bourg, il auroit désiré prendre le titre de comte d'Yarmouth; mais lorsqu'il apprit qu'on lui avoit donné celui de comte de Saint-Vincent, il en fut très-satisfait. « Je me tiens honoré, dit-il, de porter un titre qui appartient aux officiers et aux soldats de mon escadre(1). »

---

(1) Ce mot en rappelle un autre de M. d'Orvilliers,

Lord Saint-Vincent s'est toujours rangé du parti de l'ancienne opposition; car tout en se dévouant comme il a fait, au service de sa patrie, il s'élevoit avec la plus grande force contre les partisans de la dernière guerre, qui a été si coûteuse et si sanglante. Lorsque milord Spencer se démit de la place de président de l'amirauté, le comte de Saint-Vincent fut nommé pour lui succéder. Il remplit aujourd'hui ce poste éminent à la satisfaction de la nation entière. Quoique d'une foible santé, il conserve toute la force et la vigueur de son âme; il apporte toujours dans les fonctions de sa place, le même zèle et la même assiduité.

---

qui, en recevant le cordon rouge que la cour lui envoyoit, se tourna vers ses officiers, et leur dit: « Messieurs, cette marque d'honneur appartient à la » marine française, je suis seulement chargé de la » porter. » (*Note du traducteur.*)

Mr. SHERIDAN.

Richard Brinsley Shéridan est le troisième fils de Thomas Shéridan, qui s'est acquis une si grande réputation par ses écrits, et encore plus par les efforts qu'il a faits toute sa vie, pour perfectionner le système de l'éducation en Angleterre. La plupart de ses ouvrages traitent des élémens du langage, et de la manière d'instruire la jeunesse. Il a écrit aussi la vie de Swift, et corrigé quelques-unes de nos anciennes pièces de théâtre. Il étoit fils du docteur Thomas Shéridan, qui fut un théologien distingué, le plus habile instituteur de son temps, et l'intime ami du doyen de Saint-Patrick. Il mourut à Margate, en 1788.

Françoise Shéridan, mère de Richard Brinsley, étoit une femme non moins respectable par ses vertus, que célèbre par ses talens littéraires. Elle a composé Nourjahad, conte oriental, et un roman intitulé *Sydney Bidulph*, dans lequel la

morale la plus pure s'allie à l'intérêt le plus vif. Elle a donné au théâtre *la Découverte*, *la Dupe*, et *les Folies de Bath*. Elle mourut à Blois, en 1766. L'évêque de cette ville rendit à sa mémoire un témoignage touchant de respect et d'estime, en permettant à ses amis de déposer pendant la nuit, ses restes en terre sainte. Jamais peut-être, avant elle, aucun hérétique n'avoit obtenu en France la même faveur. On sait avec quelle amertume le poëte Young se plaint dans ses *Nuits* du traitement rigoureux qu'il éprouva dans cette contrée, à la mort de sa fille.

Richard Brinsley Shéridan, dont nous esquissons le portrait, naquit à Dublin, en 1741. A l'âge de sept ans, on le mit, ainsi que François Shéridan, son frère aîné, auteur de l'excellente histoire de la dernière révolution de Suède, sous la direction de M. Samuel Whyte, intime ami de leur père, et qui excelloit dans l'art difficile d'élever la jeunesse. Malgré les soins que l'on prit de leur éducation, ils ne donnèrent dans leur enfance aucune marque des talens qu'on les a vu déployer dans la suite.

Madame Shéridan, leur mère, écrivoit un jour à M. Whythe : « Ces enfans vous formeront à la patience ; ils ont singulièrement exercé la mienne, car je n'ai pas encore vu deux êtres plus complétement idiots. »

Après dix-huit mois de soins infructueux, M. Whythe prit le parti de renvoyer les jeunes Shéridan à leurs parens. Un an après Richard Brinsley entra au collége de Harrow. C'est là qu'il commença à développer le germe des talens. Il n'y fit pas d'abord de grands progrès : le docteur Sumner, qui dirigeoit cette école, uniquement occupé des enfans qui annonçoient d'heureuses dispositions, ne se donna pas la peine de cultiver l'esprit du jeune Shéridan. Ce fut le docteur Parr, sous-directeur de cette école, qui soupçonna le premier le génie de son élève, et le mit en œuvre.

Richard sortit enfin de cet état d'inertie dont ses parens ne cessoient de se plaindre. L'émulation eut plus de pouvoir sur lui que les remontrances et la crainte du châtiment. Il s'aperçut que la considération étoit le fruit de l'application et de l'étude.

Il enrichit sa mémoire par la lecture, et son jugement par la réflexion; et bientôt il acquit cette heureuse facilité, cette abondance inépuisable qui caractérise encore aujourd'hui son génie. Mais il avoit besoin d'être aiguillonné par l'envie de briller; dès qu'il cessoit d'être animé par ce mobile, il retomboit dans sa première indolence.

M. Shéridan fut tellement satisfait des progrès de son fils, qu'il ne crut pas nécessaire de l'envoyer à l'université. En conséquence, le jeune Richard entra bientôt comme élève à Middle-Temple. Depuis cette époque, jusqu'à son mariage avec miss Linley, sa vie est enveloppée d'une obscurité profonde. On sait seulement que dès l'âge de vingt ans il recherchoit la société des gens instruits, et donnoit souvent des preuves d'un génie peu commun. Son père ne pouvant fournir amplement à son entretien, il chercha des ressources dans ses talens littéraires. Il avoit lu avec l'attention la plus scrupuleuse les meilleurs écrivains de l'Angleterre, et s'étoit souvent exercé dans la compo-

sition; mais il falloit qu'il fût, comme Dryden, poussé par la nécessité, pour se résoudre à tirer de ses talens un avantage pécuniaire. Car, outre qu'il a toujours été le plus indolent des hommes, il avoit un souverain mépris pour ces écrivains mercenaires qui sacrifient leurs opinions à ceux qui les paient. Il conserva, dans ses écrits, l'indépendance de son caractère; mais il cacha soigneusement la part qu'il avoit aux productions éphémères du jour. Il tenta d'écrire pour le théâtre, qui lui présentoit plus de profit et plus de gloire; mais peu satisfait de ses essais en ce genre, il brûla un jour toutes ses pièces, et renonça dans un moment de désespoir à la carrière dramatique. On lui attribua une traduction en vers d'Aristenète; mais il n'eut presqu'aucune part à cet ouvrage.

L'amour, qui le domina bientôt tout entier, fit évanouir le projet qu'il avoit formé de se faire un nom dans la république des lettres. Il vit miss Linley, et conçut aussitôt pour elle la passion la plus violente; dès lors il ne songea plus qu'aux moyens de vaincre les obstacles qui s'op-

posoient à son bonheur. Esprit, grâces, beauté, miss Linley réunissoit dans sa personne tout ce qui peut captiver et plaire. Sa voix mélodieuse faisoit les délices du théâtre de Drury-Lane. On se rappelle encore avec plaisir la science, le goût et l'expression de son chant. Elle remuoit tous les cœurs à son gré, en sorte qu'il étoit impossible de résister au sentiment qu'elle vouloit faire naître.

M. Shéridan se mit donc au nombre des poursuivans de miss Linley. Il éprouva d'abord un refus désobligeant de la part du père de cette jeune actrice, M. Linley, si connu en Angleterre par sa musique ingénieuse. Après avoir levé cet obstacle, il lui fallut encore écarter une foule de rivaux qui lui fermoient le cœur de sa maîtresse; mais sa persévérance augmentoit avec les difficultés. Il exposa même deux fois sa vie pour repousser la calomnie qui s'attachoit aux pas de miss Linley. Il obtint à la fin le prix d'un si noble dévouement.

M. Matheus, jeune homme qui donnoit le ton à la société de Bath, avoit fait insérer dans le journal de cette ville un article

injurieux contre miss Linley. M. Shéridan, ayant forcé l'imprimeur de lui déclarer qui étoit l'auteur de cette pièce, se mit aussitôt à la poursuite de M. Matheus, qui étoit parti pour Londres. Il le rencontra à Covent-Garden, et l'obligea de mettre l'épée à la main. M. Shéridan étoit accompagné de Charles-François Shéridan, son frère, le même qui s'est acquis une si grande réputation par son histoire de la dernière révolution de Suède. Les deux adversaires se battirent avec le plus grand courage; mais M. Shéridan ayant eu le bonheur de désarmer son ennemi, le força de rétracter, par écrit, la calomnie qu'il avoit fait insérer dans le journal.

De retour à Bath, le vainqueur fit insérer dans le même journal l'écrit de M. Matheus, afin que la réparation fût aussi publique que l'injure l'avoit été. M. Matheus, irrité tout à la fois de sa défaite et de l'usage que son adversaire avoit fait de sa rétractation, revint à Bath dans le dessein de lui demander satisfaction. M. Shéridan auroit pu refuser le cartel, sans blesser le moins du monde les lois de l'honneur; mais il

n'écouta point les remontrances de ses amis, et se rendit sur le champ de bataille. La victoire fut disputée avec acharnement. Après une décharge de pistolets, les deux champions mirent l'épée à la main : blessés l'un et l'autre, il se saisirent au corps et se colletèrent long-temps avant qu'on pût les séparer.

Miss Linley ne tarda pas à récompenser M. Shéridan des dangers qu'il avoit courus pour sa défense; elle consentit à le suivre sur le continent où ils se marièrent. A leur retour en Angleterre, le mariage fut renouvelé et fortifié du consentement de M. Linley.

Mistriss Shéridan renonça dès ce moment au théâtre. Les rôles qu'elle jouoit furent confiés à sa sœur cadette, Marie Linley, qui est morte en chantant ces paroles : « Je sais que mon sauveur jouit encore du jour. » On lui fit des propositions avantageuses afin de l'engager à reparoître sur la scène ; mais M. Shéridan les rejeta toujours avec mépris. Il fut inébranlable dans cette résolution ; et quoiqu'il manquât souvent du nécessaire, il

aima mieux souffrir toutes les privations que de compromettre sa réputation. Le propriétaire du Panthéon lui ayant un jour offert de donner deux mille guinées à mistriss Shéridan pour douze représentations, il rejeta cette proposition avec indignation, malgré les vives instances de sa femme.

M. Shéridan se voyant sans fortune, fut obligé de s'occuper des moyens de fournir aux besoins de sa famille.

Nous avons déjà parlé de ses essais dramatiques, et du peu de cas qu'il en faisoit lui-même; aussi ne crut-il pas devoir débuter par-là. Ses charmantes épîtres à miss Linley, qu'il fit imprimer avec quelques autres fruits de sa plume, lui acquirent bientôt la réputation d'un poëte digne de chanter le sentiment et les Grâces. Ce premier succès l'encouragea à rechercher de nouveau les faveurs de Thalie. Il composa la comédie des *Rivaux*, qui fut jouée, en 1775, au théâtre de Covent-Garden. Les critiques éclairés regardèrent cette pièce comme un heureux début pour un auteur de vingt-cinq ans; mais le public ne confirma point ce jugement, et la pièce fut

retirée après la première représentation. On attribua sa chute à la manière froide dont M. Lée avoit joué le rôle de Lucius Otrigger; car, quoique cet acteur eût un talent très-distingué, il n'avoit pas bien saisi le ton et les manières de ce personnage. Quelque temps après la pièce reparut avec des changemens, et fut accueillie avec des applaudissemens extraordinaires.

M. Shéridan donna ensuite la *Fête de Saint-Patrick*, pièce bouffonne qu'il composa dans la vue de faire rire le public. Il la dédia par reconnoissance à M. Clinck, qui avoit joué avec le plus grand succès le rôle de Lucius Otrigger, à la place de M. Lée. La *Fête de Saint-Patrick*, composée en quarante-huit heures, fut jouée au bénéfice de M. Clinck, en 1775.

Au commencement de l'année suivante, M. Shéridan fit jouer la *Duenna*, ouvrage fort au-dessus de tous les opéras comiques applaudis à cette époque. La simplicité de l'intrigue, l'élégance et l'harmonie du style, ont assuré à cette pièce un triomphe éclatant et durable. Elle eut dans sa nouveauté soixante et quinze repré-

sentations, et le public la voit toujours avec plaisir.

M. Shéridan trouva dans le succès de ses ouvrages une source de gloire et de profit. Sa maison devint le rendez-vous des beaux esprits de la capitale, qui y étoient attirés par les charmes de la conversation, et par la voix enchanteresse de mistriss Shéridan.

En 1776, M. Garrick ayant résolu de renoncer à la direction du théâtre de Drury-Lane, M. Shéridan acheta l'action que ce grand acteur avoit à ce spectacle, trente mille livres sterling. Il songea dès lors à soutenir par ses talens, un théâtre au succès duquel il étoit personnellement intéressé. Il y donna, en 1777, le *Faux pas*, qui n'étoit autre chose que la rechute de Vanbrugh, à laquelle il avoit fait des changemens. Le dialogue en étoit plus piquant, et les incidens plus naturels et mieux amenés. Cependant cette pièce tomba à la première représentation, par la faute des acteurs, qui remplirent mal leur rôle. Mais dans les suivantes, elle reconquit entièrement la faveur du public.

Sur la fin de la même année, M. Shéridan fit jouer l'*Ecole du Scandale*, qui lui a mérité à juste titre une réputation supérieure à celle des auteurs dramatiques de son siècle, et qui a répandu, même dans l'étranger, un lustre sur l'état de la comédie en Angleterre. Une pièce de ce mérite, écrite par un jeune homme, fut reçue avec des applaudissemens universels. Les critiques du temps firent ressortir à l'envi toutes les beautés dont elle est remplie; quelques-uns même crurent y en voir qui n'y sont pas, ou que l'auteur n'y a jamais reconnues. Cette pièce excita dans le public un si grand enthousiasme, que le nom de Shéridan devint le synonyme de la perfection dramatique. Mais quoique la simplicité de l'intrigue, la peinture fidèle des mœurs, la vivacité du dialogue, et la beauté du style, fassent de cette comédie un véritable chef-d'œuvre, on doit cependant regretter que l'auteur ne se soit pas appliqué avec plus de soin à perfectionner le cœur, et à faire aimer la vertu. A la vérité il y expose le penchant que tous les hommes ont pour le scandale,

mais il rend cependant ridicule, et non point haïssable; il fait rire, mais il n'excite point l'exécration. L'hypocrite qui cache sa perfidie sous le masque de l'honneur, est puni, mais le châtiment n'est pas proportionné à l'offense, et l'horreur de sa conduite est affoiblie par l'excès de gaîté que le poëte a mis dans la satire. En un mot l'auteur s'y montre l'apologiste des mauvaises mœurs.

M. Shéridan semble avoir oublié que le véritable but de la comédie est encore moins de faire rire, que d'instruire et de corriger les hommes. On a remarqué avec raison qu'il a tracé le caractère de Joseph et de Charles, d'après le portrait que Fielding a fait de Blifil et de Tom Jones, et qu'il a emprunté le dégnisement de sir Olivier Surface, d'un roman de mistriss Shéridan. Au reste il n'a jamais jugé cette pièce digne de l'impression; il attribue le succès qu'elle a sur la scène, aux talens de miss Farren, et de mistriss King, Palmer et Smith.

L'École du scandale fut suivie du *Camp*, comédie mêlée de chant, qu'il composa

pour égayer le public. En 1787, il fit représenter la *Critique*, pièce composée sur le modèle de celle de Buckingham. Cet ouvrage eut un succès complet et mérité. Quoique ce sujet eut été supérieurement traité par son devancier, M. Shéridan créa des incidens si variés, et répandit avec tant d'esprit le sel de la satire, qu'on ne s'aperçut pas que sa pièce n'étoit qu'une imitation.

La mort du Roscius anglais, arrivée en 1779, fournit à M. Shéridan une nouvelle occasion d'exercer ses talens. Il composa en mémoire de Garrick un monologue qui fut récité sur le théâtre de Drury-Lane. Mais quoique ce morceau eut les couleurs qui convenoient au sujet, il ne produisit pas sur les auditeurs tout l'effet que l'auteur et ses amis en avoient espéré.

Quoique M. Shéridan retirât des sommes considérables de ses ouvrages, et de l'action qu'il avoit sur le théâtre de Drury-Lane, il ne pouvoit suffire aux besoins de sa maison. Il s'abandonnoit à des profusions désordonnées qui absorboient tous ses revenus. Les instances de M. Fox, dont il cultivoit l'amitié avec soin, le déterminèrent à

briguer une place de représentant dans la chambre des communes. Depuis longtemps il s'exerçoit dans l'art de la parole ; à l'exemple des anciens qui se proposoient des questions à résoudre, il discutoit les intérêts publics avec ses amis particuliers, afin de se rendre digne de les défendre un jour dans le parlement.

M. Shéridan avoit fait la connoissance d'un noble duc qui exerçoit alors une aussi grande influence dans le parti de l'opposition, qu'il en a aujourd'hui dans le ministère. Un ami commun sollicita ce seigneur de faire nommer M. Shéridan dans l'un des bourgs de sa dépendance ; mais cette tentative ne réussit pas, soit que le duc eût déjà complété sa liste, soit qu'il ne reconnût pas dans le poëte les talens d'un représentant.

Ce contre-temps ne découragea point M. Shéridan. L'élection de 1780, qui approchoit, ayant ranimé ses espérances, il résolut de briguer pour lui-même, et choisit la ville de Stafford pour le théâtre de son début dans la carrière politique. Des considérations puissantes semblent l'avoir

déterminé dans son choix : le bourg de Stafford n'avoit embrassé les intérêts d'aucun particulier; il n'étoit point dominé par l'influence de la Cour, et la corruption avoit toujours tenté en vain d'y anéantir la liberté des élections. Enfin le candidat le plus puissant étoit devenu odieux à la plupart des électeurs, à cause de la conduite qu'il avoit tenue dans le précédent parlement.

Tant d'heureuses circonstances, jointes à la protection du personnage le plus considérable de ce bourg, engagèrent M. Shéridan à se mettre au nombre des candidats. Il alla donc à Stafford, et fut d'abord satisfait de l'agréable perspective qui s'offrit à son ambition. Tout sembloit lui promettre un succès flatteur. Mais, quoique les électeurs montrassent un désintéressement parfait, il étoit cependant nécessaire de faire une certaine dépense qui, depuis long-temps, s'allie avec le système électif établi en Angleterre. Or, M. Shéridan étoit dépourvu de ressources pécuniaires; il ne tarda pas à se convaincre qu'à moins de mille livres sterlings, il ne pouvoit se flatter de réussir.

Il emprunta donc cette somme, et s'engagea de la rembourser avec le produit d'un nouvel opéra.

Voilà ce qu'il en coûta à M. Shéridan pour obtenir l'honneur d'entrer dans la chambre des communes, où il se montra bientôt l'un des plus fermes appuis de l'opposition. Il se contenta d'abord de voter en silence contre les projets du ministère, mais dans les clubs il déclamoit avec la plus grande force. Il fit servir sa plume au triomphe de l'opposition; il eut la principale part à la rédaction de l'englishman, qui n'étoit qu'une satire amère de l'administration de lord North. Aussi, lorsque le parti de lord Rockingham parvint au ministère en 1782, M. Shéridan vit ses efforts récompensés par la place de sous-secrétaire de M. Fox, qui obtint pour lui-même le département des affaires étrangères.

La mort du marquis de Rockingham, et l'élévation inespérée du comte de Shelburne à l'importante place de premier trésorier, ayant entièrement renversé les vues et la puissance de l'opposition, M. Shéridan déclara la guerre à la nouvelle adminis-

tration. On vit bientôt circuler dans le public le *Jésuite*, ouvrage périodique, à la rédaction duquel on croit que les membres les plus distingués de l'opposition contribuèrent. Un savant docteur devenu célèbre, moins encore pour ses talens, que par son attachement pour un homme de génie, dont le nom ne périra point, avoit fait insérer dans le *Jésuite* une violente diatribe dirigée contre un illustre personnage. Cet article attira l'attention du gouvernement, qui ordonna en conséquence de poursuivre juridiquement l'imprimeur.

Sur ces entrefaites, l'opposition ayant remporté une victoire décisive sur l'administration composée du parti de lord Shelburne, M. Shéridan parvint de nouveau au ministère en 1783, et fut nommé secrétaire du trésor. On croyoit que le *Jésuite* ne seroit pas attaqué par ceux dont il avoit défendu la cause; on se trompa. Les poursuites commencées sous le dernier ministère, après avoir été rallenties pendant quelque temps, furent reprises avec une nouvelle vigueur, lorsque M. Pitt, ayant succédé au duc de

Portland, fit une révolution dans les hommes et dans les choses.

Le procureur général fut obligé de continuer les poursuites; et M. Wilkie, imprimeur du *Jésuite*, ayant eu la générosité de ne point nommer les auteurs du pamphlet, fut condamné à un an d'emprisonnement. Le parti qu'il avoit servi ne récompensa un si noble dévouement que par l'ingratitude. Cet homme qui avoit eu le courage de s'exposer à une ruine entière, et d'encourir la honte d'un jugement pour sauver la réputation de ceux qui l'avoient mis en œuvre, fut laissé dans le plus grand abandon; et, ce qu'on aura de la peine à croire, il ne fut pas même remboursé de ses frais. Il seroit injuste d'accuser M. Shéridan d'avoir pris part à une injustice si criante; son caractère connu le met à l'abri de tout soupçon à cet égard.

Nous n'examinerons point de quelle manière M. Shéridan s'acquitta de l'emploi de sous-secrétaire d'état et de secrétaire-adjoint du trésor. A peine garda-t-il un an ces deux places qui n'exigent que de l'attention, de la diligence et de l'exactitude;

qualités dont ses admirateurs les plus ardens ne le croient pas éminemment doué. Jusqu'en 1783, il ne joua dans la politique qu'un rôle très-subalterne. Mais à cette époque, l'irrésistible impulsion du génie le fit paroître avec avantage sur la scène, et le plaça, sinon au premier rang, du moins immédiatement après M. Fox et M. Burke.

On admira la logique vigoureuse et pressante avec laquelle il défendit le bill proposé par M. Fox, touchant la compagnie des Indes orientales. En 1785, il mêla le sel de l'enjouement à la force du raisonnement, dans les observations qu'il fit sur le bill des poudres demandé par M. Pitt. Le talent qu'il déploya la même année, dans l'examen des prétentions des Irlandais, acheva d'élever au plus haut degré sa réputation comme orateur. En appelant l'attention de la chambre sur la quatrième demande faite par les Irlandais, il prouva qu'il connoissoit parfaitement l'intérêt des deux royaumes, et étonna ses amis par la profondeur de ses recherches; aussi le regarda-t-on dès lors comme un

adversaire redoutable pour le ministre, et comme un des chefs les plus importans de l'opposition.

M. Shéridan, fils d'un comédien, auteur de plusieurs pièces de théâtre, et directeur d'un spectacle, éprouva d'abord bien des désagrémens dans la carrière de la politique; mais les préjugés les plus ridicules, qui étouffent si souvent la voix du génie, ne purent jamais intimider notre orateur: comme il avoit la conviction de sa supériorité, il alloit à son but sans daigner repousser les traits qu'on lui décochoit de toutes parts. Mais, lorsque ses adversaires venoient à bout de l'irriter par des personnalités offensantes, il les attaquoit avec courage, les châtioit avec le fouet de la satire, ou les livroit à la risée publique, avec une abondance de raillerie vraiment inimitable. M. Pitt fit une fois, en pleine chambre, des allusions déplacées sur le talent de M. Shéridan; au lieu de la dignité qui convient à un ministre, il montra en cette occasion la colère impuissante d'un enfant; mais il en fut sévèrement puni. Le châtiment produisit un effet salutaire;

car, depuis cette époque, M. Shéridan a complétement triomphé de tous les efforts que ses ennemis ont faits pour le dégrader à ses propres yeux.

Le procès de M. Hastings lui fournit une belle occasion de déployer toutes les richesses de l'éloquence. En 1787, il prononça sur cette importante affaire un discours que l'on regarde comme l'un des plus beaux que le parlement d'Angleterre ait encore entendus; il captiva l'attention de la chambre pendant plus de cinq heures, fixa les esprits indécis et flottans, et attira même dans son opinion bien des gens qui, dans toute autre circonstance, se seroient montrés ses ennemis.

Ce succès inspira à M. Shéridan un nouveau courage. Il se livra au travail avec une assiduité infatigable, afin de soutenir la réputation brillante qu'il s'étoit faite, et se prépara sans relâche à poursuivre M. Hasting devant le tribunal suprême de la nation.

Il donna des preuves d'un esprit profond et lumineux dans le cours de l'interrogatoire de M. Middleton. Lorsqu'on traita l'affaire

des princesses d'Oude, injustement emprisonnées et dépouillées de leurs biens, il parla avec une supériorité de génie que ses collègues ne purent égaler. Il parut s'élever à la hauteur et à la dignité de son sujet ; il l'envisagea sous ses différens points de vue avec une sagacité rare, et l'embellit des plus nobles épanchemens de l'éloquence.

Animo vidit, ingenio complexus est, eloquentiâ ornavit.

Ce discours, quelqu'admirable qu'il fût en lui-même, dut à la grandeur des circonstances une célébrité que l'on aura peine à croire. Il fixa l'attention de la cour, et excita l'admiration universelle pendant plusieurs heures. Mais pour s'en former une juste idée, il faudroit avoir entendu Mr. Shéridan lui-même. Nous ne pouvons que répéter à ceux qui n'ont pu juger de la justesse, de la force et de la chaleur de son élocution, ce qu'Eschines disoit au peuple de Rhodes, en parlant de Démosthène : « Quels applaudissemens ne lui auriez-vous donc pas donnés, si vous

eussiez eu le bonheur de l'entendre ! » Il seroit difficile de choisir entre les beautés qui brillent dans ce discours. L'intelligence que l'orateur mit dans l'arrangement de ses preuves, l'art avec lequel il vint au-devant des objections, l'imposante majesté de son style sont également dignes des plus grands éloges. Il réunit dans ce morceau la clarté et la simplicité, l'abondance et le pathétique, la véhémence et la force. On n'y remarqua ni affectation, ni bel esprit, ni fausse sublimité. En l'entendant, on se sentoit tour à tour dominé par l'indignation et la pitié; enfin on crut presque voir renaître en Angleterre les prodiges de l'éloquence de la Grèce et de Rome.

Bientôt après cette brillante époque de la vie politique de M. Shéridan, survint l'affligeante maladie du roi qui obligea le parlement de discuter une question qui surpassoit, par son importance, toutes celles qu'on avoit agitées depuis la révolution de 1688. Le ministère et l'opposition différoient essentiellement quant aux moyens de suppléer sa majesté dans l'exercice de l'autorité royale. M. Shéridan se

mit à la tête du parti, qui vouloit donner la régence au prince de Galles, sans restrictions, et sans limites. Comme il jouissoit à Carleton-House de la faveur la plus distinguée, il s'éleva sur sa conduite des nuages qui n'ont jamais été entièrement dissipés. Le prince de Galles le consultoit assidûment; aussi croit-on généralement qu'il est l'auteur de la réponse noble, prudente et modérée que son altesse royale fit à la lettre de M. Pitt, touchant les droits et les limites de la régence.

Le zèle que M. Shéridan montra pour son illustre protecteur, est peut-être la seule preuve de légèreté qu'il ait donnée dans sa conduite politique. Aujourd'hui que la prévention et la haine sont oubliées, il est permis de douter, si M. Shéridan, et ceux qui, comme lui, s'étoient établis les défenseurs de la liberté publique, agirent conséquemment, lorsqu'ils s'opposèrent à la résolution suivante, qui fut proposée par M. Pitt, et adoptée par le parlement.

« Le comité pense, et arrête qu'il est du devoir des pairs spirituels et temporels, et des communes de la Grande-

Bretagne, présentement assemblés, et représentant légitimement, pleinement et librement le peuple de ce royaume, de pourvoir aux moyens de suppléer au défaut d'exercice de l'autorité royale, causé par l'indisposition de sa majesté, de telle manière que la nécessité l'exigera. »

M. Shéridan s'éleva contre cette proposition, et soutint que les deux chambres n'avoient pas le pouvoir de limiter l'autorité du régent, et que la nomination de l'héritier présomptif de la couronne étoit dans l'ordre constitutionnel. Mais cette doctrine ne sera jamais admise par les hommes sincèrement attachés à une constitution libre.

Pendant tout le temps où la providence se plut à appesantir sa main sur la personne de sa majesté, l'opposition fit jouer tous les ressorts de l'intrigue pour accroître ses forces. Il n'est pas d'artifices qu'elle n'employât, afin d'augmenter le nombre de ceux qui se prosternoient devant la nouvelle idole ; elle séduisit même des hommes qui avoient été honorés de la confiance et comblés des bienfaits de leur souverain.

Elle tint plusieurs assemblées particulières où se trouvèrent les plus chers favoris de l'infortuné monarque. M. Shéridan s'y montroit assidûment; et un illustre personnage, dirigé sans doute par des vues de bien public, encore plus que par son intérêt particulier, ne dédaigna pas d'y assister. Quoi qu'il en soit, le rétablissement inespéré de la santé du roi, fit heureusement rentrer dans le néant tous les projets, et imposa silence à toutes les ambitions.

Depuis cette époque, M. Shéridan fut toujours pour l'administration un adversaire redoutable, et après la retraite de M. Fox, il devint le chef de l'opposition. Il montra un ardent enthousiasme pour la révolution de France, et regarda la constitution que ce pays s'étoit donnée, comme le chef-d'œuvre de la sagesse humaine, comme le palladium du bonheur de tous les particuliers. Mais lorsqu'il vit les scènes sanglantes dont la France devint bientôt le théâtre, il témoigna la plus grande horreur pour des crimes si opposés à la liberté, au bonheur, et

aux principes qui avoient amené la révolution.

Il a toujours été le zélé partisan de la tolérance religieuse, de la liberté de la presse, et de la réforme parlementaire. Il a développé les connoissances les plus profondes, et une perspicacité rare dans l'examen de notre système financier, de nos relations politiques et commerciales avec l'Irlande, et surtout dans les discussions relatives à notre constitution. On l'a vu étouffer dans son cœur les haines et l'esprit de parti, toutes les fois que l'intérêt de l'État commandoit ce sacrifice; les Anglais se souviendront long-temps du courage qu'il a montré, lorsque l'escadre se révolta. Dans cette crise, qui pouvoit devenir si fatale, il dit en pleine chambre, que tous les membres du parlement, quoique divisés d'opinion, devoient se réunir autour du trône; que le moment étoit venu où le roi avoit le droit de sommer les citoyens de toutes les classes de voler au secours des lois, de concourir de toute leurs forces au maintien du gouvernement.

M. Shéridan a la voix forte et claire ; mais son débit est souvent précipité, et toujours dépourvu de grâces. Il n'a ni la noblesse de M. Pitt, ni la chaleur de M. Fox, mais il les égale en profondeur, et en facilité. Il possède à un degré éminent cette raillerie tout à la fois élégante et sévère, qui est appropriée à la tribune. Quoiqu'il soit très-sobre de figures et d'images, il a prouvé dans sa belle harangue contre M. Hastings, qu'il savoit s'en servir à propos.

Son penchant pour l'épigramme l'emporte souvent au delà des bornes ; et dégénère quelquefois en bouffonneries, et en trivialités indignes de trouver place dans une discussion oratoire. Après avoir ri un moment, on ne peut s'empêcher de blâmer l'orateur qui discute en badinant les intérêts de sa patrie. Par exemple, lorsque le ministère proposa de suspendre la loi d'*Habeas corpus*, et d'armer la nation entière, afin de prévenir le danger dont l'Angleterre étoit menacée, M. Shéridan parla *d'une armée de six hommes, commandée par un tailleur, campée dans un galetas, etc.*

Reconnoît-on dans ces paroles le langage de l'éloquence, et le ton d'un orateur parlant dans un sénat? Les règles du discours sont, comme celles du drame, fondées sur la convenance. Or, M. Shéridan a une connoissance parfaite des dernières.

Singula quæque locum teneant sortita decenter.
Hor.

Il règne dans les dernières harangues de M. Shéridan, une négligence qui est l'effet de l'indolence de son caractère. Le premier homme d'Etat de l'Angleterre a dit de lui : « J'admire M. Shéridan, mais je l'admirerois davantage, s'il déployoit ses talens dans tout leur jour. » Cette réflexion est parfaitement juste ; car lorsque M. Shéridan obtient de son parti un mot d'éloge, ou un léger sourire d'approbation, content de ce premier triomphe, il ne fait aucun effort pour en mériter un plus brillant. On diroit qu'il craint de flétrir sa gloire en tentant de l'augmenter.

Mistriss Shéridan mourut en 1792. Il a eu d'elle un fils, qui est doué des plus grands talens. En 1795, il épousa en

secondes nôces miss Oyle, dont il a aussi un fils.

Dans la société, M. Shéridan est un des hommes les plus aimables de l'Angleterre. Sa conversation abonde en comparaisons ingénieuses, en allusions plaisantes, en réparties vives et enjouées. Si le sujet en vaut la peine, il déploie tous les trésors de l'érudition avec une facilité et une clarté inimitable. Il surpasse peut-être tous ses contemporains dans la connoissance du cœur humain. Il fait une étude particulière du caractère, et des penchans de tous ceux avec qui il est en relation; et dans le commerce de la vie, il profite avec adresse de ses découvertes en ce genre.

Après avoir abandonné pendant vingt ans la carrière dramatique, M. Shéridan a reparu sur la scène en 1799, en la modeste qualité d'éditeur des œuvres de Kotzebue; mais en cela il semble avoir agi bien plus en directeur avide, qu'en auteur jaloux d'acquérir une réputation durable. Il a dégradé des talens supérieurs, en essayant ainsi de faire excuser l'invraisemblance, et même l'impossibilité des incidens, à la

faveur de quelques scènes de sensibilité, qui entraînent toujours le spectateur, et en palliant l'insuffisance des moyens, à l'aide d'une pompe extraordinaire, et d'une belle musique. Il n'y a que les besoins urgens des acteurs et du théâtre, qui puissent le justifier d'avoir prostitué sa muse.

M. Shéridan paroît avoir oublié qu'il est l'auteur de la *Critique;* car il a reproduit dans *Pizarre* tous les défauts si justement tournés en ridicule dans cette agréable production. La mort de Rolla semble être l'ouvrage de l'ingénieux M. Puff (1). En effet, ne rappele-t-elle pas les discours extravagans de ce personnage? « Admirez donc ma magnificence, mon combat, mon bruit, ma procession! Faire de rien une scène imposante, voilà la règle. — Une pièce de théâtre n'est pas l'imitation de ce qui se passe tous les jours dans le monde; elle doit représenter des événemens si étranges, qu'ils paroissent à peine pos-

(1) Personnage qui joue un rôle ridicule dans la *Critique.*

sibles. » C'est là précisément ce qu'a fait M. Shéridan. On ne devoit pas s'attendre que le public se souviendroit de la *Critique*, lorsque M. Shéridan l'oublioit complétement. Aussi la musique, la pompe et le bruit, étouffèrent-ils la voix de la raison. Ceux qui veulent de la sensibilité partout, durent être contens, car ils furent tourmentés jusqu'à l'excès; et malgré ses défauts, *Pizarre*, soutenu par la réputation de Kotzebue et de Shéridan, attira plus de spectateurs qu'on n'en vit jamais aux meilleures pièces.

Le discours que prononce Rolla, pour exciter les Péruviens à défendre leur patrie et leur roi contre une horde de conquérans féroces, fit la plus grande sensation. Ce morceau, qui est tout entier l'ouvrage de M. Shéridan, est plein de mouvement et de chaleur. On y retrouve cette belle et pathétique image d'une colombe déchirée par un vautour, que l'auteur avoit placée plus à propos dans sa harangue contre M. Hastings. Mais on ne peut lui disputer le droit de se copier lui-même.

M. Zotzebue possède le rare talent de peindre la passion, et de parler au cœur; mais il néglige la vraisemblance, qui est la source naturelle de tout intérêt dramatique. Un moment de réflexion suffit pour détruire le charme et l'illusion que le poëte veut faire naître.

M. Shéridan devroit être convaincu, que si la tragédie de *Pizarre* a obtenu quelques succès à Londres, elle le doit bien moins aux changemens qu'il lui a fait subir, qu'au nom de son auteur, aux talens des comédiens, au peintre, et au compositeur. Il faut le plaindre de s'être abaissé jusqu'au niveau de ces vils dramaturges, pour qui l'argent est tout, et la gloire n'est rien. Il faut espérer que s'il peut vaincre son indolence naturelle, il réparera cet oubli de lui-même par un ouvrage digne de son siècle et de sa renommée.

L'HONORABLE THOMAS ERSKINE.

THOMAS ERSKINE est le troisième fils du feu comte de Bucham. Il a deux frères, dont l'un est le comte actuel de ce nom, et l'autre occupe une place distinguée dans les tribunaux d'Écosse. L'histoire de sa jeunesse n'est pas bien connue. On sait seulement qu'il entra de bonne heure dans la marine, service pour lequel il avoit un penchant particulier.

Il s'embarqua avec feu sir John Lindsay, neveu du grand comte de Mansfield. Il n'obtint, dit-on, jamais le grade de lieutenant, mais il en remplit quelque temps les fonctions avec l'agrément du capitaine. On prétend que le peu d'espoir qu'il eut de parvenir promptement à ce grade, fut le motif qui l'engagea à quitter la marine. Après avoir servi en qualité de lieutenant, il ne voulut pas reparoître à la mer avec un grade inférieur.

Il quitta la marine en 1768, et entra en qualité d'enseigne dans le premier régiment d'infanterie. Quoique son goût l'ap-

pelât ailleurs, il fut obligé de prendre ce parti, parce que son père qui jouïssoit d'un revenu très borné, ne pouvoit lui fournir les moyens d'embrasser une profession savante. Il suivit son régiment à Minorque, où il resta trois ans.

Il se faisoit admirer de tout le monde par ses rares talens pour la conversation. M. Boswell, qui le rencontra un jour dans une société de Londres, parle dans les mémoires de Johnson, du plaisir avec lequel il avoit entendu un jeune officier, qui étoit M. Erskine lui-même, discourir sur une question intéressante, qui étoit alors le sujet de toutes les conversations.

Au bout de six ans, M. Erskine quitta le service, pour se livrer à l'étude des lois. En cela il ne fit que céder aux pressantes sollicitations de la comtesse de Bucham sa mère, femme d'un mérite accompli, qui connoissoit la capacité de son fils, et qui lui prédit les succès qu'il obtiendroit dans cette carrière.

Ce fut à l'âge de vingt-six ans que M. Erskine commença son cours de droit. Il nous reste un monument de ses pre-

mières études; c'est une thèse qu'il soutint à Cambridge, sur la révolution de 1688. On découvre aisément dans ce morceau le germe du grand talent qu'il a déployé depuis dans l'éloquence du barreau. Aussi lui décerna-t-on le premier prix; mais il le refusa, parce qu'il n'avoit soutenu cette thèse que pour se conformer aux usages de l'université.

M. Erskine consacroit à la poésie tous ses momens de loisir. On a publié naguère dans le *Monthly magazine*, une ode qu'il composa étant encore à l'université. Une circonstance assez plaisante lui suggéra l'idée de cette pièce. Il attendoit un jour son perruquier, pour se rendre à un dîner où il avoit été prié. Mais le coiffeur négligent ne parut point. M. Erskine prit aussitôt la plume, et exhalant sa colère contre les coiffeurs, il les accabla de malédictions, et leur prédit d'avance le triomphe des cheveux coupés, et des têtes sans poudre.

M. Erskine n'étoit entré à l'université que pour obtenir un grade qui devoit lui ouvrir en peu de temps la carrière du bar-

reau; car il étoit assez instruit pour acquérir par lui-même une connoissance profonde de la jurisprudence. Il avoit été élevé en Écosse, sous les yeux de son père qui étoit un des hommes les plus accomplis de son siècle, et qui avoit donné les plus grands soins à l'éducation de ses enfans. Il les avoit confiés de bonne heure à un instituteur éclairé qui ne les perdoit pas de vue.

M. Erskine allia l'étude des belles-lettres à celle des lois, et puisa dans la conversation des hommes les plus instruits ces connoissances étendues et variées, que l'on cherche vainement dans les livres, et dans le silence du cabinet. Lorsqu'il eut approfondi la théorie des lois, il voulut en acquérir la pratique; pour y parvenir, il entra, par le conseil de ses amis, dans l'étude de M. Buller, avocat célèbre, qui occupe aujourd'hui une place éminente dans la magistrature.

M. Erskine n'avoit alors qu'un revenu très-modique; il étoit marié depuis quatre ans, et se trouvoit réduit au plus étroit nécessaire. Il raconte lui-même ces par-

ticularités à ses amis, avec une ingénuité touchante.

Lorsque de l'état brillant dont il jouit aujourd'hui, M. Erskine porte ses regards sur les temps dont nous venons de parler, il éprouve sans doute une satisfaction particulière ; car il doit attribuer son élévation à son mérite personnel, bien plus qu'aux caprices et à la faveur de la fortune. Pendant qu'il luttoit ainsi avec le malheur, mistriss Erskine eut une conduite extrêmement louable. Elle accompagna son mari à Minorque, partageant sa mauvaise fortune avec une gaîté inaltérable ; et lorsqu'elle le vit engagé dans une carrière laborieuse, elle ne permit pas aux plaisirs les plus innocens de venir la distraire de ses devoirs d'épouse et de mère.

De l'étude de M. Buller, M. Erskine passa à celle de M. Word, où il resta un an, pendant lequel il suivit constamment les cours de justice. L'art de la plaidoirie, que l'on regarde assez souvent comme la partie mécanique de la profession des avocats, a acquis dans ces derniers temps plus d'importance qu'il n'en avoit autrefois.

La connoissance de cet art est absolument nécessaire à tous ceux qui se destinent à suivre la carrière du barreau. Il consiste dans une sorte d'exactitude analytique, qui demande un jugement sain, et une sagacité prompte à saisir une question sous son véritable point de vue, et à la présenter avec clarté et précision. Or personne ne connoît, et n'applique mieux que M. Erskine, les principes de cet art, que feu sir William définissoit avec raison *la logique des lois*.

Nous ignorons à quelle école notre avocat se forma à la déclamation. On a prétendu qu'il fréquentoit assidûment un club, où des jeunes-gens avoient coutume de se réunir, pour discuter entr'eux différentes questions de droit. Mais le style de M. Erskine semble démentir cette assertion. Le langage des sociétés de ce genre, ne ressemble en rien à l'éloquence de la tribune ou du barreau. Il se compose d'une foule de sentences décousues, que de jeunes déclamateurs débitent avec emphase, en présence d'un auditoire tumultueux, qui applaudit toujours l'orateur le plus bruyant.

Ce n'est point à cette école que l'on peut apprendre l'art de la parole. Je crois que le silence de l'étude et de la méditation est plus propre à former de véritables orateurs, que le tumulte inséparable des déclamations publiques. Celui-là ne sera jamais bon orateur, qui s'est accoutumé à un bavardage intarissable, qui ne respecte ni les règles ni l'harmonie du langage.

La réputation d'un avocat est ordinairement lente et tardive. M. Erskine est une exception à cette règle. Nous ne rechercherons pas combien de temps il resta muet, et confondu dans la foule des jeunes légistes qui aspirent au bonheur de faire briller leurs talens au barreau, à peu près comme les ombres se pressent sur les bords du Styx pour passer sur l'autre rive; mais, par une faveur singulière de la fortune, il trouva bientôt l'occasion de se distinguer devant le tribunal de Westminster.

Le capitaine Baillie ayant été accusé d'avoir publié un libelle contre lord Sandwich, qui lui avoit ôté la place de gouverneur de l'hôpital de Greenwich, le procureur général eut ordre de le poursuivre

juridiquement. M. Erskine débuta au barreau par la défense de l'accusé. Il s'étendit d'abord fort au long sur les services que le capitaine avoit rendus à l'Etat; il loua la fermeté avec laquelle il résistoit à l'intrigue qui avoit ourdi la persécution dirigée contre lui. Ensuite il accabla le noble comte de reproches si piquans, que lord Mansfield, président du tribunal, l'interrompit plusieurs fois; mais l'avocat ne diminua rien de la sévérité de sa censure. C'étoit un spectacle assez singulier, de voir un homme, jusqu'alors inconnu au barreau, se déchaîner avec force contre un personnage qui tenoit un rang distingué dans l'administration, et afficher un ton d'indépendance, lorsque tout sembloit lui commander une excessive réserve. Rien n'égale, en effet, la force des invectives qu'il adressa à lord Sandwich; mais, s'il faut ajouter foi à la renommée, elles étoient méritées. C'est de ce seigneur que le colonel Luttrel dit un jour dans la chambre des communes: *Sa conscience est tranquille au milieu du crime.*

Après avoir fait si heureusement l'essai

de ses talens en faveur du capitaine Baillie, M. Erskine se présenta à la barre de la chambre des communes, en qualité de conseil du libraire Carnau, qui avoit imprimé des almanachs malgré le privilége exclusif que lord North avoit fait accorder pour cet objet aux universités. Notre orateur eut l'avantage de triompher de tous les efforts de cet impérieux ministre.

Ces deux plaidoyers lui firent une si grande réputation, qu'il se vit bientôt environné d'une foule de clions. L'amiral Keppell ayant été vers ce temps-là traduit en jugement, lui confia le soin de le défendre; ce qui détermina son choix, c'est que M. Erskine joignoit à des talens distingués, la connoissance de la langue de la marine, qui étoit indispensable dans une cause de cette nature.

Les devoirs d'un défenseur auprès d'une cour martiale sont renfermés dans des limites très-étroites. Il ne lui est pas permis de questionner les témoins, mais seulement il peut suggérer à l'accusé la demande qu'il croit nécessaire de leur faire; il lui est également interdit de s'adresser aux juges. En

un mot, les services qu'il peut rendre se bornent à l'art qu'il met dans son plaidoyer, et aux observations qu'il fait sur les dépositions des témoins. Or, M. Erskine s'acquitta de ses fonctions avec tant de dextérité, qu'il prouva l'innocence de l'amiral par le seul examen des dépositions des officiers de son escadre, et avant même de prononcer le discours qu'il avoit composé pour sa défense. Il reçut mille guinées pour récompense de cet important service. La plus belle action de sa vie est sans doute d'avoir sauvé l'honneur d'un homme de bien; et, si les faveurs dont la fortune se plaît à le combler, n'effacent pas dans son esprit le souvenir du passé, il doit se rappeler avec plaisir un si noble triomphe.

Un événement mémorable, qui survint peu de temps après, lui fournit l'occasion de déployer tous ses talens. Je veux parler de l'émeute qui eut lieu en 1780. On se souvient encore de la consternation qu'elle causa dans le royaume, et du danger imminent qui menaça la capitale. Lorsque la tranquillité fut rétablie, la justice re-

chercha les auteurs des troubles. On sait que les soupçons les plus graves pesèrent sur la tête de lord George Gordon; il ne nous appartient point de juger s'il étoit innocent ou coupable. Nous ne nous écarterons pas du respect qui est dû à la décision des jurés; le moindre doute sur leurs lumières et leur droiture seroit un blasphême.

Quoi qu'il en soit, M. Erskine entreprit de défendre le noble lord, conjointement avec M. Kénion qui est aujourd'hui président du banc du roi. Spécialement chargé de détruire les accusations dirigées contre le noble lord, il s'en acquitta avec autant d'esprit que de jugement. Sa harangue brille de toutes les fleurs de l'éloquence; véhémente et rapide, elle a le style et le ton le plus propre à faire impression sur l'âme des juges. L'exorde est dans le goût des anciens qui, en commençant à parler, ne manquoient jamais de fixer l'attention du tribunal sur les difficultés et les périls de leur ministère. « Je me trouve, dit M. Erskine, dans une situation plus déplorable que le noble prisonnier. Il se

repose sur son innocence, et dans la ferme assurance qu'il n'a rien à craindre entre vos mains. Mais je parois devant vous, dépourvu de talens et d'expérience, presque étranger aux usages des tribunaux criminels, et succombant sous le poids de mon incapacité. »

L'examen des dépositions est peut-être la partie de l'art oratoire dans laquelle M. Erskine a déployé les plus grands talens. Il en falloit d'extraordinaires pour défendre lord Gordon qui étoit accusé par une foule de témoins. Après avoir établi, sur le célèbre édit d'Edouard III, et sur les meilleures autorités, les principes qui constituent le crime de haute-trahison, M. Erskine en fit une heureuse application aux charges dirigées contre l'accusé. En lisant sa harangue, on ne peut s'empêcher d'admirer la force de dialectique, l'éloquence et l'adresse avec lesquelles il fait ressortir la contradiction des nombreux témoignages qu'on lui oppose. « Grand Dieu ! s'écrie-t-il après les avoir combattus, il n'y a qu'un méchant homme qui puisse établir, sur de pareilles preuves,

l'existence d'un délit. » Cette exclamation passionnée, quoique justifiée par l'exemple de Cicéron, s'écarte du ton modéré que l'éloquence a chez les Anglais. La péroraison est très-pathétique; nous la regardons comme le chef-d'œuvre de M. Erskine. On n'y trouve pas, il est vrai, cette beauté de diction, et ces idées morales dont il a depuis orné ses harangues à l'imitation de M. Burke; mais ce morceau, considéré, relativement au but que se proposoit l'orateur, est la production la plus étonnante d'un beau génie.

Mais rien n'a contribué davantage à élever si haut la réputation de M. Erskine, que la manière dont il a plaidé les causes pour crime d'adultère. Il lui est souvent arrivé de défendre le plaignant, et en cela il avoit un grand avantage; car, outre l'attention qu'on ne manque jamais d'exciter, lorsqu'on poursuit le crime, tous les hommes se rallient naturellement autour de celui qui dénonce les audacieux qui portent le trouble dans les familles, et violent la sainteté du lit nuptial. Quelque alarmante que soit la multiplicité des délits

de ce genre, l'indignation publique et l'animadversion des tribunaux n'ont pas peu contribué à arrêter le torrent de la licence. L'orateur remplit un ministère sacré, lorsqu'il concourt à un si noble but. Il réveille tous les sentimens vertueux; à sa voix tous les cœurs honnêtes se liguent contre le crime qu'il attaque. Ceux qui ont entendu M. Erskine dans la cause mémorable de Sykes et de Parslow, n'oublieront jamais l'impression que son éloquence fit sur tous les assistans.

Cet habile orateur a quelquefois aussi embrassé la cause du défendeur dans les accusations d'adultère. On connoît son plaidoyer en faveur de Baldwin, contre Oliver; et celui qu'il a prononcé plus récemment, en faveur de sir Henri Vane Tempest. Les époux s'étoient, en quelque sorte, rendus complices de la prostitution de leurs femmes, en les abandonnant à elles-mêmes. En cette occasion, M. Erskine servit utilement la cause des mœurs, en dévouant à l'infamie les maris inconsidérés qui dégagent leurs femmes de toute contrainte, et leur

refusent toute protection. On se souviendra long-temps de sa harangue en faveur de Howard contre Bingham. Il y fait l'apologie la plus touchante d'une femme mariée contre le vœu de son cœur ; il y peint en termes pathétiques la cruauté d'un père qui, par des vues d'ambition, enchaîne une jeune et belle personne au sort d'un homme qu'elle n'aime pas, qui la force de se plier sous un joug qui lui répugne, et à des devoirs qu'elle ne connoît pas encore, ou qu'elle abhorre. Cette harangue n'est pas l'apologie du vice, mais l'excuse la plus éloquente de la faiblesse humaine.

M. Erskine a plaidé un si grand nombre de causes, qu'on ne doit pas être étonné que plusieurs de ses harangues se ressemblent. Il seroit injuste de croire que les ressources de son esprit sont épuisées. Ce retour perpétuel de mêmes idées, et de mêmes moyens, annonce bien moins la pauvreté, que l'abus des richesses; cette indigence, si toutefois c'en est une, est le fruit de la prodigalité. La plus parfaite des harangues de notre orateur est, sans con-

tredit celle qu'il prononça dans le jugement de Stockdale. Lorsque la chambre des communes publia les charges contre M. Hastings, un certain M. Logie, prêtre de l'église d'Ecosse, et très-dévoué au gouvernement, les réfuta avec tant de force, que la chambre traitant son livre de libelle, fit poursuivre criminellement le libraire Stockdale qui l'avoit imprimé.

La cause de l'accusé se trouvant ainsi naturellement liée à celle de M. Hastings, l'orateur saisit avec adresse une si belle occasion de défendre ce dernier. Il s'attache à montrer combien il est absurde qu'une puissance veuille punir les instrumens aveugles de sa tyrannie; combien il est ridicule qu'une nation, livrée à la rapine et au brigandage, prétende fixer à ses agens les bornes qu'ils ne dépasseront pas dans la carrière du crime. Il prouve que la rigueur et les actes d'autorité, dont on accusoit M. Hastings, étoient nécessaires pour maintenir sous le joug un grand empire. Ensuite, s'étendant avec chaleur sur les injustices que l'Angleterre exerce dans ses possessions indiennes, il s'écrie :

« Messieurs, je viens de vous peindre l'homme non point tel que les livres le représentent, mais tel que je l'ai vu dans des pays qui n'obéissent qu'à regret à notre autorité. J'ai vu un indigne chef de sauvages entouré de ses sujets : qui a élevé, disoit ce farouche dominateur des forêts aux Anglais qui venoient lui disputer son empire, qui a élevé ces montagnes sur leurs bases? Qui souffle les vents glacés de l'hiver et les brises rafraîchissantes de l'été? le même Être qui a fixé notre patrie sur cette côte, et la vôtre au delà des mers. »

Quoique cette prosopopée soit peut-être un ornement trop recherché pour l'éloquence anglaise, il est impossible de n'être pas frappé de sa beauté. Cette harangue seroit un chef-d'œuvre, si elle n'étoit pas surchargée d'épithètes, et si l'art ne se montroit pas trop à découvert.

En 1783, M. Erskine fut élu membre du parlement par le bourg royal (1) de Ports-

(1) On appelle *bourg royal* toute ville qui a le droit d'envoyer des députés au parlement.
(Note du traducteur.)

mouth ; honneur qu'il dut, sans doute, à la réputation, que lui avoit faite dans cette ville sa harangue en faveur de l'amiral Keppel. Il a montré dans cette nouvelle carrière un patriotisme ardent, et un attachement inébranlable aux principes qu'il avoit adoptés.

M. Erskine doit une grande partie de sa réputation aux nobles efforts qu'il a faits pour défendre le système du jugement par jury. La loi, telle qu'elle est maintenant expliquée par le célèbre bill de M. Fox, que M. Erskine appuya dans le parlement, après en avoir préparé les voies dans les tribunaux, est un beau monument de son patriotisme, et de son génie. Depuis long-temps un étrange paradoxe s'étoit glissé dans l'administration de la justice : le pouvoir du jury en matière de libelle étoit subordonné à l'interprétation arbitraire des juges, et n'exerçoit par conséquent aucune influence dans les jugemens. Plusieurs fois on s'étoit élevé dans les tribunaux contre cet abus ; plusieurs fois d'habiles jurisconsultes en avoient démontré le danger ; plusieurs fois les lettres

de Junius en avoient fait ressortir l'absurdité. Il étoit réservé à M. Erskine de présenter, dans la défense du doyen de Saint-Asaph, un éloquent résumé de tout ce qu'on avoit écrit sur cette importante matière. Il prouva, avec une force d'argumens irrésistible, que le jury devoit prononcer sur le droit, comme sur le fait. C'est d'après les principes établis dans cette harangue, que M. Fox proposa son immortel bill, qui fut, il est vrai, rejeté dans les deux chambres, mais qui, néanmoins, détermine aujourd'hui d'une manière claire et précise les droits, et les devoirs des jurés.

Dans le cours du procès du doyen de Saint-Asaph, le jury déclara que le délit de l'accusé se réduisoit uniquement à la publication. (*Guilty only of the fact of publishing.*) M. le Justice Buller, président du tribunal, observa aux jurés qu'il étoit impossible d'enrégistrer cette déclaration. M. Erskine insista pour qu'elle le fût. Le président s'y refusa, et M. Erskine ayant fait de nouvelles instances, il lui ordonna de s'asseoir, et le menaça de l'y forcer. « Milord, répondit l'orateur, je ne m'assoirai

pas; vous pouvez faire votre devoir, mais je ferai le mien. » Le président garda le silence. Il auroit mieux valu qu'il n'eût pas laissé échapper une menace qu'il ne vouloit, ou ne pouvoit pas exécuter. M. Erskine termina sa harangue par ces mots: « Remplir mon devoir, et en abandonner la conséquence à Dieu, voilà le premier conseil que j'ai reçu dans ma jeunesse; je le suivrai, j'espère, jusqu'à ma dernière heure. Loin de me repentir de l'avoir mis en pratique, je m'en félicite, puisqu'il m'a fait ce que je suis. Ce sera la première leçon que je donnerai à mes enfans. »

Le caractère indépendant de M. Erskine le fait choisir pour défenseur par ceux que le gouvernement accuse de sédition. Il seroit injuste d'en conclure, qu'il partage les opinions politiques des libellistes dont l'Angleterre abonde. Pour raisonner ainsi, il faut n'avoir aucune idée des devoirs qu'impose la profession d'avocat. Esclave du public, un avocat est obligé de prêter son appui à tous ceux qui l'implorent. Dans un pays libre, un accusé a le droit

d'être entendu avec impartialité, et jugé par les lois sous l'empire desquelles il vit. Imaginer qu'un avocat adopte la manière de penser de ses cliens, c'est vouloir priver l'innocent de toute protection, et de toute justice. Voilà quels ont toujours été les principes de M. Erskine; ni les cris de la calomnie, ni l'espérance de la faveur, ni la crainte de la disgrâce n'ont pu l'empêcher de les suivre. Sa défense de Thomas Payne lui fit perdre la place de procureur général du prince de Galles. Sans doute son altesse n'approuva qu'à regret cette mesure de rigueur. Il faut croire que son consentement lui fut arraché par des esprits étroits, qui ignoroient également quels sont les devoirs d'un avocat, et les droits des citoyens.

L'époque la plus brillante de la vie de M. Erskine, est la part qu'il prit à la défense des criminels d'Etat qui furent jugés en 1794. Les accusés eurent recours à lui; il plaida leurs causes avec un enthousiasme qui le rendit insensible aux fatigues d'un long procès. Il n'oublia rien de ce qui pouvoit éclairer les juges sur leur innocence, rien de ce qui pouvoit affoiblir la force des

preuves fournies par les gens du roi. Les débats durèrent plusieurs jours ; le public en attendit l'issue avec d'autant plus d'intérêt, qu'il espéroit que la mise hors de cour des accusés fortifieroit, et confirmeroit la liberté individuelle.

Une des dernières harangues de M. Erskine, est celle qu'il a prononcée en faveur du libraire qui avoit imprimé *l'Age de la raison* de Thomas Payne. Dans un siècle où l'on méprise tout ce qui tient au sentiment, il est beau de voir un homme de génie nous retracer avec sensibilité les bienfaits de la religion, et déployer tous les trésors de l'éloquence pour nous la faire aimer. Rien n'égale la force, la beauté et la touchante onction du discours que fit M. Erskine en cette occasion.

Ainsi, notre orateur a consacré toute sa vie à remplir les devoirs d'une profession honorable. Au milieu de la fureur des partis, on n'a jamais élevé le moindre doute sur ses talens. Dire qu'il est souvent inégal, c'est lui faire un reproche que méritent comme lui les poëtes, les orateurs et les philosophes de tous les pays et de tous les

temps. Pour le bien juger, il faut entendre son éloquente voix dans la chambre des communes, ou dans les tribunaux; il faut voir comment son esprit embrasse à la fois un nombre presque infini de questions, avec quelle facilité il glisse sur toutes sortes de sujets, et prend successivement tous les tons.

M. Erskine a huit enfans, quatre fils, et quatre filles. C est au milieu de cette nombreuse famille qu'il se délasse de ses importans travaux; car il consacre à l'amitié tous les momens qu'il dérobe aux affaires. Il est doué d'une vivacité extrême; et, par une singularité qui lui est commune avec plusieurs grands hommes, il est gai jusqu'à la puérilité.

Un homme qui consacre sa vie à secourir les malheureux, a nécessairement une belle âme; il doit être bon fils, bon père et bon époux. Nous ne nons étendrons pas davantage sur les vertus domestiques de M. Erskine. *Integritatem atque abstinentiam in tanto viro referre injuria virtutum fuerit.* (Tacit. Vie d'Agric.)

Le prince de Galles a donné naguère à

M. Erskine une preuve honorable de confiance, en l'élevant à la dignité de son chancelier, place qui étoit abolie depuis plusieurs années.

LORD HAWKESBURY.

L'HONORABLE Robert Banks Jenkinson, fils du comte de Liverpool, naquit le 7 juin 1770. Sa mère, qui étoit fille de M. Watts, gouverneur du Bengale, mourut quelques mois après lui avoir donné le jour.

Il fit ses premières études sous les yeux d'un habile maître, qui lui inspira le goût le plus vif pour les sciences. Le comte son père, qui connoissoit par lui-même l'excellence du système d'éducation adopté par le collége de *Chaster-House*, le mit à l'âge de treize ans dans cette maison. Il en sortit deux ans après, parfaitement instruit dans les langues de Rome et d'Athènes, et écrivant la sienne avec une élégance et une correction rares, même dans un âge plus avancé.

Peu de temps après, il entra au collége de Christ, à Oxford. Le comte de Liverpool satisfait des progrès de son fils, et voulant appeler son attention sur des objets plus importans, lui traça un plan d'étude propre à le rendre un jour capable de remplir les

plus grands emplois. Il lui donna un catalogue des meilleurs livres que l'on a composés sur les différentes branches de l'économie politique, et lui recommanda de consacrer à leur lecture tous les instans qu'il pourroit dérober aux exercices de l'université. Dirigé par les soins d'un père si éclairé, le jeune Jenkinson sortit du collége de Christ, plus instruit dans le commerce, les manufactures et les finances, que la plupart des professeurs sous lesquels il avoit étudié la morale, la philosophie naturelle et les mathématiques.

Il passa bientôt en France, où il fut témoin de la prise de la Bastille, et des événemens qui préludèrent à la révolution. Il s'appliqua à sonder le caractère et les vues, soit des personnages les plus influens de la cour de France, soit des hommes qui acquirent à cette époque une grande popularité. Les éclaircissemens qu'il fournit sur ce sujet au ministère anglais, donnèrent la plus haute idée de son esprit et de son discernement.

De retour en Angleterre, il fut élu (en 1790) membre du parlement, par le bourg

de Rye dans le comté de Sussex. Mais, comme il n'avoit pas encore atteint sa vingt-unième année, il fit un voyage sur le continent, et n'entra dans la chambre des communes qu'en 1791.

L'année suivante, le parti de l'opposition attaqua vivement le ministère, à l'occasion de l'armement dirigé contre la Russie, qui étoit alors en guerre ouverte avec la Porte. M. Whitbread, ennemi déclaré de l'administration, fit la motion suivante:

1°. La cession d'Ockzakow et de son district ne blesse pas l'intérêt politique et commercial de l'Angleterre, au point de rendre nécessaire une intervention armée entre la Russie et l'Empire ottoman.

2°. Les démarches que la Grande-Bretagne a faites, pour prévenir la cession de cette forteresse et de son district, ont été infructueuses.

3°. Les ministres de sa majesté, en ayant recours à une intervention armée pour forcer l'impératrice de Russie d'abandonner ses prétentions sur Ockzakow et son district, et en continuant un armement après

avoir renoncé au but pour lequel ils l'avoient levé, se sont rendus coupables d'un abus d'autorité d'autant plus funeste, qu'il a augmenté la dépense sans nécessité, et diminué l'influence de la Grande-Bretagne en Europe. »

M. Jenkinson, aujourd'hui lord Hawkesbury, fit dans ces débats l'essai de ses talens oratoires. Il s'éleva contre la motion de M. Whitbread avec une force de raisonnemens, et une facilité d'élocution qui annonçoient une connoissance profonde de l'état de la question, et qui firent juger qu'il seroit un jour un des orateurs les plus distingués du parlement. Il fixa l'attention de la chambre sur les dangers dont la puissance toujours croissante de la Russie menaçoit le royaume de Prusse, et prouva que la balance du pouvoir, si nécessaire au repos de l'Europe, avoit été détruite par ces révolutions inattendues, qui, renversant les projets de la sagesse humaine, font voir tous les jours l'inconvénient d'asseoir la politique sur des principes invariables.

En 1793, lord Hawkesbury fut nommé

l'un des commissaires chargés des affaires de l'Inde. L'activité avec laquelle il s'acquitta des devoirs de cette place, justifia la confiance du gouvernement. En 1794, le roi le nomma commandant de la cavalerie fencible des cinq ports, et lui donna le rang de colonel. En 1796, il fut élu, pour la seconde fois, membre du parlement par le bourg de Rye. Dans la même année, il fut nommé intendant de la monnoie, membre du conseil privé de sa majesté, et l'un des lords du comité du commerce et des colonies. Il a épousé une des filles du comte de Bristol, évêque de Derry en Irlande.

Lord Hawkesbury a l'esprit orné des connoissances les plus utiles. Il auroit pu cultiver avec succès la métaphysique et les sciences abstraites ; mais il a sagement préféré les théories, qui, étant fondées sur l'expérience, conduisent à des résultats certains.

Il est profondément versé dans la législation, le droit des gens, et les secrets de la diplomatie; mais il excelle surtout dans la connoissance du commerce et des manufactures.

Il tient un rang distingué parmi les orateurs du parlement. Ses harangues, il est vrai, n'ont pas ces traits brillans qui enlèvent, frappent et subjuguent les auditeurs; mais elles sont toujours nobles et concises. Son style clair et correct, est quelquefois véhément et animé. M. Hawkesbury n'a pas justifié sans doute la haute idée que sa première harangue avoit donnée de ses talens oratoires; mais on sait qu'il suffit d'un mot inconsidéré pour glacer la confiance de celui à qui il échappe, et pour arrêter l'essor le plus rapide.

La marche sur Paris, ces paroles échappées dans l'ivresse d'un moment de succès, couvrirent leur auteur de ridicule, après que la défaite eût détruit l'espoir de la conquête. Elles furent répétées avec ironie par l'opposition, et par les écrivains anti-ministériels; elles devinrent le sujet de mille plaisanteries dans les cafés et dans les lieux de rassemblement, où l'on en conservera sans doute le souvenir tant que lord Hawkesbury jouera un rôle dans les affaires publiques.

Le noble lord a, dans la vie privée, le

caractère le plus aimable. Son âme est ouverte à tous les sentimens généreux. C'est à son amitié que M. Canning est principalement redevable de la réputation dont il jouit dans le monde politique. M. Hawkesbury a admiré les talens de son ami, sans éprouver cette jalousie qui corrompt souvent les plus nobles penchans; et quoiqu'il le vît intimement lié avec un des chefs les plus distingués de l'opposition, il lui a procuré la protection du comte de Liverpool, qui n'a cessé depuis de s'intéresser en sa faveur.

Tout le monde sait que lord Hawkesbury a été chargé, par le nouveau ministère, de poser, avec M. Otto, les bases du traité qui vient de réconcilier deux nations puissantes, et de rendre la paix aux deux mondes.

LE DUC DE RICHMOND.

Le duc de Richmond naquit en 1735. Il hérita des biens et des titres de son père en 1750; et fut reçu à la chambre des pairs en 1756. Il s'attacha au parti whig, qui avoit alors pour chef le premier duc de Newcastle; mais il ne prit aucune part active aux contestations politiques qui signalèrent la fin du règne de Georges II.

Au commencement du règne actuel, il étoit colonel du 72e. régiment d'infanterie, et jouissoit déjà d'une grande réputation militaire. Il trouva à la bataille de Minden, où le prince Ferdinand de Brunswick fit le plus grand éloge de son courage, et de sa prudence.

Le duc de Richmond ne tarda pas à se déclarer contre l'administration de lord Bute. Il débuta, en 1763, dans la carrière politique, et se distingua dans la chambre haute par la hardiesse et la dignité avec lesquelles il attaqua les mesures de ce

ministre, et celles de Georges Grenville, son successeur. En 1765, le système tory ayant été renversé, les satellites de lord Bute cédèrent le champ de bataille au parti whig. Lord Rockingham, chef de cette faction, rappela bientôt l'acte du timbre, rétablit la tranquillité en Amérique, et remit en vigueur, du moins en apparence, les principes introduits par la révolution de 1688, principes qui, dans les règnes suivans, avoient élevé l'Angleterre au plus haut degré de richesse et de grandeur. Dans ce nouvel ordre de choses, le duc de Richmond obtint la place de secrétaire d'état, qu'il remplit avec autant de zèle que de talent.

Mais le ministère ne jouit pas longtemps de son autorité. En moins d'une année il fut remplacé par une administration composée de whigs et de torys. On soupçonna ces derniers de se laisser diriger secrètement par l'influence de lord Bute, qui jouissoit encore de la faveur du monarque, mais qui n'avoit pas le courage de s'avouer l'auteur des projets du gouvernement. Le duc de Grafton, après

avoir été pendant quelque temps le chef visible de la nouvelle administration, céda bientôt sa place à lord North, qui ne perdit sa popularité qu'après avoir attiré sur la Grande-Bretagne les armes de la France, de l'Espagne et de la Hollande, perdu l'Amérique, et doublé la dette nationale. Depuis l'an 1767 jusqu'en 1782, le duc de Richmond ne cessa de combattre avec force ces funestes projets qui entraînoient l'Angleterre à sa ruine. Il resta étroitement uni au parti Rockingham; mais dans son enthousiasme pour les principes de la liberté civile et politique, il laissa bien loin derrière lui tous les whigs. En 1781, il présenta au parlement un projet de représentation nationale, qui fut admiré de tous les bons esprits.

Il proposa, 1°. de faire chaque année l'élection des représentans du peuple, et d'étendre à tous les citoyens le droit de voter.

2°. De diviser le royaume de la Grande-Bretagne en cinq cents districts. Chaque district devoit avoir une égale population, et nommer un député.

3°. L'élection devoit s'opérer dans la durée d'un jour.

4°. Trois mois avant l'élection, les citoyens devoient se faire enregistrer dans leurs districts respectifs, avec leurs noms, leurs professions et leurs demeures.

5°. Ils devoient donner leurs votes dans l'église de leur paroisse, et en présence des marguilliers, qui seroient tenus de fermer le scrutin la veille de l'élection, au coucher du soleil, et le remettre au shériff du district. Celui-ci devoit en faire le relevé dans la huitaine, et présenter l'acte de sa nomination au citoyen qui auroit réuni la majorité des suffrages.

6°. Tout citoyen âgé de vingt-un ans, à l'exception des criminels et des insensés, avoit le droit de concourir par son suffrage à l'élection des représentans du peuple.

Le duc de Richmond étoit chef de la société constitutionnelle, membre des comités nommé par le comté de Sussex et la ville de Westminster, pour effectuer une réforme parlementaire; il fut aussi l'un des neuf délégués choisis par ces sociétés, pour aviser, avec les délégués des

autres comités, au moyen de réaliser cet utile projet.

L'assemblée des délégués nomma le duc de Richmond son président. Elle prit le titre de convention des délégués des différens comités formés pour opérer une réforme dans la représentation du peuple au parlement. Elle déploya le zèle le plus louable dans la poursuite de cet important objet.

La chute de lord North et la défaite du parti tory signalèrent l'année 1782. Le marquis de Rockingham, et les whigs étant de nouveau parvenus au ministère, le duc de Richmond fut nommé capitaine général de l'artillerie, et chevalier de l'ordre de la Jarretière. Mais la mort inopinée du premier ministre, qui arriva trois mois après, renversa les projets de l'administration. Le marquis de Lansdown ayant été nommé grand trésorier, tous les ministres du cabinet donnèrent leur démission, excepté les ducs de Grafton, de Richmond, et le général Conway.

Les whigs avoient pris auprès du peuple l'engagement d'effectuer la réforme du

parlement, et de conclure la paix avec l'Amérique. L'administration nouvelle promit en vain de marcher dans les mêmes principes, et de poursuivre les mêmes projets. La plus grande partie de la faction Rockingham, composée de MM. Fox, Burke, Shéridan, Whindam, des lords Fitzwilliam et Keppel, du duc de Portland, de la famille Cavendish et des chefs les plus importans, se ligua avec lord North et le ministère précédent; en sorte qu'ayant obtenu dans les deux chambres une majorité considérable, ils forcèrent bientôt le marquis de Lansdown à abandonner les rênes du gouvernement. Alors le duc de Richmond se mit à la tête de la nouvelle opposition avec le marquis de Lansdown, M. Pitt, le comte de Liverpool et M. Dundas. Cette coalition étoit formée de parties encore plus hétérogènes que la faction contraire. Néanmoins ce nouveau parti, qui avoit tout à la fois la faveur du peuple et de la cour, réussit, dans l'espace de dix mois, à s'emparer de la puissance et à la conserver. Le duc de Richmond exerça de nouveau la charge de grand-maître de l'artillerie.

Le nouveau ministère étoit si éloigné d'abandonner le grand projet de la réforme parlementaire, que M. Pitt la proposa trois années de suite à la chambre des communes. M. Dundas, lui-même, fut du petit nombre de ceux qui votèrent en sa favenr. Ceux qui ne sont pas bien instruits de nos affaires, doivent être étonnés qu'un projet soutenu dans le parlement par tous les efforts de l'éloquence et de l'autorité, et au dehors par le vœu ardent de toute la nation ; qu'un projet qui devoit mettre la plus grande harmonie parmi les citoyens, et leur faire adorer le gouvernement et la constitution, ait été proposé sans succès.

Lorsque le duc de Richmond présenta le bill de réforme à la chambre des pairs, il dit qu'il étoit convaincu par une expérience de vingt-six ans qu'une nouvelle organisation de la chambre des communes étoit le seul remède capable d'extirper la corruption qui, après avoir plongé la nation dans la pauvreté et le malheur, la menaçoit encore de la perte de sa liberté. Il ne cessa de se montrer le zélé partisan de cette

mensure jusqu'en 1784, époque où les comités des villes et des comtés cessèrent de s'assembler, et où la convention des délégués, présidée par le duc de Richmond, commença à se dissoudre insensiblement.

Tout le monde connoît les lettres du duc de Richmond aux volontaires d'Irlande. Son style est clair, mâle et plein de feu. On trouve peu d'hommes qui égalent le duc dans la science de la politique et du gouvernement. Son mérite militaire n'est pas si bien reconnu; on a tourné en ridicule son système de fortification. On lui a reproché sévèrement la versatilité de ses principes; mais la vérité nous oblige de dire, que ce reproche n'est pas mérité.

En 1795, le duc de Richmond se démit de la place de grand-maître de l'artillerie, et obtint le commandement du régiment des gardes à cheval. Il a depuis demandé et obtenu l'évêché de Chichester pour le docteur Bucknew, son chapelain et son ami. Il est lord-lieutenant, feld-maréchal et intendant de Chichester, colonel de la milice du comté de Sussex, et membre de la société royale.

Le duc de Richmond aime les lettres et les cultive; il a toujours été le protecteur des beaux-arts. Il vit aujourd'hui très-retiré à Goodwood, et paroît ne plus se soucier de jouer un rôle dans les affaires publiques. Il montre dans sa vie privée un caractère estimable; il est ami sincère, frère affectionné, bon parent, et surtout très-zélé pour les intérêts des différentes branches de sa maison.

LE MARQUIS DE LANSDOWN.

LA vie d'un homme d'Etat inspire toujours un grand intérêt. Elle renferme l'histoire de son temps; elle retrace les événemens auxquels il a eu la principale part. Mais les hommes que la nature a faits pour les postes éminens, ont rarement, comme le personnage dont il est ici question, ces qualités aimables qui embellissent leur vie privée, et donnent de l'éclat à leurs vertus publiques.

Le marquis de Lansdown, le plus grand homme d'Etat de son siècle, descend en droite ligne de la maison de Fitzgérald. Thomas Fitzmaurice, premier comte de Kerry, et rejeton d'une branche cadette de la maison de Leinster, épousa la fille de William Petty, ce célèbre professeur d'anatomie, qui fut l'un des fondateurs et des premiers membres de la Société royale.

John Fitzmaurice, second fils de Thomas, et père du marquis de Lansdown, fut créé comte de Shelburne, vicomte de

Fitzmaurice, baron de Dunkerton en Irlande, et baron de Wicombe en Angleterre, par George II, en 1753. Son fils, dont nous esquissons le portrait, fut créé marquis de Lansdown en 1782.

Le marquis de Lansdown, né la même année que George III, hérita en 1761 des titres de son père. Il obtint, très-jeune encore, une lieutenance dans les gardes du roi; et dans la guerre de sept ans, il servit, sous le duc de Brunswick, en qualité de volontaire. Nommé aide-de-camp de sa majesté, il parvint bientôt à tous les honneurs militaires; il fut major-général en 1763, lieutenant-général en 1772, et général en 1783.

Intimément lié dès sa jeunesse avec le comte de Chatam, il adopta les opinions politiques de ce grand homme. Il fut nommé premier lord du commerce et conseiller-privé le 16 avril 1762, le jour même où lord Bute céda le ministère à M. George Grenville.

Le 30 juillet 1766, il fut fait secrétaire d'Etat, à la place du duc de Richmond qui donna sa démission. Il joua dès lors

un rôle important dans le ministère. Le duc de Grafton étoit en apparence le chef de l'administration; mais lord Chatam, chancelier-privé, en étoit l'âme. Le respectable Camden étoit garde du grand sceau, le premier comte de Northington président du conseil-privé, et le marquis de Gramby avoit le commandement de l'armée. Jamais les rênes du gouvernement n'avoient été tenues par des mains plus fermes et plus habiles.

Mais les ministres étoient obligés de lutter contre le parti Rockingham dont ils avoient pris la place. Ce parti avoit acquis une grande popularité, en rappelant l'acte du timbre, en rétablissant l'harmonie entre les colonies d'Amérique, et la métropole, et en se montrant l'ennemi de la faveur, et de toute influence secrète. Or, comme on sait que M. Bute, en quittant le ministère en 1773, avoit exercé la plus grande influence sous celui de M. Grenville qui lui succéda, le public crut aussi qu'il dirigeoit secrètement la nouvelle administration. Cette opinion fut fatale aux ministres; car, quoiqu'ils affectassent beau-

coup d'indépendance, et la plus grande aversion pour les mesures et les projets du parti qu'on nommoit la faction écossaise, ils surent si mal attacher le parlement à leur cause, qu'il leur fut impossible de résister aux intrigues que les favoris faisoient jouer dans le cabinet, et à l'influence que le parti de Rockingham exerçoit dans la chambre des communes.

Si ces deux grands partis, dont l'un étoit dirigé par le marquis de Rockingham, et et l'autre par lord Chatam, avoient pu se liguer étroitement pour résister à la dangereuse faction qu'ils redoutoient, celle-ci n'auroit jamais triomphé; mais tous les efforts que les meilleurs patriotes tentèrent dans cette vue, n'eurent malheureusement aucun succès. Si cette ligue avoit existé, l'Angleterre n'auroit probablement pas à gémir aujourd'hui sur la perte de l'Amérique. Bien loin de croire le parlement en droit d'imposer des taxes aux colonies, le marquis de Rockingham, et lord Chatam ne cessèrent de combattre cette funeste prétention. Jamais il n'auroit éclaté de discussion entre la métropole et ses colonies,

sous des ministres qui avoient un respect presque superstitieux, pour les sages maximes de la politique, et qui ne croyoient pas avoir le droit de lever des taxes sur l'Amérique.

Mais, comme il fut impossible de réunir les chefs de ces partis, la nouvelle administration n'eut qu'une durée éphémère. Lord Chatam donna le premier sa démission, alléguant pour prétexte l'opposition que mettoit à ses projets une secrète influence cachée derrière le trône, et plus puissante que le roi lui-même. Lord Shelburne suivit bientôt son exemple, après avoir échoué dans le dessein de secourir les Corses qui combattoient vainement pour leur liberté, sous les ordres de Paoli. Le duc de Grafton, et le marquis de Gramby furent les seuls membres du cabinet qui conservèrent leurs places; ce qui les exposa aux reproches et aux invectives de Junius.

Depuis cette époque, jusqu'en 1782, le comte de Shelburne s'opposa aux projets du gouvernement, sans s'écarter un seul instant des principes politiques qu'il avoit

adoptés. Cette période est l'époque la plus brillante de sa vie publique. Il combattit, entr'autres mesures importantes, la décision que prit la chambre des communes, touchant le retour de M. Wilkes, et sa réintégration dans la place de représentant du comté de Middlesex. Il s'opposa au pouvoir que s'arrogeoient les deux chambres, de dérober à l'action des tribunaux ordinaires les auteurs de libelles, afin de les juger elles-mêmes. Il s'éleva contre la guerre d'Amérique, et ne cessa d'en démontrer la folie et l'absurdité. Il résista à l'influence toujours croissante de la couronne, et tâcha d'arrêter les progrès effrayans de la dette publique. Il suggéra l'idée de soumettre les dépenses de l'Etat à un sévère examen, proposa l'abolition des emplois inutiles, et fit plusieurs motions tendantes à établir un système plus régulier d'économie politique. Enfin, pendant toute cette période, il prit la part la plus active aux débats du parlement.

A la mort du comte de Chatam, il se trouva naturellement placé à la tête de

la faction connue depuis long-temps sous le nom de parti Shelburne, et qui, entre autres personnages illustres, comptoit parmi ses adhérens le duc de Grafton, le comte de Camden, M. Dunning, le colonel Barré, et M. Alderman Townsend. Ce parti foible sans doute sous le rapport du nombre, mais puissant par les talens, l'éloquence et la popularité de ses membres, acquit une nouvelle force, en 1780, par l'accession de M. Pitt qui joignoit un génie extraordinaire à l'influence que lui donnoit son nom.

La réunion si long-temps désirée, du parti Rockingham, et du parti Shelburne, eut enfin lieu à la chute de lord North, arrivée en 1782. L'administration qui lui succéda, réunit dans son sein le patriotisme, les vertus et les talens de ces deux puissantes factions. Le marquis de Rockingham fut nommé grand-trésorier, lord John Cavendish chancelier de l'échiquier, M. Fox secrétaire d'Etat, lord Keppel président de l'amirauté, et le duc de Richmond grand-maître de l'artillerie. Le général Conwai eut le commandement de

l'armée ; le comte de Shelburne accepta le département des affaires étrangères, qu'il étoit plus que personne en état de diriger ; le comte de Camden fut fait président du conseil, et le duc de Grafton garde du sceau-privé ; M. Dunning fut créé lord Arsburton, et obtint la place de chancelier du duché de Lancastre. Lord Tharlow conserva le grand sceau qu'il avoit obtenu sous l'administration précédente. M. Burke, le colonel Barré, et les autres membres des deux factions occupèrent les emplois subalternes. Jamais aucun ministère n'avoit encore joui d'une si grande popularité. On envoya dans toutes les Cours des ambassadeurs munis d'instructions pacifiques. Le duc de Portland et le général Fitzpatrick reçurent des pleins-pouvoirs, afin de ramener le calme en Irlande. On abolit des emplois inutiles, dont les traitemens s'élevoient à plus de soixante-dix mille livres sterling. On priva du droit de voter dans les élections, toutes les personnes attachées au gouvernement. Enfin l'on conçut, sous les plus heureux auspices, le projet d'une réforme parlemen-

taire. Tout cela s'opéra dans le court espace de trois mois.

Un malheur imprévu détruisit tout à coup cette belle perspective. La mort du marquis de Rockingham rompit l'union à laquelle le peuple attachoit son bonheur. Le projet de réforme fut abandonné. M. Fox, lord Keppel, et lord John Cavendish, piqués de voir que le duc de Portland n'avoit pas été nommé grand-trésorier, donnèrent aussitôt leur démission; ce que firent aussi M. Burke, et les membres les plus importans de ce parti. Le comte de Shelburne, en qui le roi avoit la plus grande confiance, succéda au marquis de Rockingham dans la charge de grand-trésorier, M. William Pitt à lord John Cavendish dans celle de chancelier de l'échiquier, et lord Howe à lord Keppel dans celle de président de l'amirauté. Lord Grantham et lord Sydney furent faits secrétaires d'Etat.

On accusa le nouveau ministère de vouloir continuer la guerre contre les Américains, et de refuser de reconnoître leur indépendance, condition sans laquelle il

étoit impossible de conclure la paix. Mais il prouva bientôt l'injustice de ce reproche, en entrant en négociation avec les puissances ennemies, et en posant l'indépendance de l'Amérique, pour premières bases d'un traité.

On fit aussi à l'administration le reproche de n'apporter aucune sincérité dans la poursuite de la réforme parlementaire, et dans ses recherches pour la réduction des dépenses publiques. Mais, quand on se souvient qu'un projet tendant à opérer cette dernière mesure, fut présenté à la chambre des communes par le colonel Barré, et appuyé dans la chambre haute par lord Shelburne lui-même, on doit croire que ce ministre avoit à cet égard les intentions les plus droites. Pour ce qui regarde la réforme parlementaire, il faut observer que lord Shelburne n'avoit pas pris envers le peuple d'engagement solennel, puisqu'il ne s'étoit jamais mis à la tête des sociétés réformatrices, et qu'il n'avoit jamais fait au parlement de proposition qui tendît à ce but. Néanmoins il a toujours été convaincu de la nécessité d'une réforme, et

ses amis ont fait les plus grands efforts pour en faciliter le succès.

La durée du nouveau ministère n'ayant été que de neuf mois, lord Shelburne n'eut pas le temps de faire tout le bien qu'il désiroit.

La funeste coalition, qui eut lieu à cette époque, entre les partisans de Rockingham, et les personnages qui avoient eu le maniment des affaires sous lord North, formant une grande majorité dans les deux chambres, le ministère fut obligé de donner sa démission, au mois de décembre 1783. M. Fox, lord John Cavendish, et lord Keppel, reprirent aussitôt leurs fonctions. Le duc de Portland fut nommé grand trésorier, lord North secrétaire d'Etat, lord Stormont président du conseil, lord Carlike garde du sceau privé. Le général Conwai eut le commandement de l'armée, et lord Longhborough fut fait président d'une commission chargée du grand sceau.

Le comte de Shelburne devint alors chef d'une nouvelle opposition, à laquelle se réunirent ceux du parti Rockingham, que la coalition n'avoit pas admis dans son

sein, et toute cette classe des politiques connus sous le nom *des amis du roi.*

Afin de se concilier la majorité des deux chambres, la coalition ne montra ni trop de complaisance pour le peuple, ni trop de déférence pour le monarque. Elle présenta au parlement un bill tendant à confier les intérêts de la Compagnie des Indes, et le gouvernement de cette contrée, à sept commissaires, et à neuf sous-commissaires, qui seroient nommés périodiquement par la chambre des communes. Elle avoit évidemment pour but de dépouiller la couronne de toute influence dans l'Inde, et d'enlever à la compagnie la direction de ses propres affaires. Le monarque et le peuple se crurent donc également intéressés à faire rejeter ce bill. Déjà il avoit été adopté par la chambre des communes, et il alloit devenir le sujet des délibéraitons de la chambre des pairs, lorsque le roi renvoya tout à coup ses ministres.

La nation jetoit déjà les yeux sur le marquis de Lansdown, espérant qu'il reprendroit les rênes du gouvernement. Elle ne fut pas peu surprise, lorsqu'elle vit

M. William Pitt, à peine âgé de vingt-quatre ans, réunir en sa personne les charges de grand trésorier, et de chancelier de l'échiquier, tandis que M. le comte de Shelburne, qui avoit été le chef de l'opposition sous l'administration précédente, étoit entièrement exclu du ministère.

On explique diversement un événement aussi singulier : les uns crurent que le comte n'avoit pas voulu se charger d'une responsabilité ministérielle, dans un temps où la majorité de la chambre des communes étoit fortement attachée aux ministres destitués; les autres attribuèrent cette espèce de disgrâce aux intrigues de M. Pitt.

On prétend aussi que le comte appeloit le nouveau ministère *une corde de sable*, et que n'ayant pas une opinion favorable du talent de ceux qui le composoient, il n'avoit pas voulu s'exposer à perdre sa popularité, en s'associant à leurs opérations. Cependant il les ménagea pendant quelques années, obtint pour lui le titre de marquis de Lansdown, et de comte de Wicombe, et des émolumens considé-

rables pour le colonel Barré, et pour ses amis les plus intimes.

Le marquis de Lansdown se retira alors dans ses terres pour y jouir des délices de la vie privée. La lutte sanglante occasionnée par la révolution de France, put seule le tirer de sa retraite. Tant que la guerre a duré, il n'a cessé d'en démontrer l'injustice et l'inutilité. Il a combattu pendant plusieurs années les opérations du ministère, et quoiqu'il ne se soit jamais réconcilié avec le parti de M. Fox, il en a partagé les opinions politiques.

Le marquis de Lansdown a déployé dans le ministère les talens d'un grand homme d'Etat, et dans le sénat une éloquence qui le place au rang des premiers orateurs de l'Angleterre. Il met dans ses harangues une profondeur et une force de raisonnement qui étonne; et, quoiqu'âgé de soixante-six ans, il conserve encore la vivacité, la pénétration et l'énergie de la jeunesse.

Dans la vie privée, le marquis de Lansdown fait sa principale occupation de la culture des beaux arts. Son palais de Berkeleysquarre, est l'un des plus élégans et

des plus magnifiques de l'Angleterre. On y voit une collection des tableaux des plus grands maîtres; les lambris sont peints par Cypriani; les meubles seuls valent cent mille livres sterling. La bibliothèque, qui a cent dix pieds de longueur, est ornée d'un grand nombre de statues égyptiennes, grecques et romaines. Cypriani a représenté sur les plafonds les antiquités d'Herculanum. Elle contient dix mille volumes, qui sont disposés dans le meilleur ordre. On y voit une collection complète et peut-être unique, de tous les ouvrages politiques que l'on a publiés en France et en Angleterre, sur la révolution française.

Le marquis de Lansdown a épousé en premières noces la fille de feu le comte de Granville. Il en a eu un fils, nommé le comte de Wicombe, représentant au parlement le bourg de ce nom, et défenseur zélé des droits de la nation. Il a épousé en secondes noces lady Louisa Fitzpatrick, sœur du comte d'Ossory, veuve de lord Holland, dont il a aussi un fils, âgé de dix-neuf ans, et qui est connu dans le monde sous le nom de lord John Henri Petty.

Cet homme illustre fait le plus noble usage de l'immense fortune accumulée par son aïeul. Il est le protecteur le plus généreux des gens de lettres et des artistes. Peu d'hommes ont eu, dans la carrière politique, une marche plus certaine, une conduite plus soutenue. A l'exemple de ceux qui ont joué un grand rôle sur la scène du monde, il n'a point échappé aux reproches de ses rivaux et de ses ennemis; mais sa conduite durant la guerre d'Amérique, et durant la guerre bien plus terrible de la révolution de France, ses talens oratoires, ses vertus publiques et privées, deviendront un beau sujet d'éloge, lorsque la calomnie cessera de le poursuivre.

THOMAS PELHAM.

THOMAS PELHAM est le fils aîné de lord Pelham, qui hérita de la pairie à la mort de Thomas Holles Pelham, duc de Newcastle, et marquis de Clare, dont il n'étoit que le second héritier en ligne masculine. Le titre de duc de Newcastle échut au comte de Lincoln, neveu du duc, et époux de la fille de Henri Pelham, premier ministre de Georges second.

En 1780, M. Pelham fut nommé représentant du comté de Sussex. Il s'attacha au parti de lord North, qui avoit alors le maniement des affaires. A la chute de ce ministre, arrivée en 1782, M. Pelham fut le seul homme de son bord qui obtint une place dans la nouvelle administration. Il fut nommé inspecteur général de l'artillerie, et conserva cette charge pendant le ministère de Shelburne.

Mais ce ministre ayant été destitué, en 1783, par la coalition, M. Pelham s'attacha de nouveau à lord North, et à M. Fox, et fut nommé secrétaire d'Irlande,

sous le lord lieutenant comte de Norttimgton. Mais la coalition ayant été forcée d'abandonner à son tour les rênes du gouvernement, en 1784, M. Pelham fut destitué; il se jeta alors dans le parti de l'opposition, et devint l'un des ennemis les plus redoutables du ministère. Il marcha dans cette ligue jusqu'au moment où la défection du duc de Portland, mit l'opposition hors d'état d'inspirer des alarmes aux ministres, et ravit à ses membres l'espoir de les supplanter dans l'exercice du pouvoir. M. Pelham changea encore une fois de parti, et se rangea sous les drapeaux de l'administration. On lui rendit en conséquence la charge de secrétaire d'Irlande.

Une pareille versatilité ne jette pas un grand lustre sur le caractère d'un homme public. Le blâme s'attache au contraire à cet oubli des convenances et des principes; et nous sommes forcés de convenir avec William Draper, que la chaîne qui attache aujourd'hui les hommes aux principes, est beaucoup trop longue.

M. Pelham a, dans la vie privée, un

caractère aimable, un esprit conciliateur, et des manières qui respirent la noblesse et l'aisance. Il a beaucoup contribué à perfectionner le système d'agriculture adopté dans le comté de Sussex. C'est à son crédit que le parlement est redevable de la nomination de quatre nouveaux membres, l'un pour la ville de Lewer, deux pour le bourg de Seaford, et le quatrième pour le comté de Sussex.

MISTRISS INCHBALD.

L'HISTOIRE de mistriss Inchbald a tout l'intérêt d'un roman. Mais nous traçons des portaits, et non des vies. Nous nous écarterions de notre plan, si nous écrivions avec quelqu'étendue celle de cette aimable femme. Nous ne voulons pas d'ailleurs lui ravir le plaisir de raconter elle-même ses aventures, comme elle se propose de le faire, dans un ouvrage qui ne manquera pas d'exciter la curiosité.

Mistriss Inchbald a reçu le jour dans un petit village de la province de Suffolk, situé à cinq milles de Saint-Edmond. Son père, qui étoit un fermier nommé Simson, avoit un grand nombre d'enfans, remarquables par leur beauté. Sous ce rapport, Elisabeth Simson n'avoit pas à se plaindre de la nature. Mais une certaine difficulté qu'elle avoit à parler, lui inspira de bonne heure le goût de la retraite, et l'amour de la lecture. Elle puisa dans les livres un désir si vif de voir la capitale, qu'à l'âge de dix-sept ans elle se déroba secrètement

de la maison paternelle, et vint à Londres satisfaire sa curiosité.

Cette démarche paroîtra sans doute bien imprudente; mais les esprits avides de tout voir et de tout connoître, se plient difficilement aux règles de la prudence ordinaire. Ils oublient les convenances, et ne sont sensibles qu'au plaisir qui suit les découvertes.

En arrivant à Londres, mistriss Inchbald eut la douleur d'apprendre que le seul ami qu'elle eût dans cette ville, en étoit parti. Elle crut que le métier d'actrice étoit le seul qui lui convînt. Mais avec plus d'expérience, elle auroit su qu'il n'est pas si facile d'entrer dans cette carrière. Malgré sa beauté, elle éprouva bien des désagrémens avant de réussir auprès des directeurs de théâtre.

Elle épousa à Londres M. Inchbald, acteur de Drury-Lane, et partit avec lui pour Edimbourg, où elle joua les premiers rôles à l'âge de dix-huit ans.

Cette circonstance prouve combien étoient injustes les préventions que les directeurs des théâtres de Londres avoient conçues

contre les dispositions naturelles de mistriss Inchbald; car une femme capable, si jeune encore, de remplir les premiers rôles, devoit nécessairement avoir beaucoup d'intelligence, et une grande connoissance du monde.

Mistriss Inchbald étoit depuis quatre ans à Edimbourg, lorsque mistriss Yates, actrice d'un talent distingué, s'y établit, et devint bientôt pour elle une dangereuse rivale. Nous n'entrerons pas dans les détails de leurs démêlés; nous dirons seulement que notre belle actrice, lasse de se voir en butte aux incivilités de mistriss Yates, quitta le théâtre d'Edimbourg, et vint avec son mari exercer ses talens sur celui de la ville d'Yorck.

Deux ans après, le dérangement de sa santé la força d'aller passer quelques mois dans le midi de la France. Elle en revint avec une constitution plus forte, des idées plus étendues, et un esprit mieux préparé à lutter contre les difficultés de son genre de vie.

Peu de temps après son retour, la mort lui enleva son mari. Quoiqu'il y eût une

grande disproportion d'âge entre elle et M. Inchbald, et qu'elle l'eût épousé bien moins par affection que par reconnoissance, cette perte l'affecta sensiblement. Mistriss Inchbald joua pendant quatre ans sur le théâtre de Covent-Garden, où elle éprouva quelques désagrémens. Elle partit ensuite pour Dublin, où elle prit avec les directeurs des engagemens peu avantageux. Ainsi elle étoit destinée à courir de théâtre en théâtre.

En quittant celui de Dublin, elle reparut à Covent-Garden, où elle joua pendant quelques années; mais les dégoûts qui la suivirent partout, la décidèrent enfin à renoncer au théâtre. Elle se fixa à Londres, où elle lutta contre la pauvreté.

Pendant tout le temps qu'elle a parcouru la carrière dramatique, mistriss Inchbald a tenu une conduite irréprochable. Les railleries indécentes qu'on s'est permises sur son compte, n'ont pu lui enlever l'estime des honnêtes gens. Ses mœurs prouvent l'injustice du préjugé qui fait regarder les actrices comme des femmes dépravées. Cette idée peut germer dans les

esprits étroits, accoutumés à juger des mœurs générales d'après celles de quelques individus ; mais tout homme impartial conviendra que l'on trouve sur le théâtre des personnes vertueuses : mistriss Inchbald en est un exemple. Aussi le public n'a-t-il qu'une voix sur son compte ; il lui a su gré d'avoir conservé sa vertu dans l'exercice d'une profession périlleuse.

Nous allons maintenant considérer mistriss Inchbald comme auteur. Elle s'est faite, par ses ouvrages, une réputation dans la république des lettres. La comédie, la farce, la traduction, les romans ont tour à tour exercé ses talens.

Le premier fruit de sa plume fut une comédie en cinq actes, intitulée : *Je vous le dirai.* Cette pièce eut le malheur d'être oubliée dans le répertoire du directeur, qui ne songea à la lire qu'après avoir vu le succès du *Conte Mogol*, ou la *Descente du Ballon*, petite pièce du même auteur. *Je vous le dirai* eut le plus grand succès. On y trouve cette peinture des mœurs et cette vérité de caractères, qui constituent la bonne comédie. Le style

respire une gaîté naïve qui ne peut manquer de plaire.

Le directeur Colman, juste appréciateur du mérite littéraire, fit dans un prologue l'éloge de cette pièce, et le public confirma son jugement. Dès cet instant, mistriss Inchbald n'eut plus à se plaindre des rigueurs de la fortune; elle ne fit plus, comme auparavant, dépendre son existence du traitement souvent modique et toujours précaire d'une actrice; elle n'eut pas non plus la mortification de se mettre à la solde d'un libraire avide. Le succès de sa comédie fut pour elle l'aurore du bonheur. Aussi crut-elle pouvoir se donner quelques-unes des aisances de la vie, et changer son humble demeure pour un logement plus commode; car ce qui fait surtout l'éloge de mistriss Inchbald, c'est son économie. Elle a toujours réglé ses désirs sur son revenu; et par ce moyen, elle a conservé, même dans la pauvreté, son indépendance et le sentiment de sa dignité.

Je vous le dirai, fut suivi de plusieurs comédies dont voici les titres: *L'état des choses; Chacun a son défaut; Les Noces;*

Les Femmes telles qu'elles étoient; Les Filles telles qu'elles sont. Les limites de cet article ne nous permettent pas d'entrer dans les détails des beautés, ou des défauts de ces pièces. Nous dirons seulement qu'elles ont toutes été favorablement accueillies du public, et qu'elles sont dans le style tout à la fois familier et noble qui convient à la comédie.

Mistriss Inchbald n'a jamais chaussé le cothurne tragique. Douée de cette finesse de tact qui saisit les ridicules de la société, elle a cru devoir se renfermer dans les bornes de la comédie.

Elle a donné le nom modeste de farces *au conte Mogol*, *aux fausses Apparences*, et à quelques autres petites pièces, qui sont de véritables comédies; car on y trouve la peinture des mœurs, et non point ces bouffonneries et ces extravagances qui n'en sont que la caricature. Ainsi, bien différente de ces auteurs qui croient être comiques, lorsqu'ils ne sont que burlesques, mistriss Inchbald a su conserver même dans la farce le ton de la bonne comédie.

Les pièces qu'elle a traduites et adaptées

au théâtre anglais, sont *le Vœu de la veuve*, *le Magnétisme animal*, *l'Homme marié*, *la Porte voisine*, *l'Enfant de la nature*, *les Vœux des amans.*

Mistriss Inchbald ne s'est pas fait moins de réputation par ses Nouvelles que par ses Comédies.

Le mérite de ce genre d'ouvrages consiste dans l'art de créer des incidens assez extraordinaires pour exciter la surprise, et en même temps assez naturels pour intéresser le cœur. L'amour y joue ordinairement le principal rôle. Ils diffèrent du roman, par la vraisemblance, et du drame, en ce que les personnages n'y sont pas en action. Cependant ils participent de la nature de l'un et de l'autre.

La Nature et l'Art est le premier ouvrage de ce genre, que mistriss Inchbald ait publié. Il réunit à l'intérêt le plus touchant, des caractères bien tracés, une excellente morale, une satire piquante des vices et des travers des hommes. Le style est tout à la fois plein de naturel et de grâces. La *Nature et l'Art* est en deux volumes.

Simple Histoire, autre nouvelle de mistriss Inchbald, a, comme la précédente, beaucoup de naturel dans le style, et beaucoup de vérité dans les mœurs. Mais les caractères en sont plus variés, les passions plus fortes, et l'intrigue plus compliquée et plus surprenante. On prétend que mistriss Inchbald, a comme le public, une grande prédilection pour cet ouvrage. Nous en dirons la raison; c'est que mistriss Inchbald a puisé dans les événemens de sa propre vie, les épisodes les plus intéressans de cet ouvrage. *Simple histoire* a eu plusieurs éditions, et a été traduit dans presque toutes les langues.

Nous bornerons là cette légère esquisse. Mistriss Inchbald a parcouru la carrière littéraire avec autant de succès que de bonheur. Elle pousse la modestie si loin, qu'elle croit avoir la plus grande obligation à son libraire, et n'en parle jamais qu'avec respect. Nous n'essayerons pas de rendre compte du dénûment, et de l'abandon où elle se trouva en arrivant à Londres, de ses tentatives auprès des directeurs de théâtres, de ses dégoûts sur la scène, de

ses opinions religieuses et politiques, et de ses observations sur les mœurs et les caractères. Les détails de ce genre recevront un plus grand prix de la plume même de mistriss Inchbald.

Mr. GODWIN.

William Godwin descend d'une famille de non-conformistes. Jean Godwin son père fut élevé au collége des non-conformistes de Northampton, sous les yeux du célèbre docteur Doddridge. Sur la fin de sa vie, il dirigea la congrégation de Guestwick, village du comté de Norfolk. Il se renferma, dit-on, dans le cercle des connoissances nécessaires à son état, et vécut en homme de bien.

Édouard Godwin, grand-père de William, fut le contemporain et l'ami de Wisth, de Bradbury, de Barker et de Néale, ministres célèbres qui vivoient au commencement du dix-huitième siècle. Il dirigeoit à Londres une congrégation composée des personnes les plus riches de la classe des non-conformistes. Il est impossible de juger quelle étoit l'étendue de son esprit et de ses connoissances; mais il jouissoit d'une grande réputation. Les auteurs de son temps avoient coutume de

le consulter sur leurs ouvrages. On rapporte même une anecdote qui prouve la haute idée que l'on avoit de son mérite littéraire. Robert Blair, auteur d'un poëme intitulé le *Tombeau*, confia à Edouard Godwin le soin de publier cet ouvrage, et le consulta en même temps comme critique. Le poëme acquit bientôt, comme on sait, une grande célébrité. L'auteur arrivant à Londres quelque temps après, courut chez son ami, l'embrassa tendrement, et reconnut qu'il lui devoit tous ses succès.

William Godwin, dont il est question dans cet article, reçut ses premières leçons d'un maître d'école qui demeuroit dans le voisinage de son père. Le devoir peut-être le plus important d'un biographe est de faire connnoître les circonstances qui ont contribué à former les habitudes d'un homme de génie. Le premier maître de Willam Godwin paroît avoir quelque droit à la gloire de ceux qui ont assez de sagacité pour apercevoir le talent dans son germe, et assez de générosité pour contribuer à son développement, par la patience et la cul-

ture. C'étoit un homme bien supérieur aux gens de sa profession; doué d'une grande pénétration, et d'une bienveillance encore plus grande, il déclara de bonne heure, que le jeune Godwin surpasseroit tous les enfans qu'il avoit été à portée d'observer.

En sortant de la maison de cet habile maître, qui sans doute, ne s'étoit pas borné à lui apprendre les élémens du langage, William Godwin alla continuer ses études à Norwich, sous les yeux d'un instituteur particulier. Il entra ensuite dans le collége des non-conformistes d'Hoxton, près de Londres, où il étudia pendant cinq ans, sous les yeux du docteur Kippis, éditeur de la nouvelle *Biographie britannique*, et du docteur Reer, éditeur de l'*Encyclopédie de Chambers*. Outre le latin, le grec et l'hébreu, on enseignoit encore au collége d'Hoxton, la rhétorique, la morale, la théologie, les mathématiques, la métaphysique, et la philosophie naturelle.

William Godwin fit dans cette maison les plus grands progrès. On dit qu'une division assez violente éclata à son sujet

parmi ses condisciples. Les uns le chérissoient, et le regardoient comme un esprit supérieur ; les autres se vengeoient de lui et de sa faction, en les tournant en ridicule.

Il étoit d'usage que les élèves du collége d'Hoxton, qui se destinoient à exercer les fonctions de ministres dans les églises des non-conformistes, prêchassent à Londres et dans le voisinage de cette ville, pendant la dernière année de leur cours d'études. M. Godwin se soumit à cette règle ; mais nous ignorons quel fut le succès de ses premiers sermons. En 1778, il fut promu au grade de ministre non-conformiste, et en exerça les fonctions pendant quatre ans à Stowmarket, dans le comté de Suffolk.

Il n'est pas inutile d'observer que M. Godwin adopta les opinions des calvinistes, quoiqu'il eût étudié à Hoxton celles d'Arminius et d'Arius. Ce fut là, sans doute, le premier fruit qu'il recueillit de cet esprit de recherche qui le caractérise. Le système de Calvin a beaucoup d'attraits pour un esprit religieux, assez intrépide pour

suivre un argument jusque dans ses dernières conséquences.

En 1782, M. Godwin vint s'établir à Londres dans le dessein de se jeter dans la carrière littéraire. On n'exigera pas, sans doute, que nous rapportions ce qui se passa dans son esprit, depuis l'instant où il entra en qualité de ministre dans la congrégation des non-conformistes, jusqu'à celui où il en sortit. Lui seul pourroit nous le dire, si toutefois il s'en souvient encore. Mais comme il a toujours été un observateur profond, il connoît sans doute les causes secrètes de la révolution, jusqu'à présent sans exemple, qui s'est faite dans ses idées et dans ses opinions; il est peut-être de son devoir de nous en tracer l'histoire, afin que nous puissions nous diriger dans le labyrinthe du cœur humain. M. Godwin est une espèce de prodige: orthodoxe rigide en 1783, il a alarmé, en 1792, l'orthodoxie, et toutes les sectes mêmes, par la liberté de ses recherches, et la force de ses inductions. Ce que nous pouvons découvrir en lui au delà de ces apparences, est un désir violent de tout approfondir. Dans ses

recherches sur la religion et sur la morale, il n'étoit jamais content, qu'il n'eût soulevé le voile, qui arrête la curiosité des hypocrites, et les perceptions des ignorans.

Avec un caractère de cette trempe, M. Godwin ne pouvoit manquer de se distinguer dans la littérature. Il étoit studieux, patient, infatigable, sobre, et surtout modéré dans ses dépenses. Il comprit bientôt qu'il se procureroit facilement le nécessaire, sans être obligé de faire à la multitude le sacrifice de son goût et de sa raison. Il ne se soucioit pas d'obtenir quelque chose au delà du nécessaire; perfectionner ses talens, se mettre en état de défendre la vérité avec succès, voilà l'unique objet de son ambition. Plein de ces nobles idées, il ne se pressa pas de se faire un nom dans la littérature. Il passa neuf ans dans l'obscurité, occupé à rassembler les matériaux qui devoient servir un jour à élever l'édifice de sa réputation.

C'est en 1782, que M. Godwin embrassa la carrière littéraire, et ce n'est qu'en 1793 qu'il publia la *Justice politique*. Il n'eut pas lieu de se repentir de s'être imposé

des lois si sévères. Ce livre acquit en peu de temps une grande célébrité, et son auteur la réputation d'un génie extraordinaire.

Les principes de la *Justice politique* portent en quelque sorte avec eux l'évidence des axiomes. Il est impossible de les lire, et de ne pas les adopter. Aussi les hommes éclairés n'ont peut-être témoigné tant d'aversion pour la doctrine de ce livre, que parce que l'erreur qui s'y cache nécessairement quelque part, se déroboit à leur sagacité. La *Justice politique* blessoit leur amour-propre, et confondoit leur raison. Ils ressembloient à ces nouveaux convertis, qui sont tout à la fois incrédules et croyans. Cependant malgré les combats que cet ouvrage excitoit dans l'esprit de quelques personnes, il étoit écrit avec tant de naturel et de clarté, qu'il devint en peu de temps le sujet de toutes les conversations. Jamais, peut-être, livre si profond n'avoit encore eu un si grand nombre de lecteurs, et de prosélytes. On en fit des contrefaçons en Ecosse et en Irlande. Les gens de la dernière classe du

peuple s'en procurèrent des exemplaires. En plusieurs endroits ils se cotisoient pour l'acheter, et le lire en commun.

Si l'on considère la nature de cet ouvrage, on ne sera pas surpris de l'engoûment du peuple, et de l'embarras des savans. La *Justice politique* roule sur ce principe : la vertu *consiste à faire le bonheur de la société*. On sent bien qu'il est impossible de nier la vérité de cette proposition. L'honnête homme l'adopte sans hésiter ; il n'a pas besoin pour la comprendre, de recourir aux leçons d'un maître ; elle peut être absurde aux yeux du monde entier, mais il la trouve conforme à sa manière de voir et de sentir. D'un autre côté, l'hypocrite est dans une situation fort délicate ; car il est obligé d'adopter cette proposition, ou de convenir que ses actions n'ont pas le motif qu'il leur prête.

Il seroit trop long d'examiner les raisonnemens de M. Godwin, et ceux de ses adversaires. Nous ferons cependant une remarque importante : les derniers ne craignent pas de tomber dans la contradiction. Ils représentent tout à la fois

M. Godwin comme l'apologiste de la licence, et comme un visionnaire, dont la sublime théorie est impraticable à cause des imperfections de l'espèce humaine. Nous serions presque tentés de refuser l'intelligence à l'auteur de la première objection. A la vérité il n'y a qu'un enthousiaste qui puisse croire que les hommes auront un jour ce degré de désintéressement, de bienveillance et de probité que suppose le système de M. Godwin ; mais nous croyons qu'on ne peut s'élever jusqu'à la sphère de ses pensées, sans en revenir plus vertueux, plus éclairé, et parconséquent plus heureux.

En 1794, M. Godwin publia *Caleb Williams*. Si ce roman n'augmenta pas sa réputation, il prouva dumoins la variété dans ses talens : quoiqu'il plaise au vulgaire des hommes, on n'y retrouve pas cet esprit créateur, ce feu, cette éloquence qu'on admire dans la *Justice politique*. Un ouvrage de moralen'est peut-être pas capable d'assurer à son auteur une réputation durable ; il en est des recherches de ce genre, comme des découvertes dans les arts, qui

sont effacées par des découvertes postérieures. Au contraire, un ouvrage d'imagination, lorsqu'il est bien fait, acquiert une célébrité immortelle. Aussi, *Caleb Williams* confirma, sans l'augmenter, la réputation de M. Godwin.

Le même auteur fit aussi paroître, en 1794, un pamphlet intitulé: *Bluettes fugitives*, qu'il composa à l'occasion du fameux acte d'accusation que M. Eyre, lord chef de justice, lança à cette époque contre quelques individus. Ce magistrat y avoit inséré, touchant le crime de haute trahison, une fausse doctrine qui, dans les circonstances critiques où se trouvoit alors l'Angleterre, pouvoit devenir fatale aux accusés. M. Godwin prévoyant le mal qu'elle causeroit, si on lui donnoit le temps de s'accréditer, dicta en quarante-huit heures les *Bluettes fugitives*. Elles parurent dans le *Morning chronicle*, et dans les autres journaux. On les imprima aussi séparément. Mais le jour de la publication, on signifia au libraire qu'il seroit poursuivi, s'il continuoit à vendre cet opuscule. En conséquence, M. Godwin

fut obligé de le faire répandre dans le public par un autre libraire. Malgré cette persécution, *les Bluettes fugitives* opérèrent promptement le bien que l'auteur s'en étoit promis. On y vit dans tout leur jour les sophismes et le danger de la doctrine exposée dans l'acte d'accusation. Il se fit aussitôt une révolution dans les esprits, et le public, au lieu de se déclarer contre les accusés, comme il faisoit auparavant, invectiva hautement contre leurs accusateurs.

En 1796, M. Godwin publia un volume d'essais, sous le titre de *l'Inquirer* (le Chercheur.) Quoique ce livre ne contienne que de simples aperçus, il est écrit avec tant de force et d'originalité, qu'il offre une nouvelle preuve de la passion qui attache son auteur à la recherche de la vérité.

Il nous reste à parler de la dernière production de notre auteur, c'est-à-dire, des *Mémoires sur la vie de mistriss Godwin*, qui se trouvent liés à une intéressante histoire que nous regrettons de ne pouvoir faire entrer dans notre plan. On y voit

M. Godwin combattu tour à tour par sa doctrine, et par ses penchans. Il avoit écrit avec beaucoup de force contre le mariage, et témoigné toute sa vie la plus grande aversion pour cet état; cependant vint le temps où il fut obligé d'exposer le choix de son cœur au mépris public, ou à se plier à un usage contraire à ses goûts. La situation étoit embarrassante; mais M. Godwin sentit que le produit du bonheur est la véritable pierre de touche de la vertu, et que se voyant placé entre deux maux, il falloit choisir le moindre.

C'est en 1797 qu'il épousa mistriss Wolstonecraft. Il avoit peu connu cette célèbre et malheureuse femme avant qu'elle se retirât en France. A son retour en Angleterre, le hasard la lui fit rencontrer. Il apprit sa douloureuse histoire; et dès lors il conçut, avec un zèle que le vulgaire des hommes appelle romanesque, le dessein de réconcilier une belle âme avec le monde et avec elle-même. On connoît les grands talens, et le caractère encore plus grand de mistriss Wolstonecraft; on sait aussi que les grâces et les charmes de sa personne répondoient

à l'élévation de son esprit C'étoit une de ces femmes extraordinaires que la nature et la société concourent quelquefois à former, et qui excitent, dans tous les cœurs sensibles et les esprits cultivés, le respect le plus profond, et l'amour le plus violent.

La manière de vivre de M. et de mistriss Godwin peut être regardée comme un modèle de la vie conjugale. M. Godwin n'avoit d'abord conçu tant de dégoût pour le mariage, que parce que ce doux lien se change souvent en une chaîne accablante. Ainsi, il n'est pas étonnant qu'il ait su éviter l'écueil où vont échouer presque tous les époux. Mais ce n'est pas là ce qui, tant que sa femme vécut, fit de la maison de M. Godwin l'asile du bonheur. Aux égards ordinaires qu'on se témoigne dans le mariage, les deux époux joignirent ces soins de tous les instans, ces innombrables prévenances qui entretiennent la paix domestique; et surtout cette déférence mutuelle qui, seule, pouvoit leur faire supporter l'opposition de sentimens, qui existoit nécessairement entre deux esprits d'un ordre si relevé.

Mistriss Godwin mourut en 1797. Dans cette douloureuse circonstance, M. Godwin se montra sous le jour le plus favorable à ceux même qui ne croyoient pas à la sensibilité de son cœur. Il étudia tous les moyens de lui conserver la vie, avec un zèle, une persévérance et une présence d'esprit, qui rappelèrent à ses amis le philosophe dont ils avoient si souvent admiré les écrits. Mais lorsqu'il n'eut plus d'espoir de la sauver, il s'abandonna à une si profonde douleur, qu'on l'auroit pris pour le plus foible des hommes; et lorsqu'il l'eut perdue, sa douleur se changea en un respect superstitieux pour ses tristes restes.

Ce fut en 1798, que M. Godwin publia ses Mémoires sur la vie de sa femme. Lorsqu'un homme véridique écrit sa propre histoire, ou celle d'une personne avec laquelle il a eu les liaisons les plus intimes, il se trouve dans une pénible alternative; il faut qu'il se peigne avec des couleurs défavorables, ou qu'il mente à sa conscience. M. Godwin écrivit avec la plus grande franchise. Des ouvrages tels que les *Confessions de Rousseau*, et les Mémoires dont

il est ici question, aviliront peut-être leurs auteurs aux yeux des petits esprits; mais heureusement les génies de cette trempe ne seront jamais les dispensateurs de la réputation et de la gloire.

Cette légère esquisse suffit pour faire connoître M. Godwin, comme homme, et comme écrivain. Ses ouvrages sont le fruit du génie; et sa vie est la pratique continuelle de cette vertu sublime dont il a exposé la théorie. Sans prétendre que ses mœurs soient au niveau de sa doctrine, nous croyons que personne ne prend avec plus de zèle que lui, *le bonheur de la société pour base de sa conduite*. Si les hommes ne s'élèvent jamais à l'état de perfection que suppose cette belle maxime, M. Godwin n'en sera pas moins récompensé de ses travaux; car tous ceux qui liront ses écrits, y puiseront de nouveaux motifs de bienveillance et d'humanité.

ADAM FERGUSSON.

Adam Fergusson descend d'une respectable famille des montagnes du comté de Perth. Son père étoit ministre de Logierait, paroisse des environs de Dunkeld. Adam étudia les premiers élémens de la Grammaire à l'école de ce village. Son père, qui surveilloit son éducation avec le plus grand soin, ayant découvert en lui le germe des plus grands talens, se détermina à l'envoyer au collége de Perth, qui jouissoit alors d'une grande célébrité. Cette maison étoit dirigée par M. Martin, que l'on regardoit comme le Rollin de l'Ecosse, et qui joignoit à la connoissance des langues anciennes, la connoissance plus importante du cœur humain. Cet habile maître devina bientôt le génie naissant du jeune Fergusson; il s'aperçut que l'étude de la grammaire ne suffisoit point à son intelligence; que non-seulement il apprenoit avec facilité les règles du langage, et leur application, mais qu'il étoit encore en

état de raisonner sur l'objet de ses études. Adam se distingua surtout de ses condisciples, par la manière dont il traitoit les sujets de composition que le maître leur donnoit, pour les former à l'art difficile de penser et d'écrire. M. Martin, fier des progrès de son élève, montroit à tout le monde les premiers essais du jeune Fergusson; aussi en conserve-t-on encore aujourd'hui le souvenir au collége de Perth.

En 1739, M. Fergusson entra à l'université de Saint-André, où il fut particulièrement recommandé au savant M. Tuledeph, principal d'un collége de cette ville. Il y a dans cette université quatre bourses qui deviennent la récompense de ceux qui se distinguent au commencement de l'année, dans la traduction et la composition latines. Les candidats qui ont le bonheur d'être couronnés, sont entretenus pendant quatre ans aux frais du collége. Adam Fergusson concourut avec un grand nombre d'élèves, et fut inscrit le premier sur la liste des candidats vainqueurs.

La première année fut consacrée à l'étude

de la langue grecque. M. Fergusson s'y appliqua avec tant d'ardeur, qu'en peu de mois il entendit passablement Homère. Chaque jour il traduisoit en particulier cent vers de ce poëte. Sa facilité augmentant par cet exercice, il lut toute l'*Iliade* avant la fin de l'année. Son but, en étudiant la langue des Grecs, n'étoit pas de se former à la poésie, mais uniquement de connoître la littérature de ce peuple intéressant; car il n'a jamais fait de vers. Il n'avoit d'ailleurs tant de goût pour les langues anciennes, que parce qu'elles nous transmettent les pensées, les sentimens, les images et les opinions des anciens.

La seconde année, il joignit à l'étude du grec celle des mathématiques, et devint bientôt un habile mathématicien. Les années suivantes il étudia la logique, la métaphysique et la morale. A la fin de son cours, on le regardoit comme le meilleur élève de l'université. Je tiens d'un homme de mérite, qui a connu M. Fergusson depuis son enfance, qu'à l'âge de vingt ans il avoit si profondément étudié la nature

de l'homme, qu'il connoissoit déjà le cœur humain.

Après avoir achevé ses exercices à l'université, M. Fergusson vint s'établir à Edimbourg, où il trouva bientôt une occasion favorable de perfectionner ses talens. Plusieurs jeunes-gens formèrent dans cette ville une société, qui avoit pour objet l'étude des lettres et de la philosophie. Outre Mr. Fergusson, elle comptoit parmi ses membres, William Robertson, qui a depuis acquis tant de renommée dans la carrière de l'histoire; M. Hugh Blair, si connu par ses ouvrages littéraires; M. Jonh Horne, qui a fait parler la muse de la tragédie, dans les forêts de l'Ecosse; M. Alexandre Carlyle, qu'une mort prématurée a empêché d'atteindre à la même gloire; et enfin M. Wedderburne, qui montroit alors le germe de cette belle éloquence qu'il déploie aujourd'hui avec tant de succès dans la chambre des communes. On sent qu'une société composée de jeunes-gens si distingués par leurs talens divers, devoit embrasser dans ses recherches les sujets les plus variés. La discussion donnoit à leur

raison plus de force et plus d'étendue; ils contractoient de plus dans ces exercices l'habitude de l'application, sans laquelle il est impossible d'exceller dans les sciences et dans les lettres.

M. Fergusson s'appliqua avec le plus grand soin à l'étude de la loi naturelle, de la morale et de la politique. Son esprit dégagé de préjugés, puisa dans l'histoire des Grecs et des Romains le zèle le plus ardent pour une liberté sage et bien réglée. Il avoit les sentimens d'un whig; mais d'un wihg, partisan de la constitution, et aussi ennemi de la licence républicaine, que de la bigoterie des torys. Persuadé que le gouvernement n'est établi que pour le bonheur du peuple, il auroit voulu trouver les moyens de rendre les hommes heureux sous toutes les formes de gouvernement. Il se convainquit avec Aristote, que si telles institutions sont parfaites ou défectueuses dans un pays, il n'en faut pas conclure qu'elles le sont également dans un autre; enfin, que le joug des lois doit peser sur les hommes en raison inverse de leurs vertus et de

leurs lumières. Tels furent les sentimens que professoit M. Fergusson à l'aurore de sa vie, tels sont encore ceux qu'il professe sur le déclin de ses jours.

Il s'appliqua à la théologie, autant qu'il le falloit pour connoître l'économie, le but, et les preuves du christianisme; mais il ne perdit pas un temps précieux à l'étude inutile et frivole de la théologie scolastique.

En 1745, M. Murray, frère de lord Elibank, proposa à M. Fergusson la place de chapelain du 42e. régiment, qu'on venoit de lever. M. Fergusson accepta cette offre avec joie. Mais son extrême jeunesse, et son genre d'études, étoient deux grands obstacles à son ordination. Selon les lois de l'église d'Ecosse, on n'élève au rang de ministres que les candidats qui ont étudié la théologie pendant six ans. On ne s'écarte de cette loi rigoureuse qu'en faveur de ceux qui savent la langue gallique; encore sont-ils obligés de suivre pendant quatre ans les cours de théologie. Or, M. Fergusson n'en avoit consacré que deux à l'étude de cette science. La congrégation

auroit encouru la censure, en lui conférant les ordres sacrés. On fut obligé de s'adresser à l'assemblée générale qui, sur les témoignages des professeurs sous lesquels Mr. Fergusson avoit étudié, consentit en sa faveur à s'écarter de la règle générale.

M. Fergusson n'eut pas plutôt reçu les ordres, qu'il joignit son régiment. Il le suivit pendant la durée de la guerre, et sut mériter l'estime et l'amitié des officiers et des soldats.

Pendant son séjour à l'armée, il vit l'homme dans une situation bien différente de celle où les savans ont coutume de l'observer. Le général Melville se plaint souvent de ce que dans l'histoire, la guerre n'est jamais traitée avec cette supériorité que l'on remarque dans les autres parties. La raison qu'il en donne, c'est que les savans sont rarement soldats, et les soldats rarement savans. M. Fergusson s'appliqua avec une attention particulière à l'étude de l'art militaire. C'est sans doute dans les camps qu'il a appris à peindre les mouvemens des armées romaines, avec autant de talens que les mœurs, les lois et la

politique de cette nation célèbre. C'est pour avoir été témoin des plus sanglans combats, qu'il a su apprécier, en traçant l'histoire de cette république, tout ce que vaut l'héroïsme, lorsqu'il est dirigé par la sagesse et la justice. Aussi a-t-il la plus grande estime pour les hommes courageux. Il regarde la vie militaire comme l'exercice perpétuel des plus nobles facultés de l'esprit et du cœur. Il trouva dans son régiment, composé de montagnards écossais, des exemples sans nombre de la valeur qu'il admiroit dans les anciens.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle, M. Fergusson revint dans sa patrie. Il passa quelques années à Logierait dans la maison de son père, à Edimbourg ou dans les environs de cette ville, où il retrouva les compagnons et les amis de sa jeunesse.

Son plus grand plaisir étoit de lire dans la campagne. Près de Logierait s'élève une haute colline dont le sommet se termine en une belle plaine, environnée d'un côté par des rochers qui la protégent contre la fureur des vents du nord, et qui de l'autre, présente à l'œil enchanté la plus riante

perspective. C'est dans ce lieu que M. Fergusson passoit la plus grande partie du jour.

Vers le même temps, il sollicita la cure de Caputh, paroisse des environs de Dunkeld; mais heureusement pour lui, le duc d'Athol, à qui appartenoit la nomination de ce bénéfice, le conféra à un autre candidat. Si M. Fergusson l'avoit obtenu, cette philosophie qui a éclairé le monde auroit été ensevelie dans une retraite obscure, où personne n'auroit pas su en apprécier l'excellence et la sublimité. Peu de temps après il perdit son père. Il paroît qu'à cette époque il ne songea plus à s'avancer dans le ministère ecclésiastique; car il ne sollicita pas la cure de Logierait, quoiqu'elle fût plus lucrative que celle de Caputh.

Il est vrai que ses discours publics avoient quelque chose de trop relevé pour le commun des auditeurs. Comme il avoit l'esprit imbu des principes des Stoïciens et des Péripatéticiens, ses sermons étoient de profonds essais de morale, où il allioit la philosophie d'Aristote à celle de Zenon.

Aussi M. Fergusson seroit resté fort au-dessous de ces prédicateurs fanatiques qui parlent toujours de la foi et de la grâce, et jamais de la vertu ; de ces foudres qui frappent et subjuguent leur auditoire, en lui présentant des images terribles ; de ces rhéteurs étudiés qui le captivent par d'harmonieuses niaiseries. Il y avoit autrefois en Ecosse, un usage singulier, qui subsiste peut-être encore, et qui doit son origine aux Conventicules. Le jour consacré à fêter l'institution de l'eucharistie, le clergé se rassembloit dans une plaine, pour y célébrer cette cérémonie. Les fidèles y accouroient en foule, pour entendre leurs pasteurs, qui depuis dix heures du matin jusqu'à six heures du soir, ne discontinuoient pas de prêcher du haut d'une chaire qu'ils appeloit *la tente*, et qui étoit formée de quelques trétaux couverts d'un méchant tapis. Celui-là passoit pour le meilleur orateur, qui avoit les poumons les plus forts, et qui faisoit le plus de bruit. Or, M. Fergusson qui n'avoit pas une voix de stentor, ne brilloit point à ces fêtes.

Mais il reprenoit sa supériorité, lorsqu'il faisoit prêcher ses sermons par des hommes capables d'en relever la beauté par la déclamation. Un jour il confia à un jeune ministre de ses amis un discours qu'il venoit de composer sur le mérite personnel, et dans lequel il avoit développé la doctrine de Platon et d'Aristote. Le jeune homme le prêcha, au grand étonnement des autres ministres, qui ne le croyoient pas si profondément versé dans la connoissance de la philosophie ancienne et moderne. Après l'office ils s'empressèrent de combler l'orateur des plus grands éloges. Mais celui-ci leur avoua ingénument que ces éloges étoient dus à M. Fergusson, de qui il tenoit le discours qu'il venoit de prêcher.

En 1757, M. Fergusson se démit de sa place d'aumônier du quarante-deuxième régiment, pour entrer en qualité d'instituteur dans la maison de lord Bute, où il resta jusqu'en 1759, qu'il accepta la chaire de philosophie naturelle à l'université d'Edimbourg. S'il étoit demeuré chez lord Bute, jusqu'à l'avénement du roi

actuel au trône, il auroit probablement joué un rôle important dans les affaires publiques; il occuperoit aujourd'hui dans la politique le rang distingué qu'il occupe dans les lettres. Il ne regrette pas d'avoir embrassé une autre carrière. Quoiqu'il eût la politesse d'un courtisan, et les connoissances profondes d'un ministre, il renonça à l'espoir des honneurs, afin de se livrer tout entier à son goût pour les recherches philosophiques. Montesquieu est de tous les écrivains celui qu'il lisoit avec le plus d'attention. Il fit une étude particulière de la nature morale de l'homme, rejetant avec soin les hypothèses hasardées, pour ne s'attacher qu'à l'expérience.

M. Fergusson professa donc, à l'université d'Edimbourg, la philosophie morale qu'il avoit si profondément étudiée. Nous parlerons plus amplement de ses leçons, lorsqu'il sera question des ouvrages de politique et de morale qui sont sortis de sa plume. Nous nous contenterons de dire ici que l'illustre professeur commença son cours par l'analyse de la nature de l'homme,

et qu'il en fit découler les devoirs sociaux, civils et politiques.

Il publia, en 1767, son *Essai sur la société civile*. Il a pour but dans cet ouvrage, de suivre l'homme marchant à pas lents vers la civilisation; de faire voir l'esprit humain s'élevant par degrés insensibles de la simple perception jusqu'aux sciences abstraites, des opérations de la raison et du sentiment, jusqu'aux conceptions de la morale et de la politique: enfin, de montrer comment la politesse a effacé peu-à-peu les rouilles de la barbarie. Cet ouvrage est divisé en six parties, qui se subdivisent à leur tour en plusieurs sections. Dans la première partie, l'auteur traite de l'état de nature, de la conservation de soi-même, de l'établissement de la société, de la guerre, et des dissensions civiles, des facultés intellectuelles, des sentimens moraux, du bonheur individuel, et de la félicité publique.

L'histoire des nations sauvages est le sujet de la seconde partie; et la troisième présente le tableau des nations policées. Il examine dans cette dernière l'influence

du climat et de la situation, les mœurs et les usages, la population, la richesse, la défense, la conquête, la liberté civile, la littérature et les arts. Dans la quatrième il examine quel est le résultat des progrès du commerce et des sciences. Dans la cinquième, il traite de la décadence des nations, et dans la sixième, de la corruption et de l'esclavage politique. L'exécution qui répond à cette belle ordonnance, décèle à chaque page un vaste et profond génie. Aussi, dès que cet ouvrage parut, son auteur fut mis au rang des écrivains les plus distingués de l'Angleterre.

Après avoir mis la dernière main à son *Essai sur la Société civile*, M. Fergusson alla visiter le village de Logierait où il étoit né, et où il avoit passé les premières années de sa jeunesse. Les habitans revirent avec la joie la plus vive le fils de leur ancien pasteur. Ils se glorifioient qu'un homme si célèbre eût reçu le jour parmi eux; ils furent touchés de voir qu'il eût conservé leur souvenir; ils eurent lieu d'admirer sa douceur, sa bienveillance et son affabilité.

Vers le même temps, M. Fergusson épousa miss Burnet, nièce du célèbre docteur Black.

Bientôt après, il publia ses *Instituts*, qui renferment un abrégé complet de la science de l'homme. C'est alors qu'il fit la connoissance du célèbre David Hume, avec qui il conserva depuis une liaison intime, quoiqu'il ne pensât pas comme lui sur les points les plus importans de la religion, de la morale et de la politique.

En 1773, M. Fergusson accompagna le jeune Chesterfield dans ses voyages. Après une absence d'environ un an et demi, il vint reprendre à Edimbourg les fonctions de professeur. La chaire de philosophie morale avoit acquis sous lui une grande célébrité. On accouroit de toutes parts pour l'entendre. On convient généralement que ses leçons étoient propres à inspirer le goût des recherches solides, à fortifier l'entendement, et à élever l'âme. Il avoit une manière de s'énoncer mêlée d'élégance, de douceur et de gravité; il étoit tout à la fois sévère et poli dans les reproches qu'il adressoit à ses élèves. Un jour qu'il

traitoit de la paresse et de l'inattention, il vit plusieurs jeunes étourdis qui s'entretenoient familièrement au lieu de l'écouter : « Messieurs, leur dit-il, ayez la bonté d'être plus attentifs ; ce sujet vous regarde particulièrement. » Ce peu de mots fit sur eux plus d'impression que la réprimande la plus amère.

Il proposoit souvent à ses élèves des sujets de discussion. Dans un de ces exercices, lord Maitland, aujourd'hui comte de Lauderdale, se distingua singulièrement par un *Essai sur les Voyages*, où il développa avec beaucoup de sagacité les avantages qu'un esprit réfléchi peut trouver à étudier l'homme dans différentes espèces de sociétés, et à observer la diversité des institutions et des mœurs. Ce jeune seigneur donna à son maître et à ses condisciples l'opinion la plus favorable de ses talens, opinion qu'il a pleinement justifiée dans la suite.

En 1776, M. Fergusson écrivit contre le docteur Price, qui avoit publié un ouvrage sur la liberté religieuse et civile. Il prouva que la théorie du savant Price ne

convenoit point à un être aussi imparfait que l'homme ; mais, en réfutant son système, il rendit hommage à ses talens et à la pureté de ses intentions.

Cependant il travailloit à un ouvrage plus important que tous ceux qu'il avoit jusqu'alors publiés. *L'Histoire romaine*, que les lecteurs superficiels regardent comme un sujet épuisé, étoit une mine riche et féconde, où M. Fergusson puisoit d'importantes instructions relatives à la morale et à la politique. Mais, en 1778, il interrompit son travail pour accompagner, en qualité de secrétaire, les cinq commissaires chargés d'aller proposer la paix aux Américains. Tout le monde sait quel fut le résultat de cette négociation. A son retour, M. Fergusson reprit ses cours de philosophie, et continua son *Histoire de la République romaine*, qu'on peut appeler, à juste titre, *la Philosophie de l'Histoire romaine*. Il la publia en 1782.

Pour apprécier le travail de M. Fergusson, il est nécessaire de considérer l'insuffisance des matériaux qu'il a mis en œuvre. Les ouvrages des anciens écrivains

n'existent plus ; *l'Histoire générale de Salluste*, et une grande partie de celle de Tite-Live sont entièrement perdues. Ce qui nous reste de Polybe, quelque précieux qu'il soit, ne comprend que des époques particulières. Les grands biographes de l'antiquité traitent l'*Histoire romaine* en morceaux détachés, et seulement autant qu'ils le jugent nécessaire pour faire connoître les personnages dont ils esquissent les portraits. Enfin, il n'existe aucun monument ancien qui nous présente l'*Histoire complète de la République romaine*, avec la suite non interrompue des événemens, de leurs causes et de leurs effets. A la vérité d'habiles écrivains, tels que Polybe et Montesquieu, ont tracé d'une main savante le tableau général de la constitution et du gouvernement de Rome. Leurs ouvrages servent de base à la théorie, et reculent les bornes des connoissances politiques ; mais ils ne constituent point l'*Histoire romaine*, qui doit exposer tout à la fois les principes, les opérations et leurs conséquences. On a publié dans les temps modernes de prétendues *Histoires*

de Rome; mais elles ne nous présentent pas la naissance, les progrès et la décadence de la république, avec cette supériorité de talent que Gibbon a déployé dans le *Tableau de la décadence de l'Empire romain.*

C'est pour suppléer à ce qui nous manque dans cette partie de la littérature, que M. Fergusson a entrepris son ouvrage. En nous retraçant les grandes actions des Romains, il ne perd pas de vue la chaîne des causes et de leurs effets. Il nous montre ce peuple faisant de continuels efforts pour améliorer la discipline de ses armées, et parvenant enfin, sous Jules César, à la perfection de l'art militaire. D'un autre côté, il nous présente les anneaux qui lient tous les événemens politiques les uns aux autres, en sorte que nous jugeons d'où ils procèdent, et où ils vont aboutir. Il nous offre le tableau des mœurs romaines depuis le siècle de Fabricius et de Cincinnatus, jusqu'à celui de Catilina et de Clodius. Nous voyons les Romains vertueux et libres dans le premier, corrompus et esclaves dans le

second. Leurs vices les conduisirent à la servitude.

En 1784, M. Fergusson donna sa démission de la chaire de philosophie morale, en faveur de M. Dugald Stewart, qui l'occupe encore aujourd'hui.

Alors, il songea à mettre la dernière main à son *Cours de Philosophie morale.* Cet ouvrage a paru, depuis quelques années, sous le titre de *Principes de morale et de politique.* L'auteur détermine, premièrement, l'état et la nature de l'homme, et la place qu'il occupe dans la chaîne des êtres; secondement, il examine les caractères de son intelligence; et, enfin, sa perfectibilité. Ensuite il traite de la loi naturelle, du juste et de l'injuste; il suit la marche savante du chancelier Bacon, prenant toujours l'expérience et l'observation pour guides, et n'établissant jamais son système sur des hypothèses hasardées.

Les principes politiques de notre auteur sont fondés sur les plus solides documens de l'histoire, et non sur des conjectures, vains, enfans de l'imagination. Il nie for-

mellement que tous les hommes aient un droit égal à gouverner l'Etat ; mais il soutient que le gouvernemeet est utile et nécessaire à tous, et que le bien général est le but de toutes les institutions politiques. « Antérieurement à toute convention, dit-il, chacun se gouverne à son gré, mais ne peut gouverner personne. Ainsi, le gouvernement, antérieurement à toute convention, n'est point une matière de droit, quoiqu'il soit avantageux à tous les individus d'avoir un gouvernement dont les rênes ne soient jamais tenues par des hommes indignes de toute confiance. »

D'après l'idée qu'il s'étoit faite d'un gouvernement sage et bien ordonné, il n'aimoit point l'ancien gouvernement de France, sous lequel un peuple naturellement généreux étoit devenu l'esclave d'un capricieux despote. Il aimoit encore moins l'ordre de choses qui succéda à la monarchie dans cette contrée. Mais il est probable qu'il applaudit aux efforts que fait le nouveau gouvernement pour ramener en France l'ordre, la paix et la liberté.

Après avoir publié son *Traité de morale*

et de politique, il fit le voyage d'Italie, dans le dessein de recueillir, dans les bibliothèques de cette contrée, des matériaux pour une nouvelle édition de son *Histoire romaine*. Cette édition paroît depuis quelque temps avec des augmentations considérables. Il y développe, d'une manière claire et précise, les principes de la liberté publique, mais sans s'écarter jamais de la modération qui convient à un véritable homme de lettres, et surtout sans se prononcer sur les grandes questions qui ont agité l'Europe dans les derniers temps.

M. Fergusson n'est pas un philosophe purement spéculatif; il met en pratique la morale dont il a donné de si brillantes leçons. Il est intègre, bienveillant, désintéressé, enfin doué de toutes les qualités qui commandent le respect et l'amour. Quoiqu'il ne tirât qu'un foible émolument de la chaire de philosophie d'Edimbourg, il trouvoit cependant les moyens de se montrer généreux envers les jeunes gens peu fortunés qui décéloient des talens ou d'heureuses dispositions. Aujourd'hui une pen-

sion du gouvernement et le produit de ses ouvrages composent toute sa fortune. Il vit dans cette honnête aisance, où s'arrête l'ambition du sage.

M. Fergusson a des manières extrêmement polies ; sa conversation est agréable et simple, mais rarement brillante. Content du rang distingué qu'il occupe dans la littérature, il paroît se soucier peu de se faire admirer dans les cercles. Il est sobre de paroles, et ne se pique point d'épancher son génie et les trésors de son érudition. Les hommes frivoles, accoutumés à juger de l'esprit par les dehors, se croient fort supérieurs à lui, parce qu'il a un ton modeste et peu avantageux.

Quoique naturellement tempérant, Mr. Fergusson n'est point ennemi de la joie des festins. Il est très-aimable avec ses amis. Il a fixé sa résidence à Maour, village des environs de Péebles, à vingt milles d'Edimbourg. Il vient souvent dans cette capitale passer quelques heures agréables avec M. Horne, le docteur Carlisle, le docteur Black, le docteur Blair, et quelques autres amis de sa jeunesse.

Il a plusieurs enfans. Son fils aîné est un avocat renommé; les autres ont embrassé des professions honorables. Ses filles, qui sont jeunes, aimables, et bien élevées, demeurent avec lui.

M. Fergusson est grand, bien fait, et d'une complexion forte et robuste. Les traits de sa figure annoncent les qualités de son esprit et de son cœur. L'expression de ses yeux est plus réfléchie qu'animée.

L'Angleterre a deux classes d'hommes qui prennent M. Blair et M. Fergusson pour leurs modèles. L'une est composée de ceux qui se consacrent particulièrement à l'éloquence et à la poésie; l'autre comprend ceux qui, sans négliger la littérature, s'attachent principalemeut à l'histoire, à la biographie, à la critique, et aux recherches politiques.

LE DUC DE BEDFORD.

François Russel, duc de Bedford, hérita des biens et des titres de sa maison à la mort de son grand-père, arrivée en 1771. Il n'avoit alors que onze ans. Le marquis de Tavistock, son père, étoit mort d'une chute de cheval quatre ans auparavant; et la marquise, sa mère, avoit succombé peu de temps après, à la douleur que lui avoit causé ce triste événement.

On tremble naturellement pour la vertu d'un enfant appelé dans un âge si tendre à jouir d'une immense fortune, et des priviléges attachés à un grand nom. Ce qui augmentoit peut-être le danger du duc de Bedford, c'est qu'il étoit uniquement confié aux soins de la duchesse douairière, sa grand'mère, qui ne mettoit point de bornes à sa tendresse pour lui.

Le duc de Bedford justifia d'abord les craintes qu'inspiroit le danger de sa situation. Il prit du dégoût au collége de

Westminster où on l'avoit envoyé, et l'on fut obligé de l'en retirer, avant qu'il eût appris les premiers élémens, sans lesquels il ne pouvoit acquérir ce degré de savoir nécessaire à un homme de son rang. A la vérité, la figure qu'il a faite dans le monde, prouve qu'il cultiva son éducation chez lui ; mais les chances n'étoient pas en sa faveur. Une école publique est un séjour utile à un enfant né dans une condition élevée, parce qu'il s'y corrige, jusqu'à un certain point, des défauts qu'il contracte dans sa maison, où il est environné de flatteurs qui vont au-devant de tous ses caprices.

Le duc de Bedford entra à l'université, dépourvu des connoissances qu'y apportent ordinairement les élèves qui viennent y faire leurs cours. Mais il s'y fit bientôt remarquer par son application et ses progrès ; il s'y concilia l'estime de ses condisciples et de ses maîtres.

Avant que le duc entrât dans le monde, on prit, dit-on, un singulier moyen de le garantir de l'atteinte des fripons de toutes espèces, qui cherchent à faire leur proie

d'un jeune homme qui dispose d'une grande fortune. On le mit sous la surveillance d'un vieux gentilhomme, qui avoit une grande connoissance du monde, et surtout des ruses et des tours de passe-passe des escrocs. Je ne crois pas qu'il fût possible d'imaginer un plus dangereux expédient. Toutefois le duc de Bedford sortit avec honneur d'une épreuve aussi folle; car il ne mit jamais en pratique les leçons de ce nouveau maître.

Une circonstance non moins singulière eut lieu, lorsqu'il entreprit de faire le tour de l'Europe. Il partit avec une femme, qui, malgré son esprit et ses qualités aimables, n'étoit point le mentor qu'il convenoit de donner à un jeune homme qui voyageoit pour son instruction. Mais par une particularité aussi honorable pour cette dame que pour lui, il profita plus qu'on n'auroit dû l'espérer, dans la société de son compagnon de voyage.

A son retour en Angleterre, il étonna, par la profondeur de ses connoissances, et la justesse de son esprit, tous ceux qui, l'ayant connu dans sa première jeunesse,

avoient conçu une idée peu favorable de ses talens et de sa capacité. On eut bientôt pour sa personne, ce respect que l'on croyoit ne devoir qu'à son nom. Il se concilia l'admiration universelle. Le ministère mettant beaucoup de prix au suffrage d'un homme à qui l'éclat du rang et de la fortune donnoit une grande influence, fit tous ses efforts pour se l'attacher. Mais sans se laisser séduire par l'exemple des ducs de Marlboroug, de Dorset, et du lord Stafford, ses proches parens, qui s'étoient enrôlés sous les drapeaux du ministère, le duc de Bedford aima mieux devenir l'ami et le compagnon de quelques citoyens courageux et indépendans, dont le nom figurera avec honneur dans l'histoire, que de se liguer avec des hommes corrompus qui avoient envahi toute l'autorité.

Les ministres voyant qu'ils ne pouvoient détacher le duc des intérêts de sa patrie, ni d'un groupe d'hommes illustres qui se dévouoient pour elle, tentèrent de le dégrader aux yeux du monde, par de petites ruses qu'ils savent employer avec adresse.

Cependant, malgré leurs efforts, ils n'ont pu lui reprocher qu'une économie rigoureuse et sordide. On va juger jusqu'à quel point ce reproche étoit mérité.

Le duc de Bedford avoit dans le caractère cela de particulier, que quoiqu'immensément riche, il ne faisoit jamais de dépense inutile, et qu'il avoit en horreur ces hommes odieux qui se croient en droit de piller impunément un grand seigneur. Mais un personnage de ce rang n'est point en guerre avec la renommée, lorsque tout ce qu'on peut lui reprocher, se réduit à dire, qu'il n'est pas disposé à être dupe de la rapacité de ceux qui l'entourent.

Pour juger le duc de Bedford avec impartialité, il faut en appeler aux *faits*, qui sont, comme le dit un ancien proverbe, des témoins irrécusables. Or, tout le monde sait que le duc distribuoit des sommes considérables pour le triomphe de l'opposition. Il seroit injuste d'attribuer tout le mérite de cette conduite à l'esprit de faction, pour n'en laisser aucune part à la générosité. Il concourut, d'une manière digne de lui, au noble

dessein de soutenir la fortune ébranlée d'un illustre personnage, sans avoir le plus léger espoir d'être un jour remboursé de ses avances. Mais, pour me borner aux exemples les plus frappans, j'ajouterai seulement qu'il constitua des légitimes considérables à ses frères, et qu'il leur permit toujours de puiser à leur gré dans ses coffres.

Le duc de Bedford étoit doué des plus grands talens. Ses harangues respiroient cette justesse rigoureuse qui est le partage des esprits supérieurs, et cette solidité qui est le fruit du travail et des dispositions naturelles; elles plaisoient également aux philosophes et aux gens de goût. On se souvient encore de celle qu'il prononça sur le bill des taxes; nous nous dispenserons d'en faire ici l'éloge. Dans des occasions moins importantes, on l'a vu captiver l'attention de ses auditeurs, par le ton sentimental et affectueux qu'il prêtoit à ses discours. Un jour que l'on débattoit, dans la chambre des pairs, une cause de divorce, il proposa d'ajouter à la loi sur cette matière une clause, qui pourvût à l'avenir

au sort déplorable d'une femme abandonnée de son mari. Il appuya cette motion par un discours qui donna lieu d'admirer la générosité de son caractère, et la profondeur de ses connoissances.

Nous allons maintenant voir le duc de Bedford, parcourir une carrière où, de l'aveu même de ses ennemis, il n'a point eu de rivaux.

Au lieu de se livrer à la dissipation, à l'indolence et au jeu, le duc savoit se rendre heureux, sans ruiner sa fortune et sa santé, sans violer les règles de la morale, ni blesser les droits de personne. Il se faisoit un plaisir d'exécuter des projets utiles. Il aimoit à se promener dans sa belle terre de Woburn, à se voir entouré de deux ou trois mille individus employés à des travaux utiles, et rendus heureux par ses bienfaits. Aussi étoit-il aimé et adoré de tous ses voisins. Ce peu de mots ne renferme-t-il pas le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un grand seigneur qui vit à la campagne?

Sans compter un parc magnifique, sa terre de Woburn embrasse une étendue de

trois mille acres. Le parc, qui a près de vingt milles de circuit, nourrit un immense bétail, et un beau troupeau de daims. La maison du fermier a toutes les commodités que l'on peut désirer dans un établissement de ce genre. On y voit une machine ingénieuse mue par six chevaux, et qui sert tout à la fois à battre et à moudre le bled, et à séparer le son de la farine. A côté, s'élève un moulin à drêche, et vis-à-vis sont distribués, dans le plus grand ordre, les étables, les granges, les hangards, et les atteliers du charpentier, du menuisier, du charron, du forgeron, etc. L'étable aux cochons feroit honte à bien des villageois qui entretiennent dans leurs chaumières une malpropreté dégoûtante. Au milieu d'une vaste cour, s'élèvent deux maisons bien bâties, où logent les fermiers et les intendans. On y voit un nombre infini d'instrumens aratoires faits avec une perfection rare. Enfin rien n'égale la grandeur, la propreté, et l'utilité de cette belle ferme.

Nous remplirions bientôt un gros volume, si nous voulions détailler les expé-

riences que le duc de Bedford a tentées pour améliorer l'agriculture.

A force de persévérance et de soin, il est venu à bout d'étendre à toute l'Angleterre deux excellentes races de brebis, qui étoient autrefois particulières aux provinces de Leicester et de Sussex. Ces deux races multiplient aujourd'hui dans les vastes domaines du duc, où elles forment deux grands troupeaux séparés, qui ont chacun leurs guides et leurs bergers.

Il a également perfectionné les races des bêtes à cornes. Il faisoit choisir avec un soin extrême les meilleurs taureaux que nourrissent les provinces de Sussex, d'Hereford, et de Devonshire. Il encourageoit l'usage des bœufs dans le labourage, et visitoit souvent les foires et les marchés qui se tenoient dans le voisinage de ses terres. Il examinoit le bétail, et même les boucheries, afin de connoître la qualité des viandes. Il s'entretenoit familièrement avec les paysans, à qui il se faisoit un plaisir de communiquer ses découvertes en agriculture.

Le lecteur attend sans doute quelques

détails sur les fêtes que le duc de Bedford donnoit tous les ans à Woburn, à l'époque de la tonte des brebis. Ces fêtes duroient plusieurs jours, pendant lesquels les conviés examinoient les races, les instrumens, les nouvelles méthodes d'agriculture, distribuoient des prix aux laboureurs et aux bergers les plus industrieux et les plus instruits. Chaque jour avoit son occupation particulière. On déjeûnoit à neuf heures; ensuite on alloit parcourir les campagnes jusqu'à trois heures, qu'on servoit le dîner. A six heures on montoit à cheval, et l'on ne rentroit qu'à la nuit. A la fête de 1799, le duc eut pendant cinq jours plus de deux cents convives, parmi lesquels on voyoit le duc de Manchester, le marquis de Bath, les comtes d'Egremont, de Lauderdale, de Winchalsea, les lords Sherborne, Preston, Ludlow, John, William et Robert Russel; le président et le secrétaire de la société d'agriculture, le président de la société royale, et un grand nombre de propriétaires, de fermiers, d'agriculteurs et de bergers, qui s'y étoient rendus de toutes les parties du royaume. Ils s'en

retournèrent enchantés de la politesse du duc, et éclairés par ses leçons. Jamais on n'exerça l'hospitalité d'une manière plus noble et plus utile.

Des assemblées de ce genre sont une source d'avantages pour la terre où elles se tiennent. Le duc de Bedford a donné un bel exemple, que tout propriétaire jaloux de bien mériter de sa patrie, devroit s'empresser de suivre.

Ce seigneur est mort depuis quelques mois, à l'âge de quarante-deux ans, emportant avec lui les regrets des bons citoyens.

Mr. WILBERFORCE.

La ville de Hull a eu la gloire de donner le jour à Marvel et à Wilberforce, deux sénateurs d'un mérite éminent. Marvel, ami de Milton, et secrétaire de Cromwel, fut, à l'époque de la restauration, élu par la ville de Hull, membre du parlement, et en remplit les fonctions jusqu'à sa mort, arrivée en 1778. Il se rendit célèbre par son intégrité et par ses talens; il écrivit avec beaucoup d'énergie contre la corruption de la cour. On tenta plusieurs fois de le séduire; mais ce patriote rigide refusa constamment les offres de Charles II, et préféra l'honneur et la pauvreté aux richesses et aux grâces que ce monarque prodigue vouloit accumuler sur sa tête. Les *Ouvrages politiques et littéraires de Marvel* ont été imprimés, en 1726, en 2 volumes in-12.

M. Wilberforce, dont nous allons tracer le portrait, est né en 1759. Son grand-père, William Wilberforce, écuyer, fut deux fois

élu maire de la ville de Hull, la première, en 1722, et la seconde, en 1740. Ce respectable magistrat, se voyant accablé par les infirmités de l'âge, donna sa démission en 1771, après s'être acquitté, avec une rigoureuse fidélité, des fonctions de cette place. M. Wilbelforce étoit encore enfant, lorsqu'il perdit son père. Il fut élevé par une mère prudente et affectionnée, qui semble avoir eu les qualités nécessaires pour remplir cette tâche. Elle confia d'abord son fils aux soins de M. Pockington, ensuite à ceux du savant M. Milner.

Le jeune Wilberforce entra, en 1774, au collége de Saint-John à Cambridge, où il se lia d'un étroite amitié avec M. Pitt, qui naguère étoit ministre, et avec le docteur Isaac Milnen.

Lorsque M. Wilberforce eut atteint l'âge de vingt-un ans, ce qui arriva quelques semaines avant l'élection générale de 1780, il fêta les habitans de Hull. Il donna à la populace un bœuf rôti, et plusieurs tonneaux de bierre. Il se l'attacha par ce moyen; et comme il s'étoit fait également aimer et respecter des citoyens

recommandables, il fut élu, presque à l'unanimité, représentant de cette ville, avec lord Robert Mauners.

Il ne paroît pas que M. Wilberforce se soit signalé pendant la durée de ce parlement. En 1784, il fut, pour la seconde fois, élu par la même ville; mais il n'accepta pas cet honneur, et préféra de représenter le comté d'Yorck, qui l'avoit aussi nommé.

Mr. Wilberforce s'est principalement distingué dans l'importante discussion de la traite des nègres. Les peines qu'il s'est données pour l'abolir, l'ont fait mettre au rang des plus ardens bienfaiteurs de l'humanité.

Ce fut en 1787 que M. Wilberforce manifesta l'intention de proposer au parlement l'abolition de la traite des noirs. M. Fox adopta la même idée. Leur dessein ne fut pas plutôt connu du public, qu'il fut appuyé par une foule de pétitions. Les universités de Cambridge, de Glascow, d'Aberdéen, la société des Quakers, les comtés de Huntingdon, de Leicester, de Stafford, de Northampton, d'Hereford, de

Middlessex, et de Cambridge, les villes de Bristol, de Norwich, de Birmingham, et plusieurs autres embrassèrent avec chaleur la cause des nègres.

Les pétitionnaires énonçoient des principes assez raisonnables. Ils étoient bien éloignés de vouloir porter atteinte aux intérêts de nos colonies d'Amérique; ils vouloient encore moins qu'on rendît tout à coup la liberté aux nègres de nos îles; mais ils croyoient qu'il falloit abolir entièrement la traite. Il soutenoient, à la vérité, que l'esclavage étoit contraire à la justice et à l'humanité; mais ils espéroient que la proscription de ce commerce infâme, et les rapides progrès de l'agriculture, permettroient avant peu de rendre la liberté aux esclaves de nos îles, sans occasionner aucun trouble, et sans ruiner les propriétaires.

Au mois de mai 1788, M. Pitt, au nom de M. Wilberforce, son ami, qu'une maladie grave empêchoit de paroître, fit à la chambre des communes, une proposition fondée sur les principes que nous venons d'exposer; il déclara que dans la prochaine

session, il appelleroit l'attention du parlement sur le commerce des esclaves. Il dit qu'il ne doutoit pas que la chambre ne prît, sur cet important objet, une détermination fondée sur l'humanité, la justice, et la politique. Qu'il espéroit aussi que le retour de la santé permettroit à M. Wilberforce de se charger de la conduite de cette affaire, et qu'il ne croyoit pas qu'on pût la confier à des mains plus sûres et plus habiles.

Il s'écoula une année entière avant que cette intéressante question fût discutée dans les formes. Pendant cet intervalle, ceux qui faisoient le commerce des noirs, adressèrent une pétition au parlement, et prirent des mesures pour empêcher que l'abolition de la traite ne fût décrétée.

M. Wilberforce débuta enfin dans cette question, par une harangue aussi éloquente que solide. Après avoir parlé pendant plusieurs heures, il fit douze propositions, dont voici la substance. L'Angleterre, au lieu de transporter chaque année dans ses colonies trente-huit mille nègres, qui sont le rebut de l'Afrique, pourroit

faire avec cette contrée un commerce tout à la fois plus honorable et plus utile. La plupart des esclaves mouroient dans la traversée ; et ceux qui arrivoient sains et saufs, étoient autant d'ennemis qu'on introduisoit dans les îles. La multiplication des nègres nuisoit à celle des blancs. Il conclua de là, que l'abolition de la traite ne produiroit aucun notable dommage.

Cette motion fut vivement appuyée par Mrs. Pitt, Fox, Burke, et par tout ce qu'il y avoit d'hommes éloquens dans la chambre des communes. Elle fut combattue par une opposition aussi forte sous le rapport du nombre, que foible sous celui des talens et des lumières. Les amis de l'humanité en concevoient un heureux augure pour le succès de leur entreprise. Mais leurs adversaires eurent le secret d'entraver la marche des choses, et de retarder la reprise de la discussion jusqu'en 1791. A cette époque, M. Wilberforce proposa une seconde fois l'abolition de la traite des nègres. Il dit, en finissant sa harangue, que, quelque fût le sort de sa motion, il voyoit avec plaisir que cet indigne trafic

étoit déjà proscrit dans l'opinion publique. Que cette considération étoit pour lui un puissant motif, qui l'engageoit à persévérer dans la poursuite de cet intéressant objet. Cependant, malgré les talens et l'éloquence que déployèrent, en cette occasion, les membres les plus distingués du ministère et de la chambre des communes, la motion de M. Wilberforce fut rejetée à une majorité de soixante-quinze voix.

Le peuple, en général, prenoit le plus vif intérêt au succès de cette affaire. La chambre des communes reçut de toutes parts un si grand nombre de pétitions, qu'elle en trouva cinq cent huit sur le bureau, lorsque M. Wilberforce reprit, en 1792, la suite de la discussion. L'éloquence n'avoit peut-être jamais pris en Angleterre, un ton plus énergique et plus touchant. Le désir du succès avoit éveillé tous les talens, avoit inspiré à tous les cœurs les sentimens les plus nobles et les plus généreux.

Ceux qui furent témoins de ces débats, se sentent encore émus au seul souvenir des harangues de M. Wiberforce, de Mr.

Fox, et de M. Pitt. Le dernier, qui ne commença à parler qu'à quatre heures du matin, déploya une éloquence si entraînante, que l'on crut que la question alloit être décidée par acclamation. Quatre-vingt-cinq membres seulement votèrent contre l'abolition de la traite. Mais au moment où le décret alloit être adopté, M. Dundas, qui avoit régularisé l'opposition contre cette mesure, eut l'adresse d'y faire insérer un amendement, qui rendit l'abolition *graduelle*.

La discussion ayant été reprise de nouveau, au mois d'avril de la même année, la chambre décréta que les sujets de la Grande-Bretagne ne pourroient transporter des nègres dans les colonies anglaises, que jusqu'au premier janvier 1796. Mais cette époque est passée depuis long-temps, et le commerce des noirs dure encore.

Les efforts de M. Wilberforce ont répondu, sans doute, à l'importance d'une si belle cause; mais ils n'ont abouti qu'à procurer quelques soulagemens aux infortunés Africains que l'on transporte chaque année dans nos colonies.

Ce que nous avons dit jusqu'à présent de M. Wilberforce suffit pour justifier, aux yeux des lecteurs, le titre d'ami de l'humanité que la voix publique lui a donné; nous allons maintenant le faire connoître comme un ami de la religion. M. Wilberforce publia, en 1797, un ouvrage intitulé: *Examen pratique des sectes religieuses admises en Angleterre, et contraires au véritable esprit du christianisme.*

Ce livre eut un grand succès. Il s'en fit plusieurs éditions en moins d'un an. On le mit aussi à la portée du commun des lecteurs, et l'on en répandit un grand nombre d'exemplaires parmi le peuple. M. Wilberforce a pour but d'examiner, selon le système de Calvin, toutes les sectes chrétiennes établies en Angleterre. Son style a le naturel et la simplicité qui conviennent au sujet.

On reprocha cependant à l'auteur de s'être écarté du ton de douceur et de charité que l'évangile recommande si souvent à ses disciples. M. Wilberforce trouva un adversaire digne de lui, dans le révérend Thomas Belsham, qui réfuta habi-

lement son ouvrage, dans une suite de lettres adressées à une dame.

On prétend que M. Wilberforce a, dans la vie privée, de l'humanité de la bienveillance, et une piété solide. Il est difficile d'expliquer comment il a pu allier des qualités si précieuses avec le zèle ardent qu'il a déployé pour justifier la dernière guerre, qui a été plus fatale à l'Europe, que la traite des nègres ne peut l'être au continent de l'Afrique.

M. Wilberforce épousa, il y a environ cinq ans, la fille d'Isaac Spooner, riche marchand de Birmingham. Ce mariage a considérablement augmenté sa fortune, et reculé par conséquent les limites de ses jouissances.

M. Wilberforce est d'une santé si délicate, qu'il ne peut supporter les fatigues de la tribune. Il est probable que la chambres des communes n'entendra pas longtemps son éloquente voix.

FIN DU TOME PREMIER.

702425

B.23.1.78
B.N.C.-FIRENZE